

# AUDCIATION TRANSMATIONAL TRANSMATIONALES INTERNATIONALES



The review of international associations and meetings

1981-11°1

LE DOSSIER STRASBOURG

# TRANSMATIONAL AUDCIATIONS ...

AJJOCIATION TRANSNATIONALES...

This publication, produced by the UA1, appears this year in a modified form with six issues per year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organisations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve heedless of the implications.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify generel principles of the OAI, is interiord to claimly gene-ral awareness concerning the associative pheno-menon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open both to officers of associations, researchers and specialists of associative questions,The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publishers.

The review also contains supplements to the Yearbook of International Organizations and to the International Congress Calendar, both of which are published by the UAI. Cette publication, éditée par l'UAI, se présente cette année à ses lecteurs sous la forme amendée d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et ..transnationaux d'organisations non gouvernemenales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

La revue publie également les suppléments à l'Annuaire des Organisations Internationales et au annuel des réunions internationales. Calendrier deux autres publications de l'UAI.

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
EXECUTIVE COUNCIL COMITE DE DIRECTION
Président :

Président : Président : l'Organiziazione internationale (Italie)

l'Organiziazione internationale (Italie)
Voce-Présidents: Voce-Présidents:
Mohamad All RIFANT (ARE)
Mohamad Mohamad (Are)
Mohamad Mohamad (Are)
Mohamad Mohamad (Are)
Mohamad

Members F W G BAKER (UK.) Former Executive Secretary. Inf E W G BANEN LONG.
Former Executive Secretary. International of Scientific Unions.
Luss G dis SEVILLI (Mexique)
Former Executive Mexique)
Former Executive Mexique
Former Secretary
Former General Former Mexicologies mexicoline de Drott
Former General Former Mexicologies
Former General Former Former Former Former
Former Former Former Former Former
Former Former Former Former Former Former
Former Former Former Former Former Former
Former Former Former Former Former Former
Former Former Former Former Former Former
Former Former Former Former Former Former
Former Former Former Former Former Former Former
Former Forme

Marcal Mitract. (\*France)
Professions at Drivenstel de Paris I.
Professions at Drivenstel de Paris I.
Président du Consell National du Travail
André E. RICE (U.S.A.)
Former Executive Secretary of the Society for
International Development. (\*Suisse)
Conseller special du Secretaries general de la
Ugue des Societé de la Croix Konseller
Ligit de Societé de la Croix Konseller
Elfudés Sociales. Secrétaire general de l'association mordiale de Prospective Sociale.

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI

LIAI REPRESENTATIVES
Organisations des Nations-Unies - New York:
Andrew RICE

UNESCO Vladimir HERCIK.

Pans Maryvorme STEPHAN

Strasbourg: G Erwin RITTER



### N° 1 January-February '81 I Janvier-Février '81

Rédaction/Editorial Robert FENAUX Georges Patrick SPEECKAERT Geneviève DEVILLE Anthony J.N. JUDGE Ghislaine de CONINCK

Published by/Publié par : Union of International Associations - UAI (founded 1910) Issn-0020-6059

# Editorial and Administration: Rue aux Laines 1. 1000 Brussels (Belgiuml Tel (02) 511 83 96.

Editeur responsable : R. Fenaux, 1, rue aux Laines. 1000 Bruxelles (Belgi-que) Tél. (02) 511 8396.

Publicité/Advertising : Union of International Associations, 1 rue aux Laines. 1000 Brussels. Belgium. Tél. (02)5118396 - 5125442.

5125442.

OU/OR

France: Roger Ranson, delégué-Directeur de publicité, 18 avenue du 19 janvier.
92380 Garches. Tél. 741 81 80.

Belglium: J.J. Wolff, Ave P. Hymans, 135. Bte 13. 1200 Brussels. Tél. 741 81 80. U.K.: Maureen Wingham Media Representations Ltd. 317-319 Kentilsh Town Road. London N.W.S. Tel. 267 9447/0.

Subscription rate: BF 950. or equivalent per year (6 issues) + postage. Abonnement: FB 950, ou équivalent, par an (6 numéros) + Frais de port.

Method of payment:
Mode de palement à utiliser:
Bruxelles: Compte-cheque postal n° 000034699-70 ou Compte n° 21 0-0451651-71
a la Société Générale de Banque, 48 rue de
Namur. 1000 Bruxelles.

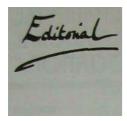
London: Account n° O4552334. National Westminster Bank Ltd.

Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Paris : Par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord. Boulevard Haussmann, 6-8, Pans 75009.

Copyright 1981 UAI
Views expressed in the articles, whether signed or not. do not necessarily reflect those of the UAI.

SOMMAIRE   CONTE	ENTS	
Numéro Spécial		
Special Issue STRASBOURG	STRASBOURG1981	
Editorial : Strasbourg OING 1981, par Robert Fenaux	6	
Message du Maire de Strasbourg, Pierre Pflimlin	8	
Message du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Franz Karasek The Red Cross	9	
Les OING et le Conseil de l Europe	15	
La reconnaissance juridique des associations transnationales, par G.P. Speeckaert	21	
Les OING et le Conseil de l'Europe Conférence plénière des OING, exposé de E. Slopianka	24	
Extraits d'une allocution de M.G. Adinolfi	26	
Bilan de la commission de liaison, par G.L. Genty  Rapport d'activité de la Commission de liaison des OING,	27 27	
nar F. Slonianka Réunion Sectorielle des OING sur les questions d'égalité entra les sexes	28	
Unesco and INGO's: From consultation to co-operation	30	
Strasbourg, capitale européenne de l'année internationale des personnes handicapées, par M. Monbeig-Andrieu	39	
La Chambre de Commerce de Strasbourg	43	
Le Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg	45	
Tourisme dans le Bas-Rhin	46	
Les Réunions Internationales quelques chiffres par Gh. de Coninck	47	
Répartition géographique des réunions internationales en 1979	50	
Geographical distribution of international meetings in 1979	50	
8th Supplément 8e Supplément á l'Organisations Internationales édition 16-18	53	
1st Supplément 1st Supplément Annual International Congress Calendar 1981	61	





### STRASBOURG OING 1981

Le monde de l'UAI, si nous osons ainsi parler sans péché d'orgueil de notre réseau de relations et d'amities internationales et transnationales, sait le souci constant de notre Institut de s'adapter encore et toujours aux exigences de notre temps impatient d'évoluer et de changer.

S'adapter est la devise du progrès, qui s'impose à nos idées comme à nos actes, pour affronter efficacement le défi du monde contemporain.

De là, aux lumières du Forum, un programme rénové de notre fonction d'études, de recherches, de publications et de services. Cette année 1981 sera celle de la publication des Actes de l'événement, l'automne prochain, après un dépoullement complet de la somme des travaux préparatoires et des débats intégralement enregistrés, ainsi que de la mise en œuvre des conclusions et suggestions au maximum de nos moyens.

L'année aussi de la préparation de la 19éme édition anglaise de l'Annuaire, enrichie des informations de notre Banque de données à la pointe de la technique de l'informatique moderne.

La gamme de nos publications sur ordinateur s'est étendue à International Congress Calendar.

Enfin. « Associations transnationales » annonce un programme plus étôffé en six numéros bimestriels : des éditoriaux de situation, des articles d'auteurs autorisés; des dossiers de matières associatives groupées autant que possible en unités de propos, de thèmes; des informations d'actualité sur la vie associative et congressuelle; les suppléments de l'Annuaire et du Calendrier des Congres; enfin et périodiquement des parties de numéros plus spéciales, sinon des numéros spéciaux.

La présente publication se situe principalement à Strasbourg, « Ville des routes », carrefour des chemins de l'Europe occidentale, cit é historique de science et d'art, foyer universitaire intense, Centre de Congrès, enfin siège du Conseil de l'Europe et du Parlement Européen. Le Maire Pierre PFIMLIN, dont on sait par ailleurs l'éminente carrière d'Etat, nous gratifie d'un message de sa belle et bonne ville, grâce lui en soit rendue.

Mais les « sons et lumières » de Strasbourg qui enchantent ses touristes visiteurs, sont plutôt, de notre point de vue, du côté de la Cité de l'Europe dans son rayonnement régional.

Une dimension régionale qui s'insère dans l'autre, l'universelle, et la vivifie. Un illustre témoin de cette symbiose: René CASSIN, Prix Nobel de la Paix, qui a fonde à Strasbourg l'Institut international des Droits de l'Homme, haut-lieu d'une pensée et d'une action foncièrement associatives. Notre souvenir ému va à ce compagnon de la libération de l'humaine servitude, que nous revoyons à Paris, artisan fondateur de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, lors de la troisème Assemblée des Nations-Unies en 1948. à New York dans la suite des travaux de la Commission des Droits de l'homme, à Téhéran en 1968. présidant magistralement la conférence mondiale du vingtième anniversaire de la « Déclaration ». Nous avons déjà rapporté l'exemple d'homme libre, qu'il donna alors en prenant tour à tour la parole en sa qualité de représentant de la France du Général de Gaulle et puis en son nom personnel.

« Strasbourg a été cruellement marquee par les déchirements de l'Europe. C'es pourquoi elle accueillit avec joie le Consei de l'Europe, créé en 1949.

De terre de contestation, elle est ainsi devenue un symbole de l'unité de l'Euro-

Pierre PFLIMLIN Maire de Strasbourg

Les délégués gouvernementaux, prison-Les délégués gouvernementaux, prison-niers de leurs instructions d'Etat, en étaient sidérés, Y réfléchissant après coup, sous l'éclairage de nos entretiens avec ce grand magistrat de juridiction uni-verselle, nous n'hésitons pas à voir dans cette attitude rare le passage de la société fermée des Etats à la société ouverte des peuples et des personnes -de l'international au transantional de l'international au transnational

Entrant maintenant dans la Cité de l'Europe, laissons le « Parlement européen » à ses assises intergouvemementales et interparlementaires, pour approcher le Conseil de l'Europe devenu un modèle de coopération mutuelle, active et féconde, avec les organisations non gou-

Nous sommes reconnaissant à son Secrétaire général, M. Franz KARASEK, de le souligner en termes chaleureux à l'adresse de notre Institut, dans le mes-sage qu'on lira d'autre part.

Une tradition de relations entre le Conseil et l'UAI valut au Forum une contribution européenne suivie dès la préparation de ses travaux, le patronage empressé du Secrétaire général et la présence de son représentant M. LELEU, assiste de M. CORATEKIN. Chef du service des ONG.

On trouvera infra le rapport substantiel de On trouvera intra le rapport substantiel de la fonction européenne qui fait l'historique et le point des formes actuelles de la consultation et de la participation. Un rap-port qui, en ce sens, complète l'excellent travail antérieur du Comité présidé par le professeur Marcel MERLE (rapporteur Vladimir HERCIK) sur les obligations du Statut consultatif. Le cas de l'UNESCO faisant le fond de ce dossier ouvert aux autres cas, nous croyons à propos de publier le rapport circonstancié des services de l'UNESCO présenté au Forum par son auteur, M. Georges MALEMPRE, ancien président de la Conférence des OING de l'UNESCO.

Point important, le rapport du Conseil de l'Europe au Forum mentionne le vieux problème du Statut juridique international des Associations, que ses vicissitudes ont finalement localisé à Strasbourg où, bonne nouvelle, il a pris un nouveau depart pour une expérience régionale.

Nos lecteurs savent déjà Qu'un consensus s'est heureusement établi au Forum, sans objection ni réserve, pour que la démarche visant à une recommandation des Etats en la matière soit accomplie exemplairement dans une région d'extrême densité associative, comme première étape d'un parcours mondial. Le Conseil de l'Europe a répondu a ce vœu unanime, en mettant la question à son prochain programme d'activités intergouvernementales et en créant un Comité d'experts qui se réunira à l'automne. L'UAI participera volontiers a ce Comité en la personne de Georges-Patrick SPEEC-KAERT, qui malifise le mieux le dossier on le sait par son rapport déjà publié ici, et on en aura la confirmation par une nouvelle communication ci-jointe de notre collègue. Nos lecteurs savent déjà Qu'un consencollègue

« Le Conseil de l'Europe, dans le cadre de sa politique générale, est aujourd'hui très « Le Canseil de l'Europe, dans le cadre de a politique générale, est aujourd'hui très fier d'avoir été en mesure d'établir, dés sa création, une excellente coopération avec les organisations non gouvernementales. Cette coopération traduit a l'heure actuelle des aspects à la fois divers et novateurs » Frans KARASEK Secrétaire général du Enfin, nous devons aux bons soins de M. Claude-Laurent GENTY, président du

Enfin, nous devons aux bons soins de M. Claude-Laurent GENTY, président du Comité de liaison des OlNG auprès du Conseil de l'Europe, de publier les demiè-res pièces de la réunion du Comité, son allocution d'ouverture et deux rapports du Rapporteur M. SLOPIANKA, outre un extrait d'un discours antérieur du Secré-taire général adjoint du Conseil M. Gae-tano ADINOLFI.

Nous avons noté dans ces documents l'expression renouvelée du souci du Comité de liaison de ne pas être, ni paraître, un intermédiaire obligé, ni un écran entre le Conseil de l'Europe et les sec-teurs associatifs. Aux OING de repondre toutes désormais à cette attitude irrépro-chable, sans restriction d'égoisme, par une collaboration de solidarité interasso-ciative, selon le vœu généralement exprimé dans l'enquête préparatoire au Forum et au cours des débats.

Demeurant à l'écoute de tous les réseaux associatifs dans la poursuite de notre dia-logue avec les OING, nous sollicitons les associations de nous communiquer leur avis sur toutes les questions impliquant leurs droits et leurs devoirs. Ainsi notre tribune sera davantage encore et vraiment

Robert Fenaux



#### Un message de M. le Maire de Strasbourg

Comme le suggère l'ètymologie même de son nom Strasbourg, « ville des routes », a de tout temps été un lieu d'échange où naissaient et se confrontaient les idées.

confrontaient les idees.

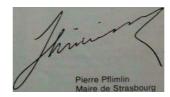
Après Paris, c'est ici que le phénomène congressiste se manifeste le plus activement : en 1979 notre ville a accueilli 170 congrès régionaux, nationaux et internationaux. La plupart de ces rencontres se tiennent dans le nouveau Palais des Congrès, l'un des plus modernes d'Europe, doté de nombreuses salles de réunion équipées d'installations de traduction simultanée en cinq langues, dont une de 2000 places qui constitue aussi un auditorium de qualité où se produisent, outre l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg, les meilleurs solistes du monde.

L'attraction de notre cité tient, bien sûr, à sa situation géographique privilégiée au bord du Rhin, à la croisée de grands axes de circulation, à son rayonnement au-delà de nos frontières, dans tous les domaines : intellectuel, culturel, artistique, économique. A son cadre de vie également, que les secteurs piètonniers créés autour de la Cathédrale, chef-d'œuvre de l'art européen au Moyen Age, et dans le pittoresque quartier de la Petite France, rendent particulièrement accueillant.

A sa vocation européenne aussi. Longtemps enjeu de contestations depuis le partage de l'empire carolingien qui suivit de près les Serments de Strasbourg, essai éphémère d'unification tenté par Charles le Chauve, roi de France et Louis le Germanique en l'an 842, jusqu'aux guerres de notre époque, Strasbourg a été cruellement marquée par les déchirements de l'Europe. C'est pourquoi elle accueillit avec joie le Conseil de l'Europe créé en 1949. De terre de contestation elle est ainsi devenue un symbole de l'unité de l'Europe.

Les activités du Conseil de l'Europe sont multiples. Un grand nombre de conventions internationales, qui font de l'unité européenne une réalité concrète, sont d'ores et déjà à porter à son actif. Elles portent sur les questions les plus diverses, comme la charte sociale, les accords sur l'entraide médicale, l'équivalence des études, les brevets..., la plus importante étant sans conteste la Convention européenne des Droits de

Siège du Conseil de l'Europe, de la Commission et de la Cour Européenne des Droits de l'Homme ainsi que de l'Institut International des Droits de l'Homme fondé par René Cassin, Prix Nobel de la Paix, notre ville est aussi le lieu de réunion de l'Assemblée Parlementaire des Communautés Européennes, ou « Parlement Européen ». Continuer à servir l'Europe, pour la construction d'un avenir de paix et de liberté, telle est la grande ambition de Strasbourg qui reste ainsi fidèle à la mission qui lui a été confiée voici bientôt trente-deux ans.





# La coopération entre le Conseil de l'Europe et l'UAI

#### Un message de M. le Secrétaire général F. KARASEK

L'Union des Associations Internationales a bien voulu me demander de lui adresser un bref message de sympathie pour sa revue « Associations transnationales/internationales », dont l'actuel numéro est principalement consacré au Conseil de l'Europe et à la ville de Strasbourg. Je ne peux que me réjouir de cette heureuse initiative.

En tant que Secrétaire Général de la plus vaste de nos organisations européennes démocratiques, il m'est particulièrement agréable de rendre hommage à la mission que l'Union des Associations internationales s'est assignée dans un esprit de solidarité internationale : œuvrer vigoureusement pour que les ONG assument la plénitude de leurs fonctions dans un monde en pleine mutation.

Cette mission de l'UAI ne saurait laisser le Conseil de l'Europe insensible; celui-ci, en effet, de par ses origines et son but, s'applique à rester aussi proche que possible de toutes les forces vives de notre société contemporaine.

Le Conseil de l'Europe, dans le cadre de sa politique générale, est aujourd'hui très fier d'avoir été en mesure d'établir, dès sa création, une excellente coopération avec les organisations non gouvernementales. Cette coopération se traduit, à l'heure actuelle, par des aspects à la fois divers et novateurs.

Dans ce contexte, les liens de travail fructueux établis avec l'UAI occupent une place privilégiée. Le contenu du présent numéro d'« Associations transnationales/internationales » constitue, dans cet esprit, une preuve supplémentaire de l'intérêt que l'UAI n'a cessé de porter aux activités du Conseil de l'Europe.

En formulant mes vœux les meilleurs pour l'accomplissement de l'importante mission de l'UAI, je tiens à souligner une fois encore combien j'apprécie son soutien tant moral que pratique et à souhaiter que se poursuive entre nous une collaboration mutuellement bénéfique.

2-

Franz Karasek Secrétaire Général du Conseil de l'Europe



### THE RED CROSS

#### INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW AND CO-OPERATION IN THE DEVELOPMENT AND **DISSEMINATION OF KNOWLEDGE OF THAT LAW**

#### 1. Origin

On 24 June 1859, on the battlefield of Solferino, in Northen Italy, where the French troops under Napoleon III had just beaten though under Napoleon in Thad Just beaten the Austrian Army, a Genevese national. Henry Dunant was full of indignation and pity at the sight of hundreds of wounded soldiers left abandoned. This wounded soldiers left abandoned. Inis was a turning point in Dunant's life-Helped by Italian women in neighbouring villages, he organized relief for the wounded. With an eye to the future he had an idea which led him to found the Red Cross and was the seed of humanitarian leaves.

Dunant wrote a book entitled « A Memory of Solferino » in which he recounted the horror he had witnessed on the battlefield and explained his ideas on how to help the wounded. His book was an extraordinary success as it found a response in the husuccess as it found a response in the hu-manitarian concerns of society at the end of the 19th century. Praise was due to Du-nant particularly for having put his ideas in practice. In short, Dunant made a three-fold proposal:

- a) Voluntary relief societies should be set up in every country, equipped and trained to care for the wounded on the battlefield and to reinforce the often inadequate army medical services, or substitute for them entirely.
- b) The wounded on the battlefield and the medical personnel and equipment should be considered neutral and should be protected by a distinctive sign; this sign later became the red cross, the red crescent or the red lion and sun.
- c) An international treaty should give the force of law to these proposals and guarantee protection for the wounded and for the medical personnel tending

The first effect of Dunant's book was the The first effect of Dunant's book was the constitution, on 17 February 1863, of the \*\*unternational Standing Committee for Aid to \*\*Wounded Soldiers\*\*. This committee consisted of Dunant and four eminent Geneva citizens. It was the founding agency of the Red Cross and the promoter of the Geneva Conventions. In 1880 it adopted the name \*\*unternational Committee of the Red Cross \*\*. At the invitation of the International Committee, 16 states, in October 1863, delegated representatives to a meeting in Geneva which decided the founding of relief societies, essentially as Dunant international control

Won over to the idea of an international treaty, the Swiss Federal Council convened a Diplomatic Conference in Geneva which, on 22 August 1864, adopted the « Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field». The importance of the first Geneva Convention for the future of the International Red Cross cannot be overstated While the ten articles of the the International Red Cross cannot be overstated. While the ten articles of the famous treaty may not appear to be far-reaching by today's standards, the Convention firmly established the principle that "wounded and sick combatants, to whatever national they may belong, shall be whatever national mey may belong, shall be collected and cared for ». For that purpose it demanded respect and protection for ambulances, military hospitals, medical personnel and local inhabitants going to the help of the wounded. As the visible sign of that protection it instituted the em-blem of the red cross on a white ground.

#### 2. The international red cross

### 2.1. Rules and principles

The main rules governing the constitution and operation of each and every component of the International Red Cross are laid down in:

- the Satutes of the International Red

- the Satutes of the International Red Cross;
   the Statutes of the International Committee of the Red Cross;
   the Constitution of the League of Red Cross Societies;
   the Agreement between the International Committee of the Red Cross and the League of Red Cross Societies;
   The conditions for the Recognition of National Red Cross Societies by the ICRC and those for their Admission to the League of Red Cross Societies. ICRC and those for their Admission to the League of Red Cross Societies. Many articles of international humanitaria law attribute special functions to the Red Cross and stipulate that it be given the ne-cessary freedom and support to carry out its humanitarian work.

In addition, underlying the work of the Red Cross, there are seven fundamental principles. These were officially proclaimed by the Twentieth International Conference in 1965, and read as follows:

The Red Cross, born of a desire to bring assistance without discrimination to the wounded on the battlefield, endeavours in its international and national capacity to prevent and alleviate human suffering to prevent and allevate human suttering wherever it may be found. Its purpose is to protect life and health and to ensure respect for the human being. It promotes mutual understanding, friendship, cooperation and lasting peace amongst all

#### Impartiality

It makes no discrimination as to nationality, race, religious beliefs, class or political opinions. It endeavours only to relieve suffering giving priority to the most urgent cases of distress.

In order to continue to enjoy the confidence of all, the Red Cross may not take sides in hostilities or engage at any time in controversies of a political, racial, religious or ideological nature.

#### Independence

The Red Cross is independent. The National Societies while auxiliaries in the humanitarian services of their Governments mantanan services of their covernments and subject to the laws of their respective countries, must always maintain their au-tonomy so that they may be able at all times to act in accordance with Red Cross principles.

#### Voluntary service

The Red Cross is a voluntary relief organization not prompted in any manner by desire for gain.

#### Unity

There can be only one Red Cross Society in any one country. It must be open to all. It must carry on its humanitarian work throughout its territory.

#### Universality

The Red Cross is a world-wide institution in which all Societies have equal status and share equal responsibilities and duties in helping each other.

#### 2.2. Structure and activities

The International Committee of the Red Ine International Committee or the Red Cross (ICRC) which initiated the Red Cross movement, despite the implication of its name, is not a multinational organi-zation. It is a private Swiss institution comprising exclusively Swiss nationals. While the initial reason for this was a whim of history, experience has shown that this private and uninational status is an invalprivate and uninational status is an inval-uable aspect guaranteeing ICRC indep-endence, and ensuring its resistance to outside pressure, its neutrality and its effectiveness.

Subordinate to the actual committee are the Executive Board, the Directorate and five Departments. The activities of the ICRC today are still consistent with Du-nant's two complementary ideas, namely : protection and assistance to the victime of armed conflicts and of other troubles and tensions; and the development and dissemination of humanitarian law. The League of Red Cross Societies (League)is the international federation of Red Cross, Red Crescent and Red Lion and Sun Societies. Its purpose is to strenghten and unite National Societies and help in the founding of new National Societies. Since it was founded in 1919, when National Societies felt that they should direct their attention increasingly to peace-time needs, the League has co-ordinated National Society activities in protection and assistance to the victime ordinated National Society activities in public health, social welfare and relief in natural disasters.

There is a National Red Cross, Red Cresnere is a *National rear Cross*, *rea Cress*-cent and *Red Lion* and *Sun Society* in nearly every country. Today there are 126 recog-nized National Societies. As independent institutions which are at the same time re-cognized auxiliaries of the public authori-ties. National Societies have long ago added to their initial wartime tasks various responsibilities differing representative. responsibilities, differing from country to country, in public health, social welfare, country, in public health, social welfare, youth activities and natural disaster relief. The International Red Cross Conference is the supreme deliberative body of the In-ternational Red Cross. It comprises dele-gations from National Societies, from States Parties to the Geneva Conven-tions, from the ICRC and from the League. It meets in principle every four years and It meets in principle every four years and its purpose is to ensure unity of Red Cross efforts.

Between conferences, continuity is en sured by the Standing Commission of the In-ternational Red Cross.

The Henry Dunant Institute was founded in

1965 by the ICRC. the League and the

Swiss Red Cross, its purpose is to promote study, research, training and teaching in all branches of RedCro

#### 3. International Humanitarian law

#### 3.1 Outline

S.I. Outline
International humanitarian law is the second outcome of Dunant's appeal in ... A
Memory of Solferino », namely that to relieve distress is not enough; the utmost
must be done to prevent it. In other words,
until such time as armed conflicts themselves are eliminated, everything must be
done to limit their effects by rules agreed
upon beforehand. upon beforehand

The Geneva Conventions of 12 August

It is not possible here to describe fully the It is not possible here to describe fully the 600 or so articles of humanitarian law. The ICRC has. from the outset, been the sponsor of the first 1864 Geneva Convention for the protection of wounded military personnel, and of the later humanitarian Conventions which replaced and supplemented it. Each of these fundamental inmented it. Each of these fundamental in-ternational agreements is inspired by re-spect for human personality and dignity, together, they establish the principle of disinterested aid to all victims of war with-out discrimination - to all those who. whether through wounds, capture or shipwreck, are no longer enemies but merely suffering and defenceless human beings.

Throughout the years, the International Inroughout the years, the international Committee has laboured unremittingly for the greater protection in international law of the individual against the hardships of war, it successively elaborated the humanitarian Conventions and adapted them to current needs, or instituted new ones. In the period between the two World Wars, the Committee's pairs achievement. Wars, the Committee's main achievement lay in the establishment of a number of lay in the establishment of a number of draft Conventions, chief among which was the Convention on the Treatment of Prisoners of War, this was signed in the sumer of 1929 and, during the last conflict, protected millions of captives. Other new or revised draft Conventions were to have or revised draft Conventions were to have been submitted to a Diplomatic Confer-ence which the Swiss Federal Council planned to convene early in 1940, hostil-tites, unfortunately, intervened. The year 1945 marked the close of a war waged on an unprecedented scale; the task had to be faced of developing and task had to be faced of developing and adapting the humanitarian elements of international law in the light of the experience gained. Three former Conventions nave to be revised; the Geneva Conventions of 1929 for the Relief of the Wounded and Sick in Armies in the field, but the Level Convention of 1927 for the the Xth Hague Convention of 1907 for the adaptation to Maritime Warfare of the Principles of the Geneva Convention, and the 1929 Convention on the Treatment of Prisoners of War. Furthermore, there was urgent need for a Convention for the protection of civilians, the absence of which had, during the world conflict, led to such grievous consequences.

The Diplomatic Conference for the Esta-blishment of International Conventions for the Protection of Victims of War, con-vened by the Swiss Federal Council, as trustee of the Geneva Conventions, was held in Geneva from 21 April to 12 August 1949.

The Conference established the following four Conventions, which are given below :

- I- Geneva Convention for the Amelioration o! the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field, of 12 August 1949
- Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded. Sick and Shipw-recked Members of Armed Forces at Sea, of 12 August 1949.
- Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of the Treatment of War, of 12 August 1949.
- Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Per-sons in Time of War, of 12 Au-gust 1949.

Except for article 3 which is common to the four Conventions and applies to non-international armed conflict (called a « mini-convention »), the four 1949 Geneva Conventions for the protection of victims apply to international armed conflict or occupation

flict of occupation.

A Diplomatic Conference which met in Geneva in 1974, 1975, 1976 and 1977 adopted two *Protocols to the 1949 Geneva Conventions*. These are intended to reaffirm and supplement the Geneva Conventions in the light of experience since 1949.

- The Protocol relating to the Protection of Victime of International Armed Conflict (Protocol ) supplements the Geneva Conventions. It extends their soope and their system of implementation and surveillance, II reaffirms, by developing them, rules on the conduct of hostilities and the protection of civilians from the effects of hostilities. It improves the identification and signalling systems for medical personnel and equipment.
- The Protocol relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II)

flicts (Protocol II) considerably extends the provisions of common article 3 of the Geneva Conventions, previously the only rule relating to non-international conflicts. Particularly noteworthy are the provisions on fundamental guarantees, on the wounded, sick and shipwrecked and on the civilian population. The main instruments of humanitarian law are the Geneva Conventions and their

Protocols. We should not omit to mention that certain aspects of armed conflicts are regulated by «The Law of the Hague», much of which has the status of custom-

ary law.

It is not possible in this brief paper to give even an outline description of all international humanitarian law. but its essential rules may be summarized as follows. These rules are not vested with the authority of an international legal instrument and are not intended to take the place of the treaties in force. Their sole purpose is to facilitate the dissemination of knowledge of international humanitarian law.

- Persons hors de combat and those who do not take a direct part in hostilities are entitled to respect for their lives and physical and moral integrity. They shall in all circumstances be protected and treated humanely without any adverse distinction.
- It is forbidden to kill or injure an enemy who surrenders or who is hors de combat
- 3. The wounded and sick shall be collected and cared for the party to the conflict which has them in its power. Protection also covers medical personnel, establishments, transports and material. The emblem of the red cross (red crescent, red lion and sun) is the sign of such protection and must be respected.
- 4. Captured combatants and civilians under the authority of an adverse party are entitled to respect for their lives, dignity, personal rights and convictions. They shall be protected against all acts of violence and repraisals. They shall have the right to correspond with their families and to receive relief.
- Parties to a conflict and members of their armed forces do not have an unlimited choice of methods and means of warfare. It is prohibited to employ weapons or methods of warfare of a nature to cause unnecessary losses or excessive suffering.
- 7. Parties to a conflict shall at all times distinguish between the civilian population and combatants in order to spare civilian population and property. Neither the civilian population as such nor civilian persons shall be the object of attack. Attacks shall be directed solely against military objectives.

#### 3.2. Development

Humanitarian law has been developed on several occasions since the first 1864 Convention, namely in 1899, 1906, 1907, 1929, 1949. 1954 and 1977. While it may be said that the welcome generally extended to humanitarian law justified attempts to develop and extend its sope other reasons for doing so became apparent. Despite the obvious advantage of simplicity, the spirit of short and general

rules has all too frequently been contravened, in addition, the continuous development of both the international community and weapons of destruction has made it necessary to bring rules up to date on the basis of experience. Such studies have been frequently - indeed almost continously- undertaken by various institutions.

While the ICRC has discharged its recognized rule as the initiator and promoter of humanitanian law, a number of other bodies have made decisive contributions. Foremost among them were the Swiss and Netherlands Governments which organized the various Diplomatic Conferences in Geneva and The Hague. Moreover, while it was, of course, the concerted will of all states represented in these conferences which finally determined the content of the law in the various stages of its progressive development, some states were particularly active at every stage in the process of bringing the law up to date. Worldwide and regional intergovernmental organizations also played their part in the whole process, especially the United Nations which, particularly since the 1968 International Conference on Human Rights in Therean, has directed its attention to « Respect for Human Rights in Armed Conflicts».

A great many individuals and institutions lent a hand and gave the benefit of their experience and special knowledge. For more than ten years, before and during the last Diplomatic Conference, meeting were held with a view to the reaffirmation and development of international humanitarian law, on all relevant subjects by experts from National Red Cross Societies and from other non-governmental organizations and by experts on penal law and civil defence. We cannot acknowledge here the contributions made by all individuals and associations involved, but we should mention that the private and official meetings held under ICRC auspices were usefully supplemented by those of the International Institute of Humanitarian Law in San Remo, on special or general subjects related to humanitarian law.

#### 3.3. Dissemination

Any law, however well worded, will remain a dead letter if the authorities concerned do not accept it or if it is unknown to those who should benefit as well as those who should apply it. To ensure that international humanitarian law is accepted and recognized demande considerable effort. We shall therefore now consider the dissemination of knowledge of that law. Primary responsibility rests on the shoulders of states which are parties to the humanitarian treaties. To ensure that humanitarian law is properly applied, they should take the necessary legislative or other measures and they should make the provisions known among their armed forces, their military and civilian authori-

ties, and as far as possible among the population. Nevertheless, the intervention and help of intergovernmental and non-governmental agencies has proved invaluable to induce states to become parties to the relevant legal instruments, to devise methods of dissemination, and to undertake dissemination and to undertake dissemination itself. The Statutes of the International Red Cross, of the International Red Cross, of the IcRC, of the League and of many National Societies contain provisions for the dissemination by the Red Cross of International humanitarian law and of the Red Cross Poinciples and ideals. This is the subject of several International Red Cross Conference resolutions and of Resolution 21 of the Diplomatic Conference on the Reaffirmation and Development of International Humanitarian Law applicable in Armed Conflicts. The activities involved are based on three principles laid down by Red Cross Seminars on Dissemination and Confirmed at the XVIIIrd International Conference of the Red Cross (Bucharest, 1977):

- Althounty dissemination of knowledge of

- Although dissemination of knowledge of international humanitarian law is a responsibility of governments, it should be a direct concern of the Red Cross in general and particularly of each National Society in its own country.
   The dissemination of the Red Cross
- The dissemination of the Red Cross ideals must not be limited to the Geneva Conventions but should cover Red Cross Principles and be included within the broad concept of man's responsiblith to man.
- Dissemination cannot be dissociated from the propagation of a spirit of peace by all members of the Red Cross family. Dissemination should never make war appear « acceptable ». Consequently in 1978. the ICRC and the League jointly drew up a « Programme of Action of the Red Cross with respect to Dissemination of International Humanitarian Law and of the Principles and Ideals of the Ideals of th

- Dissemination cannot be dissociated

Dissemination of International Humanitarian Law and of the Principles and Ideals of the Red Cross». This programme contains many short and medium-term action plans to be put into effect by the greatest possible number of institutions and persons. In fact, the variety of agencies in-



volved is equal to that of the target sectors volved is equal to that of the target sectors - civil servents, diplomats, soldiers, students and so forth - and to the methods of dissemination - various publications, audio-visual equipment, courses and seminars. In 1979 alone there were seminars sponsored by the ICRC and National Red Cross Societies at Bogota and Tunis; a seminar organized in Krakow by the Jagellonian University and the Polisch Red Cross; a seminar for Danish journalists organized jointly by the Danish Red Cross and the Henry Dunant Institute; a UNES-CO colloquium on Developing Human Rights Education through Children's Newspapers; the Sixth Round Table organized by the International Institute of Humani-

tarian Law at San Remo; the Second Afritarian Law at San Remo; the Second Afri-can Seminar on International Humanitar-ian Law organized by the Cameroon Insti-tute of International Relations in Yaounde and the Henry Dunant Institute; and the first Inter-American Seminar on Humani-raina Law held in Puerto Rico, organized by the Henry Dunant Institute in co-oper-ation with the Inter-American Bar Asso-ciation.

All this was in addition to the activities of National Societies. Furthermore, the success of and interest aroused by a meeting at ICRC Headquarters on the dissemination of international humanitarian law, attended by non-governmental organiza-

tions, augured well for future co-operation

tions, augured well for future co-operation in this task which demands the good will Special mention should be made of the permanent co-operation between the Red Cross and UNESCO (International Congress on the Teaching of Human Rights; preparation of a manual for the teaching of humanitarian law) and that between the Red Cross and the Human Rights Division of the United Nations. The International Institute of Human Rights in Strasbourg and the Henry Dunant Institute regularly organize humanitarian law courses and the International Law Academy of The Hague has on several occasions given courses on that subject.



Les 500 millions de personnes handicapées dans le monde ont les mêmes droits que toute humanité, droit de grandri et d'agrepandre, d'aimer et d'être aimé. Sans ces droits. Ils sont grautetiernet doublement handicapées privés des chances et responsabilités qui devraient être les leurs.

(Alfred Morris, députe, ancien Ministre des Handicapes, Gouvernement du Royaume Uni)

Photographie de Norman Potter pour la Fondation Leonard Cheshire

Année Internationale (tes personnes handicapées. 1981

### LES OING ET LE CONSEIL DE L'EUROPE

#### I. Introduction

1. Le Conseil de l'Europe, dont le Statut a été signe a Londres le 5 mai 1949. fut avant tout conçu comme une organisation intergouvernementale d'Etats démocratiques européens'. Dans cette perspective, il est un instrument de coopération pour ta il est un instrument de coopération pour ta réalisation d'une union plus étroite entre ses membres. La nature même de son but en a fait dès le départ une institution dotée de caractéristiques particulières qui dépassent le cadre de la participation exclusive des gouvernements. D'une part, les objectifs statutaires du Conseil ont été placés sous le signe des principes décou-lant d'une vision démocratique et libérale de l'Etat et de la société, tels que les Droits de l'Homme et la liberté indivi-duelle, la liberté politique, la prééminence duelle, la liberté politique, la prééminence du droit, fondement de toute démocratie véritable; le préambule du Statut évoque même expressément les « aspirations manifestes des peuples » européens auxquelles répondrait la création d'une assoquelles repondrait la creation d'une asso-ciation plus étroite entre Etats européens. Il en découle que le Conseil de l'Europe ne saurait vivre et se développer dans la confiance en ses origines et en sa finalité sans la permanence du contact avec l'opi-nion publique et les forces vives de nos sociétés.

D'autre part, la structure du Conseil de l'Europe reflète exactement cet esprit d'ouverture démocratique : à côté de l'organe classique de coopération intergouvernementale qu'est le Comité des Ministres, réunissant les Ministres des Affaires étrangères des Etats membres, l'on est en présence d'un organe de nature parlementaire, l'Assemblée Consultative. Celle-ci est composée de 170 représentants élus ou désignés parmi les membres des parlements nationalises de la composée de 170 représentants élus ou désignés parmi les membres des parlements nationalises de la composée de 170 représentants élus ou désignés parmi les membres des parlements nationalises de la composition de composition de la composition de naux des Etats membres, chacun de ces Etats avant un nombre de sièges propor-Etats ayant un nombre de sieges propor-tionnel à sa population. L'Assemblée peut discuter de toutes questions relevant de la compétence du Conseil de l'Europe et transmet ses conclusions au Comité des Ministres notamment sous forme de Ministres notamment sous forme de recommandations. Dans l'exercice de cette fonction, l'Assemblée à dès le départ su assurer son rôle de tribune publique pour toutes les questions de la coopération européenne et de promoteur inlassable des activités entreprises sur décision du Comité des Ministres dans le cardre de la coopération interrouverne. cadre de la coopération intergouverne-mentale instituée au sein du Conseil de

2. La mesure dans laquelle le développe ment des activités du Conseil de l'Europe

dépend de l'intérêt et des initiatives mani-festées non seulement par les représen-tants élus des peuples de ses Etats mem-pres mais également par les particuliers et les organismes issus de leur action compétences statutaires de cette organi-sation ont à la fois une étendue presque illimitée (seules les questions relatives à illimitée (seules les questions relatives à la défense nationale en sont exclues) et un contenu matériel qui n'est que très

statutaires. En effet, selon ces textes, la recherche de l'union plus étroite entre les

Etats membres sera poursuivie « par l'examen des questions d'intérêt com-mun, par la conclusion d'accords et par l'adoption d'une action commune dans les domaines économique, social, culturel, pirdique et administratif, ainsi que par la sauvegarde et le dévelop-pement des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

L'organe de décision du Conseil le L'organe de décision du Conseil, le Comité des Ministres, est donc constam-ment appelé à traduire en objectifs précis et concrets, à réaliser à court ou à moyen terme, le but général assigné par le Statut à l'Organisation et à confier à ses organes subsidiaires - tels que les comités d'experts gouvernementaux - des tâches d'experts gouvernementaux - des taches devant être exécutées dans un délai déterminé. Cet effort de concrétisation se manifeste dans le plan à moyen terme et le programme d'activités adoptés par le Comité des Ministres sur une base pour le premier quinquennale et pour le deuxième annuelle et énumèrant, dans chacun des grands secteurs du travail intergouverne-mental, le détail des activités en cours ou projetées ainsi que les résultats escomp-tée.

Il va sans dire qu'un tel effort risquerait de faiblir s'il ne pouvait puiser dans des pro-positions, suggestions ou idées émanant de l'Assemblée Consultative et des milieux prives intéressés notamment les organisations non gouvernementales dans lesquelles le Comité des Ministres dans lesquelles le Cornite des Millistres peut souvent trouver l'expression d'un besoin réel appelant une action au niveau de la coopération intergouvernementale. Il y a là un facteur d'inspiration et de moti-

 Il n'est pas sans intérêt de rappeler que la création même du Conseil de l'Europe ne saurait être dissociée d'une initiative importante prise en mai 1948 par un organisme non officiel. A cette date, en effet, s'est réunie à La Haye, sous le titre « Congrès de l'Europe », une conférence interedissent par particular de l'europe. internationale non gouvernementale sous

la présidence d'honneur de Winston Churchill. L'une des principales résolutions de ce congrès préconisait la convo-cation immédiate d'une assemblée représentative européenne, dont les membres seraient designés par les parlements des Etats intéressés. Cette proposition, patronnée plus tard par les Gouverne-ments français et belge, a eu une influence décisive sur la création du Conseil de l'Europe et l'élaboration de ses

#### II. Le Statut Consultatif Historique et situation actuelle

4. Dès 1951, le Comité des Ministres 4. Des 1951, le Cornite des willisties reconnut formellement l'importance des organisations non gouvernementales pour les activités de l'Organisation, en adoptant adoptant le texte suivant : « Le Comité des Ministres peut, au nom du « Le comite des Ministres peur, au nom du Conseil de l'Europe, prendre toutes dis-positions utiles pour consulter des organi-sations internationales non gouverne-mentales qui s'occupent de questions relevant de la compétence du Conseil de l'Europe ».

Sur la base de cette disposition, le Comité Sur la base de cette disposition, le Comité des Ministres décida pour la première fois en 1952 d'accorder un statut consultatif formel à deux organisations particulière-ment représentatives, à savoir la Confé-dération internationale des syndicats chrétiens et la Confédération internationale des syndicats libres.

#### Régime de 1954:

Régime de 1954:

5. En 1954, le Comité des Ministres a posé les principes sur lesquels seraient fondées les futures relations du Conseil de l'Europe avec les organisations non gouvernementales, en s'inspirant notamment du régime des statuts consultatifs du Conseil Economique et Social et des institutions spécialisées des Nations Unies, principes par lesquels il a défini les critères d'octroi du statut consultatif aux ONG ainsi que ses modalités. En outre, outre ONG ainsi que ses modalités. En outre, trois différentes catégories de statuts Consultatifs furent prévus.

#### Les critères

Pour obtenir le statut consultatif, une ONG doit satisfaire aux critères suivants :

- a. ses buts doivent être compatibles avec ceux du Conseil de l'Europe;
- b. elle doit être représentative dans son domaine d'activités;
- c. elle doit être intéressée aux problèmes de l'Europe;
- d. elle doit être une organisation structurée avec un siège permanent, un secrétaire général etc.

### Les catégories de statuts consul-

Trois catégories sont prévues ; A, B et C.

- a. Le statut consultatif de la catégorie A est accordé aux ONG les plus importantes et représentatives dans un domaine correspondant à l'une des branches, au moins, des activités du Conseil de l'Europe; les ONG de la catégorie A peuvent présenter leurs points de vue oralement devant une Commission de l'Assemblée.
- b. Les ONG de la catégorie B peuvent être consultées sur des sujets de leur

- compétence, mais ne peuvent pas prendre la parole devant une Commission.
- c. Enfin, les ONG dotées du statut consultatif de la catégorie C n'ont, en principe, pas de relations dé trvail continues avec le Conseil.

Les régies adoptées par le Comité des Ministres en octobre 1960

6. Ces nouvelles règles régissant les relations entre le Conseil de l'Europe et les ONG marquent une certaine simplification et énoncent les droits et les devoirs des ONG vis-à-vis du Conseil de l'Europe.

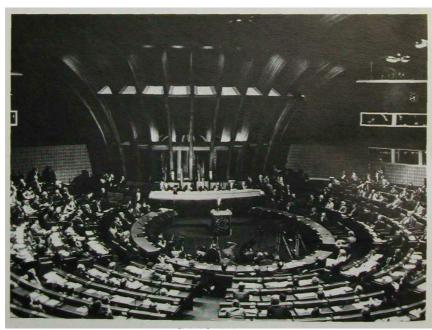
L'article 1 stipule que l'octroi du statut consultatif est la procédure établissant les relations entre le Conseil et les ONG. ce qui exclut toute autre forme de relations.

Les catégories A, B et C sont remplacées par deux catégories : I et II.

- a. Les ONG de la catégorie I regroupent les ONG qui bénéficiaient du statut consultatif de la catégorie A; ce sont celles qui font preuve d'une compétence étendue dans l'un au moins des domaines d'activités importants du Conseil de l'Europe et qui, de plus, sont largement représentatives.
- Sont algenent representation sont au general representation et a catégories B et C et comprend les ONG qui possèdent une compétence dans un secteur restreint des activités du Conseil.

## Les devoirs et les droits des ONG a. Les devoirs

Les ONG bénéficiant du statut consultatif sont tenues d'assurer le maximum de publicité aux réalisations du Conseil, d'informer le Secrétaire Général de leurs activités susceptibles d'intéresser le Conseil, de fournir la documentation que le Secrétaire Général peut leur demander, de lui adresser un rapport annuel concernant la publicité qu'elles ont donnée aux travaux du Conseil, et enfin de faire connaître au Secrétaire Général le calen-



Réunion du Conseil de l'Europe

drier de leurs réunions et d'y admettre un observateur du Conseil de l'Europe.

b. Les droits

Les ONG peuvent être consultées par les Commissions de l'Assemblée, par les Comités d'experts gouvernementaux et par le Secrétaire Général. Elles peuvent soumettre des mémoires à l'une des Commissions de l'Assemblée ou à l'un des comités d'experts, ou encore exprimer oralement leurs vues sur une question inscrite à l'ordre du jour d'une Com-

Les ONG de la catégorie I peuvent, en outre, après consultation du Secrétaire Général, suggérer l'inscription de nouvelles questions au rôle de l'Assemblée. Enfin, les ONG bénériciant du statu consultatif reçoivent l'ordre du jour et les documents publics de l'Assemblée, et sont invitées à envoyer des observateurs - sans droit de parole - aux séances publiques de l'Assemble.

#### Situation actuelle - Les règles adoptées par le Comité des Ministres dans sa Résolution (72) 35 -

7. Ces règles- sont entrées en vigueur le ler janvier 1973 et elles marquent une adaptation de la réglementation à une situation de fait qui avait évolué depuis 1960. En effet, certains services du Conseil de l'Europe étaient entrés en relation avec des ONG ne bénéficiant pas du statut consultatif auprès du Conseil : certaines de ces ONG collaboraient néanmoins d'une manière très étroite avec des Comités d'experts gouvernementaux, auprès desquels elles bénéficialent du statut d'observateur, tel que décrit par l'article 14 du règlement intérieur des Comités d'experts gouvernementaux.

nementaux.

Or, à l'époque, les textes de 1960 soumettaient l'établissement des relations entre le Conseil et les ONG à l'octroi du statut consultatif. Cette législation ne correspondait plus à la réalité, et c'est ainsi que l'article 1 de la Résolution (72) 35 du Comité des Ministres précise que «Le Conseil de l'Europe peut établir des relations de travail avec des ONG sans la forme du régime du statut consultatif ». Une comparaison entre les articles 1.2 des deux textes est également révélatrice : dans le texte de 1960, les relations entre le Conseil de l'Europe et les ONG sont établies par l'octroi du statut consultatif qui est accordé aux ONG particulièrement représentatives etc.; par la Résolution (72J 35, le Conseil de l'Europe peut établir des relations de travail avec les ONG sans la forme du régime du statut consultatif et le Conseil se borne à dresser une liste des ONG particulièrement représentatives etc.

Le Comité des Ministres reconnaît ainsi que les relations entre le Conseil de l'Europe et les ONG ne sont pas conditionnées par le bénéfice du statut consultatif

Les catégories de statuts consultatifs sont définitivement supprimées.

#### Les droits des ONG

Ils restent identiques à ceux mentionnés dans le texte de 1960, mais au lieu de soumettre des mémoires aux Commissions de l'Assemblée ou aux Comités d'experts, les ONG soumettront désornais leurs mémoires au Secrétaire Général. En outre, les ONG peuvent faire valoir leurs points de vue devant les Commissions de l'Assemblée non plus seulement oralement, mais également par écrit. En revanche, elles ne peuvent plus suggérer l'inscription de questions nouvelles au rôle de l'Assemblée.

Les devoirs des ONG bénéficiant du statut consultatif restent inchangés

Comme dans le texte de 1960, le dossier d'une ONG a laquelle le statut consultatif a été refusé ne peut être reexaminé avant une période de trois ans.

La procédure établie par la Résolution (72) 35 du Comité des Ministres se caracterise par une plus grande simplicité que celle en vigueur auparavant, c'est ce qu'avait d'ailleurs souhaité l'Assemblée dans sa Recommandation 670 (1972).

Au cas où il n'y a pas d'opposition, le seul organe saisi pour l'octroi ou la suppression du statut consultatif à une ONG est le Secrétaire Général. Le Comité des Ministres et l'Assemblée Parlementaire sont saisis des dossiers uniquement au cas où, selon une procédure prévue, les membres de l'un ou l'autre organe sont en désaccord avec l'intention du Secrétaire Général.

L'introduction de la possibilité de rayer une ONG de la liste des bénéficiaires du statut consultatif constitue une autre

caractéristique de cette procédure. En principe, le texte de 1960 prévoyait cette possibilités seulement pour le cas où une ONG serait doublement représentée, mais le Comité des Ministres a donné une interprétation large de l'article 11 du texte de 1960, et l'article 8 de la Résolution (72) 35 est révélateur à ce sujet. Dorénavant, une ONG est rayée de la liste au cas où elle n'est plus susceptible de contribuer à la réalisation des objectifs du Conseil de l'Europe tels que décrits dans le Préambule et l'article 1 er du Statut du Conseil, et au cas où elle manque à ses devoirs définis dans l'article 3 de la Résolution (72) 35.

L'examen tri-annuel de la liste des ONG bénéficiant du statut consultatif est supprimé, et la Résolution (72) 35 prévoit un système de mise à jour permanente de la liste de ces ONG.

Il apparaît donc, en conclusion, que les modifications apportées aux règles régissant les relations entre le Conseil de l'Europe et les ONG ont tendu vers une plus grande libéralisation (le statut consultatif ne conditionne plus ces relations) et vers une plus grande simplicité seul, le Secrétaire Général est désormais automatiquement saisi d'une demande d'octroi du statut consultatif de la part d'une ONG. Les pouvoirs du Secrétaire Général ont donc été considérablement étendu, dans ce domaine, depuis 1951.

#### III. La participation des OING à l'œuvre du Conseil de l'Europe

8. La liste actuelle des organisations non gouvernementales internationales dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe comprend 224 organisations<sup>3</sup>. Pour ce qui est de leurs objectifs, la gamme des intérêts qu'elles représentent et des activités qu'elles poursuivent est extrêmement variée; à titre d'essai de synthèse on peut énumèrer les catégories suivantes : action syndicale; enseignement, études, recherche et documentation; intérêts confessionnels, professionnels ou industriels; pouvoirs locaux; action politique, civique, sociale et culturelle; promotion des droits de l'homme; jeunesse; loisirs et sports. Quant à leurs structures, une distinction peut être faite entre les associations internationales ou fedérations d'associations nationales et les instituts ou groupements d'instituts ainsi que les fondations.

 Les ONG complètent et prolongent utilement les activités du Conseil de l'Europe dans des secteurs déterminés, et constituent un lien privilégié de communication entre le grand public et le Conseil de l'Europe.

a. Leur contribution, selon leur spécialisation, revêt plusieurs formes;

- soumission de documents élaborés par les ONG, lors de colloques et séminaires organisés par le Conseil de l'Europe.
- présentation de mémoires, par les ONG. destinés aux Comités d'experts gouvemementaux et aux Commissions de l'Assemblée Parlementaire;
- études confiées par le Conseil de l'Europe aux ONG;
- contribution à l'élaboration d'Accords et de Conventions européens (par exemple, apport des partenaires sociaux à l'élaboration de la Convention européenne relative au statut juri-

- dique du travailleur migrant, contributrion de certaines ONG spécialisée à l'élaboration de l'Accord européen sur l'instruction de la formation des infir-mières (etc.);
- enfin dans certains cas spécifiques, participation aux travaux des Comités d'experts gouvernementaux et à ceux des Commissions de l'Assemblée Parlementaire, en qualité d'observateur. Il faudrait toutefois signaler que la partici-pation des ONG à ces deux organes pation des ONG à ces deux organes n'est pas liée à l'attribution du statut consultatif, mais la jouissance du statut consultatif peut être un élément dont tiendraient compte ces organes pour décider s'il y a lieu ou non d'admettre les ONG à leurs réunions.

b. Pour ce qui est du rôle de - courroie de b. Pour ce qui est du rôle de - courroie de transmission « des ONG entre le grand public et le Conseil de l'Europe, on cons-tate, au cours de ces dernières années, une très nette augmentation du volume des pages consacrées, dans les publica-tions des ONG, aux activités du Conseil de l'Europe.

A ce propos, on peut également citer un certain nombre de séminaires organisés par les ONG afin de mieux faire connaître à leurs membres les activités du Conseil de l'Europe (Colloque sur l'enseignement des droits de l'homme à l'éducation secondaire et primaire. Colloque sur la torture. Séminaire sur le Conseil de l'Europe et la femme etc.).

Pour ce qui est des activités présentes et futures du Conseil de l'Europe auxquelles les ONG contribuent ou dont la contribu-tion est souhaitée par le Secrétariat, on pourrait citer les secteurs suivants :

#### a. Domaines économique et social

- mise en œuvre de la Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant;
- volontariat : Plus de 50 ONG ont répondu à un questionnaire diffusé par la Direction des affaires économiques et sociales.

La synthèse des réponses reçues devait permettre l'élaboration de propositions voire d'une recommandation en vue de faciliter l'octroi du bénévolat, et de faire connaître aux pays membres le soutien officiel que certains d'entre eux lui apportent déjà.

#### b. Domaine de l'enseignement et de la culture

participation a ta mise en œuvre des projets adoptes par le CCC pour son programme 1978 :

- Projet n° 1 : Préparation à la vie (proscolaire et préscolaire gramme sculaire Conseil de l'Europe)
- Projet n° 2 : Réforme et développement de renseignement tertiaire
- Projet n° 3 : Développement de l'édu-
- Projet n° 4 : Langues vivantes
- Projet n° 5 : Politiques de développe-ment culturel
- Projet n° 6 : Culture et média

#### c. Domaine de l'environnement et des pouvoirs locaux

- problèmes de l'aménagement et de la gestion de l'espace naturel;
- habitats;
- information, éducation et formation dans le domaine de l'environnement naturel;
- mise en application des textes sui-
- Charte européenne du patrimoine architectural
- Déclaration d'Amsterdam
- Appel de Grande et conclusions de la Confrontation N° 5 sur la conservation du patrimoine architectural en milieu
- Conclusions des Confrontations pré-
- actions d'envergure prochaines :
- Campagne européenne sur la réno-vation urbaine
- Campagne pour la promotion de l'arti-sanat nécessaire à la conservation intégrée du patrimoine architectural;
- participation des citovens à la vie publique locale ;
  - décentralisation de l'Administration
- locale au niveau des quartiers
  décentralisation de l'Administration
  locale au niveau des quartiers
- utilisation des différents moyens d'information des citoyens sur la vie de la cité
- les groupes et les associations participation des citoyens à travers
- les référendums aux niveaux local et régional

### d. Domaine juridique

- Comportement violent
- Protection des données : amélioration de la condition de l'individu face à l'uti-lisation croissante de l'informatique tant à l'inférieur des Etats qu'a travers les frontières nationales
- Représentation légale et garde des mineurs

- Egalité des époux en droit civil
- Harmonisation du droit de la famille : relations entre époux
- relations entre epoux
  Finalisation du projet de rapport et du
  projet de résolution préparé par le
  Groupe de travail n° 2 sur l'éducation
  des consommateurs adultes et sur
  l'information des consommateurs
- Protection du consommateur: le onsommateur vis-à-vis des systèmes .de distribution
- Protection des intérêts socio-économiques des groupes sociaux vulnérables
- Elaboration éventuelle d'un concept général de législation sur les média
- Protection des animaux
- Délinquance juvénile et transformation

#### e. Domaine des Droits de l'Homme

enseignement des droits de l'homme Cette liste n'est nullement exhaustive elle tend simplement à donner quelques exemples de domaines de coopération entre le Conseil et les ONG

10. Malgré le grand nombre et la variété 10. Maigre le gran nombre et la vanete impressionnante des organisations ayant établi des liens de travail avec le Conseil, il est difficile de nier l'existence d'un certain malaise éprouvé de part et d'autre à l'égard de l'Institution du statut consultaf. Du côté gouvernemental plusieurs craintes peuvent être discernées: d'une autil les révible assez d'ifficile de mesurer. part, il se révèle assez difficile de mesure part, il se revele assez dimicio de mesurer le degré de représentativité d'un bon nombre de ces organisations par rapport aux intérêts et forces dont elles se récla-ment. D'autre part, on ne peut ignorer qu'un nombre non négligeable des orga-nisations ayant obtenu le statut consultatif se présentent comme des défenseurs des intérêts particuliers face à l'action intergouvernementale entreprise au intergouvernementale entr niveau du Conseil de l'Europe entreprise

- 11. Ces constatations pourraient mener a une relative dévalorisation du statut consultatif et provoquent dans les milieux du Conseil de l'Europe deux réactions principales;
- l'une, négative, tendant à limiter la par-ticipation des ONG aux travaux du Conseil de l'Europe par des mesures restrictives;
- l'autre, positive, tendant à améliorer la situation actuelle, en particulier par des modalités plus précises de coopération et de participation pouvant remplir le cadre formel du statut consultatif.

La première réaction a été a l'origine dans le passé des suggestions telles que :

Révision de la procédure d'attribution du statut consultatif par l'institution de

l'obligation cour les ONG désireuses de l'obtenir de présenter leur demande par l'intermédiaire soit de deux membres du Comité des Ministres, soit de trois membres de l'Assemblée de nationalités différentes :

- res unierentes institution, à l'intention des ONG désireuses de souscrire aux buts du
  Conseil de l'Europe sans participer à
  ses activités, d'un régime spécial
  d'association, distinct du statut consultatif à proprement parler.
- retrait du statut consultatif aux ONG n'entretenant pas de véritables relations de travail avec le Conseil de l'Europe, ou remplacement de leur statut consultatif par le statut d'association mentionné ci-dessus, lors du prochain réexamen triennal de la liste des ONG bénéficiant du statut consultatif.

Mis à part le retrait du statut consultatif dans des cas précis, les suggestions sidessus mentionnées n'ont pas abouti jusqu'à présent à l'adoption de régies concrètes.

Il est d'ores et déjà certain que c'est la réaction positive qui l'a emporté sur la première. En effet, les efforts ne cessent de se poursuivre au niveau du Secrétariat en vue de la mise en œuvre des mesures suivantes :

- améliorer en priorité l'information des organisations dotées du statut consultatif sur les activités du Conseil de l'Europe;
- consulter les ONG sur des aspects particuliers des activités du Conseil:

- les faire participer à la mise en œuvre des activités du Conseil;
- encourager les gouvernements membres du Conseil de l'Europe à leur fournir une aide concrète, lorsqu'une telle action paraît justifiée de part et d'autre;
- enfin, améliorer le cadre institutionnel, en particulier juridique et administratif, dans lequel opèrent les organisations non gouvernementales.
- 12. De leur côté les ONG elles-mêmes ont entrepris au cours des dernières années certaines initiatives pour la revalorisation de leur statut consultatif. Dans ce contexte, il convient de faire une mention spéciale à la Commission de liaison des ONG. bien qu'à l'heure actuelle, un certain nombre d'ONG aient préféré rester en dehors du cadre des activités de la Commission. Ce mécanisme de liaison a été créé par les ONG elles-mêmes pour préfectionner le fonctionnement du régime de statut consultatif d'une part et étudier les méthodes les plus efficces pour développer les relations entre le Conseil de l'Europe et les ONG d'autre part. Il a largement contribué à la préparation des réunions sectorielles des ONG. La commission a également su intéresser l'Assemblée parlementaire à la cause des ONG. Ainsi un comité ad hoc mixte parlementaires non la conseil de l'écréé. Son principal objectif est d'examiner des questions entre l'Assembée parlementaire et les ONG.
- 13. On ne saurait achever la présente étude sans faire une mention spéciale des relations du Conseil de l'Europe avec les

ONG de la Jeunesse, domaine dans lequel le Conseil a pris des initiatives novatrices dans le sens de la cogestion du Centre européen de la Jeunesse et du Fonds européen pour la Jeunesse.

En effet, ces deux institutions créées par le Conseil de l'Europe pour réaliser une politique européenne pour la Jeunesse ont été dotées de structures permettant la participation active des organisations de jeunesse à l'élaboration et la mise en œuvre de cette politique et ce sur une base paritaire avec les représentants des gouvernements des Etats membres. Cela permet aux ONG de Jeunesse d'entrer dans le mécanisme des décisions non plus en tant que groupe de pression ou comme consultant mais comme administrateurs responsables.

Le centre européen de la Jeunesse a pour mission de constituer pour les organisation non gouvernementales de jeunesse un lieu de rencontre propre à promouvoir et à faciliter la compréhension internationale et de permettre l'organisation de séminaires et de stages pour la formation des cadres de jeunesse dans un contexte européen et pour la recherche des moyens d'assurer la participation de la jeunesse à la solution des problèmes qui la concernent. De son côté, le Fonds européen pour la Jeunesse, qui dispose d'une dotation annuelle constituée par des contributions des États membres, a pour but d'apporter son soutien financier aux activités européennes entreprises par des organisations non gouvernementales de jeunesse, tant internationales que nationales.

#### ANNEXE I

### Conseil de l'Europe Comité des Ministres

RESOLUTION (72) 35

Le Comité des Ministres,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social:

Vu sa résolution relative aux rapports avec les organisations internationales, intergouvernementales et non gouverne-

Sur les relations entre le Conseil de l'Europe et les Organisations Internationales non gouvernementales Règlement de statut consultatif

(adopté par le Comité des Ministres le 16 octobre 1972, lors de la 214° réunion des Délégués des Minisires)

mentales, adoptée à sa 8° Session en mai 1951, aux termes de laquelle « le Comité des Ministres peut, au nom du Conseil de l'Europe, prendre toutes dispositions utiles pour consulter des organisations internationales non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de la compétence du Conseil de l'Europe »;

Vu les règles concernant les relations entre le Conseil de l'Europe et les organisations internationales non gouvernementales, adoptées à la 90° réunion du Comité des Ministres au niveau des Délégués en octobre 1960; Considérant la Recommandation 670 de l'Assemblée Consultative; Considérant qu'il est opportun de modifier lesdites régles, notamment en ce qui concerne l'octroi du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe, en vue à la fois de simplifier les procédures et de développer et d'approfondir la coopération entre le Conseil de l'Europe et les organisations internationales non gouvernementales.

Adopte les règles suivantes sur les rela-tions entre le Conseil de l'Europe et les organisations internationales non gouver-nementales, qui entreront en vigueur le 1" janvier 1973 et remplaceront les règles adoptées à la 90° réunion du Comité des Ministres au niveau des Délé-qués:

- Le Conseil de l'Europe peut établir des relations de travail avec des organisa-tions internationales non gouvernemen-tales sous la forme du régime du statut
- 2. Le Conseil de l'Europe dresse à cette fin la liste des organisations internationales non gouvernementales particulièrement représentatives dans le domaine de leur compétence et qui, par leurs activités dans un secteur déterminé, sont susceptibles de contribuer à la réalisation de l'union plus étroite que les Étais membres du Conseil de l'Europe se sont assignée comme but dans l'article 1<sup>st</sup> du Statut.
- 3. Les organisations intéressées s'enga-
- (a) à donner le maximum de publicité aux initiatives ou réalisations du Conseil de l'Europe dans les domaines de leur com-
- (b) à informer le Secrétariat Général de leurs activités susceptibles d'intéresser le Conseil de l'Europe:
- (c) à fournir les informations, la documentation et les avis que te Secrétaire Géné-ral peut être amené à leur demander dans le domaine de leur compétence;
- (d) à informer périodiquement le Secrétaire Général des mesures prises en exécution de rengagement mentionné au point (a) ci-dessus:
- (e) à faire connaître au Secrétaire Géné ral le calendrier de leurs réunions et à admettre à celles-ci un observateur du Secrétariat Général lorsque le Secrétaire Général en exprime le désir.
- 4. Les commissions de l'Assemblée, les 4. Les confinissions de l'Assentinee, les comités d'experts gouvernementaux et autres organes subsidiaires du Comité des Ministres, et le Secrétaire Général peuvent consulter les organisations sur des questions d'intérêt mutuel.

#### 5. Les organisations :

(a) peuvent soumettre des mémoires au Secrétaire Généra! qui les communique, S'il le juge approprié, à une commission de l'Assemblée Consultative ou à un comité d'experts gouvernementaux;

(b) peuvent être invitées par des commis-sions de l'Assemblée à exposer orale-ment ou par écrit leurs vues sur des ques-tions inscrites à l'ordre du jour de ces commissions;

(c) reçoivent l'ordre du jour et les documents publics de l'Assemblée et sont invi-

tées à envoyer des observateurs - sans droit de parole - aux séances publiques de l'Assemblée.

- 6. Le Secrétaire Général tient la liste des organisations bénéficiant du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe.
- 7. Toute organisation désirant être ins-crite sur cette liste adresse au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe sa demande, accompagnée de trente exem-plaires d'un dossier établi en langue fran-çaise ou anglaise, contenant ses statuts, lu relavié de ses congrisotines membres un relevé de ses organisations membres un rapport sur ses activités récentes et une déclaration selon laquelle l'organisa-tion accepte les principes exposés dans le préambule et l'article 1<sup>er</sup> du Statut du Conseil de l'Europe<sup>1</sup>.
- 8. Une organisation inscrite sur la liste peut en être rayée par le Secrétaire Géné-ral si, à son avis, celle-ci ne s'est pas conformée aux obligations découlant pour conformée aux obligations découlant pour elle des régles énoncées aux paragraphes 2, 3 et 7 ci-dessus ou si. en adhérant à un organisme plus vaste figurant lui-même sur la liste, elle se trouve ainsi doublement représentée. Toutefois, le Secrétaire Général informe au préalable l'organisation en cause de son intention de radiation pour lui donner la possibilité de présenter ses observations à ce sujet.
- 9. Le Secrétaire Général informe tous les Six mois le Comité des Ministres et l'Assemblée Consultative du nom des l'Assemblée Consultative du nom des Organisations qu'il envisage d'ajouter à la liste ou d'en rayer, accompagné des élé-ments de leur dossier indispensables à l'appréciation de leur cas et des raisons qui, de l'avis du Secrétaire Général, moti-vent leur inscription ou leur suppression de la liste, compte tenu des règles énon-cées aux paragraphes 2, 3 et 7 ci-dessus: en ce qui concerne toute organisation dont il envisage la suppression de la liste, la note d'information du Secrétaire Général comprend en outre les observations éventuellement présentées par l'organiéventuellement présentées par l'organi-sation en cause au sujet de l'intention du Secrétaire Général. Sauf opposition dans les conditions décrites au paragraphe 10 ci-dessous, les noms ainsi communiqués sont, selon le cas. ajoutés à la liste ou rayés de celle-ci six mois plus tard.
- 10. Durant ce délai de six mois, un mem-10. Durant ce delai de six mois, un mem-bre du Comité des Ministres ou trois mem-bres de l'Assemblée d'au moins deux nationalités différentes peuvent deman-der l'examen du dossier de chaque orga-nisation dont le nom a été communiqué. Dans le premier cas, l'examen est effec-tué et la décision d'ispectifico, sur la lista tué et la décision d'inscription sur la liste ou de suppression de celle-ci est prise par ou de suppression de celle-ci est prise par le Comité des Ministres. Dans le second cas, l'Assemblée, sur rapport de sa com-mission compétente, adresse une recom-mandation au Comité des Ministres qui se prononce a titre définitif. Si l'examen du

- dossier d'une organisation est demandé à la fois par un membre du Comité des Ministres et trois membres de l'Assemblée d'au moins deux nationalités, le Comité des Ministres ne prend sa décision qu'aprés avoir reçu la recommandation de l'Assemblée.
- 11. La procédure décrite ci-dessus ne limite pas le droit du Comité des Ministres et de l'Assemblée de prendre une initative concernant d'autres organisations no gouvernementales conformément à leur règlements respectifs.
- 12. Une organisation dont l'inscription sur la liste a été refusée ou qui a été sup-primée de la liste ne peut présenter de nouvelle demande d'inscription avant un délai de trois ans à partir de la décision prise à son sujet.
- 13. Les organisations dotées, à la date 13. Les organisations dotees, a la date d'entrée en vigueur des présentes règles, du statut consultaif auprès du Conseil de l'Europe sont inscrites sur la nouvelle liste des bénéficiaires du statut consultatif visée au paragraphe 2 ci-dessus, mais pourront en être rayées par la suite en application du présent règlement.
- Préambule et article 1" du Statut du Conseil de l'Europe:

  « Les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Conseil de la Royaume de Norvège.

  Jenne, du Grand-Duche de Luxembrung, Ou Royaume des Pays-Bas, du Royaume de Norvège, du Royaume de Suéde du Royaume de Royaume d

inter-ét vital pour la préservation de la société Inèbranlablement attaches aux valeurs spirituelles

individuelle, de liberté politique et de prééminence du

Convaincus qu'afinde sauvegarder et de faire triom-

mèmes sentiments; Considérant qu'il importe dès maintenant, en vue de repondre a cette nécessite et aux aspirattons mani-festes de leurs peuples, de créer uns organisation

us étroite.

It en consequence decide deconstituer un Conseil.

Europe comprenant un Comité de représentants si Gouvernements et une Assemblée Consultative, a cette fin. ont adoptée le présent Statut.

""" " "Furroge

# Chapitre 1". But du Conseil de l'Europe Article 1" (al Le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une

garder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur

(b) Ce but sera poursuivi au moyen des organes du Conseil par l'examen des questions d'interet com unu, par la conclusion d'accords et par l'adoptior d'une action commune dans les domaines économi que, social, culturel, scientifique, juridique et admi nistratif, ainsi que par la sauvegarde et le d'eveloppe ment des droits de l'homme et des libertés londament des droits de l'homme et des libertés londament.

(c) La participation des membres aux travaux dv Conseil de l'Europe ne doit pas altérer leur contribu-tion a l'œuvre des Nations Unies et des autres orga-nisations ou unions internationales auxquelles ils sont parties.

(d) Les questions relatives à la Défense Nationale ne soni pas de la compétence du Conseil de l'Europe

#### UN DOSSIER CONFIE AU CONSEIL DE L'EUROPE

# LE RECONNAISSANCE JURIDIQUE DES ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

#### par Georges Patrick Speeckaert \*

Dans un article publié en 1975(I). René Leloir, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Santé du Gouvernement français, annonçait une série de mesures destinées à aider l'action des associations françaises. Il estimait le nombre de leurs membres à environ vingt-cinq millions (non compris les personnes affiliées aux syndicats) et celui des associations ellesmêmes à deux cent cinquante mille (avec vingt mille nouvelles chaque année et un nombre équivalent de disparitions).

« Maigre ces chiffres », écrivait-il, « la vie associative reste trop étroite. Minceurs de leurs moyens, usure de leurs membres, incompréhension tantôt irritée, tantôt condescendante de la part des professionnels ou des fonctionnaires, contestation doctrinale de leur rôle, ignorance de l'opinion, sont trop souvent le lot des associations. Pourtant la réflexion politique conduit à encourager leur développe-

Cette réflexion assez récente sur les associations nationales d'un pays de vieille tradition associative nous semble pouvoir s'appliquer mot à mot. aux associations internationales

Une autre remarque, plus ancienne et nous amenant plus précisément au statut juridique des associations, contribuera à introduire la présente note dont le but est d'encourager et de soutenir un espoir et un mouvement nouveaux de relance d'une reconnaissance sociologique et juridique de l'existence des associations et transcriterates.

« Les associations sont, chez nous et partout, des organes vivants. Chacune de ces formations spontanées constitue un ensemble distinct de ceux qui la composent et qui n'y sont, vraiment, qu'à l'état de molécules dans un corps, reliées entre elles, s'influençant, agissant de concert pour atteindre un but convenu; formant grappe ou ruche, ou n'importe quel autre total dans lequel les éléments sont non pas seulement à l'état de simple juxtaposition, mais d'amalgame organique, où chaque individualité concourant à former le tout et le tout à faire fonctionner chaque individualité

C'est un point d'Histoire Naturelle ! Car dans le Droit comme ailleurs, plus qu'ailleurs peut-être, il surfit pour éviter l'erreur (et l'ennui), de transporter l'acte ou l'institution en pleine réalité stricte et actuelle à la facon des naturalistes « (2).

Comment ne pas rappeler ici le souvenir de l'initiative audacieuse, qui fut prise par queiques juristes pour faire coincider le droit avec la réalité, sous la forme d'une proposition de loi déposée le 26 juillet 1907 (3) à la Chambre des Représentants de Belgique, et tendant à accorder la personnification civile aux associations internationales à but scientifique; elle émanait de M. M. Tibbaut, Bertrand, Buisset, Carton de Wiart, Van Cauwenbergh et Desmaisières.

A son assemblée générale du 15 février 1908, la Fédération des Avocats de Belgique adopta à l'unanimité « le vœu de voir reconnaître. le plus tôt possible, par la législation, la personnification civile aux associations internationales à but scientifique ».

On sait que cette proposition et ce vœu firent leur chemin et aboutirent à la loi belge du 25 octobre 1919 sur les associations internationales à but scientifique (4), qui fut signée par le Roi Albert ler à New-York. Elle est toujours la seule loi nationale consacrée exclusivement à l'octroi de la capacité juridique aux associations internationales (5).

Mais notre propos n'est pas de souligner la sage audace de ces précurseurs, ni le bien-fondé de leurs vues, démontré par le fait que depuis soixante ans. aucun inconvénient, ni pour le pays-hôte, ni pour les associations internationales, n'a résulté de l'octroi de la personnalité juridique à plusieurs centaines de ces associations.

A vrai dire, nous voudrions, une fois de plus, répéter que les diverses législations nationales (6), et même cette législation belge rappelée ci-dessus, sur la base desquelles les associations « transnationales » ont pu obtenir la capacité civile, sont chose insuffisante.

Il est véritablement incroyable qu'en un temps où une abondante et remarquable législation internationale a vu le jour, les associations internationales non gouvernementales, qui sont les forces ouvrières et les classes moyennes de la coopération internationale, n'aient pas reçu d'autre reconnaissance au niveau international, que, pour certaines, l'octroi d'un statut consultatif, qui peut à tout moment être remis en question.

Et pourtant, il s'agit d'un problème déjà largement exploré. Depuis 1949 jusqu'au frorum mondial des associations transnationales de juin 1980, nous avons, dans les publications de l'Union des Associations internationales, apporté tant de documents, de faits, d'opinions que seul l'espoir nouveau, qui nous parait se lever pour les associations internationales non gouvernementales dans le ciel de Strasbourg, nous incite à repondre à l'invitation de notre successeur et ami Robert Fenaux et à rompre une dernière lance en faveur de ces chères OING.

Cette lance - le mot peut paraître un peu combatif, mais il est vrai que nous alme-rions rompre en visière pour que certains juristes y voient mieux - ne peut être en l'occurrence qu'un dossier. En voici quel-ques pièces, brièvement évoquées dans l'ordre chronologique, qui permet d'éviter les phrases de transition et qui fait mieux ressortir les prises successives de position et la clarté du message qui a cherché a se transmettre. Chacun pourra deviner la collaboration et le consensus des nombreux juristes qui oeuvrêrent pour la cause d'une reconnaissance légale des OING.

- La résolution suivante est adoptée lors du 1<sup>er</sup> Congrès mondial des associations internationales, à Bruxelles en 1910.
- « Régime juridique les Associations Inter-
- « a) II y a lieu d'instituer, par voie de convention diplomatique, un statut supernational à l'usage des Associations internationales sans but lucratif qui, à raison de leur nature ou de leur objet, ne peuvent ni ne veulent se placer sous une législation associationnelle déterminée. b) Pour assurer la mise en pratique de cette résolution, le Congrès constitue son Bureau à l'état de Comité permanent. Il lui donne mandat de préparer l'avant-projet de convention et de réglement d'application qui sera communiqué aux Associations internationales adhérentes pour recueillir leurs observations.
- Le Congrès invite son Bureau à prier le Gouvernement belge de soumettre son travail, quand il sera terminé, à l'approbation des autres Etats. - (7)
- 2. Le 4 août 1910, à Londres l'International Law Association adopte une rêsolu-

Secretaire général honoraire de l'UA

tion appuyant le vœu émis au cours du congrès de Bruxelles.

- 3. De son côté, l'Institut de Droit International, dans sa session de Paris de 1910, sur proposition de Nicolas Polítis qui en est nommé rapporteur, met à l'étude la question de la condition juridique des associations internationales.
- 4. En 1912. la Conférence internationale d'assistance aux étrangers, réunie à Paris, émet le vœu de voir étudier un projet de statut international des associations s'occupant de cette question particulière.
- 5. En 1913. le 2ème Congrès mondial des associations internationales réuni à Bruxelles et Gand, adopte un projet de convention internationale, dont les premiers paragraphes sont formulés comme suit:
- « Entre les Puissances signataires de la présente convention et celles qui ultérieurement y adhéreront, il est convenu ce qui suit:
- I. Les Puissances contractantes accordent aux Associations Internationales sans but lucratif, qui rempliront les conditions dites ci-après, la reconnaissance légale avec personnification civile.
- II. Définition. Sont tenues pour Associations Internationales bénéficiaires de la présente convention les Associations :
- a) qui poursuivent un but d'intérêt public international;
- b) qui sont accessibles aux nationaux ou collectivités de tous les pays ou de plusieurs d'entr'eux;
- c) qui dans leur organisation ou leur fonctionnement n'ont rien de contraire à l'ordre public:
- d) dont l'organisme représentatif comprend dans son sein au moins un national de chacun des pays où l'association sera reconnue et que dans chacun de ces pays une personne soit désignée pour la représenter. (8)
- 6. En 1923, l'Institut de Droit International adopte, sur base du rapport de Nicolas Politis. un projet de convention, dont voici le texte de Préambule :
- Les Puissances contractantes : Reconnaissant qu'il importe à l'intérêt général de la communauté internationale de favoriser le développement des associations internationales sans but lucratif,

Considérant qu'à cette fin il est nécessaire que ces associations puissent rester libres de n'avoir d'attache exclusive avec aucun pays déterminé, si elles estiment pouvoir ainsi mieux remplir leur légitime mission; Qu'actuellement il ne leur est pas possible - si elles s'arrêtent a ce parti - de trouver dans les pays où elles exercent leur activité la protection légale réclamée par leurs intérêts:

Que, si elles acquièrent la personnalité juridique sur la base des lois d'un Etat, elles ne sont pas assurées de se la voir reconnaître de plein droit dans les autres Etats, de pouvoir jouir partout d'une suffisante capacité et d'exercer librement leur activité

Qu'il est, dès lors, indiqué de fixer en leur faveur un statut international dont elles puissent se prévaloir sur les territoires des Puissances contractantes dans la mesure compatible, chez chacune d'elles, avec les exigences de l'ordre public; Sont convenues des dispositions suivantes: »

Les 18 articles de ce projet de convention sont tous très intéressants, mais nous devons nous limiter à citer les deux premiers :

- « Article premier. Les Puissances contractantes accorderont sur leurs territoires respectifs, dans les limites et avec les garanties stipulées ci-après, protection légale, en leur attribuant la qualité de personnes juridiques ou en reconnaissant la personnalité par elles acquise chez l'une d'elles sur la base de ses lois, aux associations internationales sans but lucratif se conformant aux conditions sui-
- Art. 2. Sont considérées comme internationales au sens de la présente convention, les associations de caractère privé qui sont accessibles, dans les conditions fixées par leurs statuts, aux sujets et aux collectivités de plusieurs pays et poursuivent, sans esprit de lucre, un but d'intérêt international.
- La circonstance qu'une association s'est fixée dans un pays déterminé et y a acquis la personnalité juridique en se conformant aux lois locales ne la prive pas de la possibilité de bénéficier, en tant que besoin, du régime établi en faveur des associations internationales, si elle se conforme aux conditions ci-après. (9)
- 7. Au cours d'une Conférence des Organisations consultatives non gouvernementales tenue à Genève, un Comité d'étude est constitué « pour examiner s'il est désirable de conclure une convention internationale accordant le statut de personne juridique en droit international aux organisations internationales non gouvernementales ayant le statut consultatif auprès des Nations-Unies. »

A la session qu'il tint à Paris les 1er et 2. octobre 1948 «Le Comité estima qu'il était désirable d'établir un Statut légal en Droit international pour les Organisations internationales et d'arriver à la conclusion d'une Convention internationale à cet effet. Il nota qu'il y avait une connexion

étroite entre le problème de l'établissement d'un Statut juridique international pour les Organisations consultatives, et celui, plus général et plus compilqué, de pourvoir d'un tel statut toutes les organisations internationales qu'elles possèdent ou ne possèdent pas le statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social ou auprès d'une Institution spécialisée des Nations Unies. Il considéra toutefois que la possibilité apparait plus probable d'obtenir un tel statut juridipus restreint des Organisations consultatives.

Le Comité d'Etude décida donc que deux études séparées devaient être entreprises, l'une consacrée aux Organisations consultatives seules, l'autre à toutes les Organisations internationales.

A sa seconde session tenue à Paris les 7 et 8 mars 1948, le Comité d'étude renonça pour le moment à l'idée d'établir un statut conférant la personnalité jurdisque en droit international aux Organisations internationales. Il fut d'avis qu'un progrès considérable pourrait être atteint en stabilisant le régime jurdique des Organisations internationales consultatives, si les divers Etals pouvaient être

respectifs le statut légal que ces organisations ont acquis dans le pays où ils sont légalement constitués, et si certaines facilités pouvaient être accordées par tous les Etats à ces Organisations internationales. Le Comité étabora donc un projet de convention assurant aux organisations consultatives la reconnaissance de leur statut légal acquis dans un pays, dans tous les autres pays, et prévoyant en même temps en faveur de ces organisations certaines facilités en vue d'exercer leur activité, spécialement en ce qui concerne la délivrance de passeports, les visas, les facilités de voyage, le personnel étranger, les réglementations monétaires et douanières, etc. (10)

8. « L'insertion dans la Charte des Nations-Unies et dans la constitution des Institutions spécialisées de dispositions prévoyant une collaboration avec des organisations internationales non-gouvernementales et consacrant l'importance de tells groupements, a déterminé l'Institut de droit international à entrence nouvelle étude du problème. Dans sa session de Bath, en 1950. a été adoptée une résolution sur « les conditions d'attribution d'un statut international à des associations d'initiative privée ». L'Institut n'à pas limité ses travaux aux organisations non-gouvernementales bénéficiant du statut consultatif. Par la la texte proposé se distingue des suggestions faites par la Commission d'étude du statut juridique des organisations non-gouvernementales à la demande de la conférence réunie en mai 1948. Au surplus il concerne également les fondations d'intérêt international.

La résolution votée à Bath prend la forme d'un projet de convention; le but poursuivi est donc de substituer au régime de liberté de réglementation étatique un sys-tème d'engagements multilatéraux, com-portant l'octroi d'un traitement minimum portant l'octroi d'un traitement minimum aux groupements bénéficiaires sur le territoire de tous les Etats contractants. Il s'agit de faciliter leur activité dans tout le territoire relevant des Etats contractants. Mais il est suggère que les Etats contractants. Mais il est suggère que les Etats cans attendre la conclusion d'un tel accord, accordent par décision autonome aux conditions et sous les réserves jugées nécessaires. Je bénéfice du régime prévu dans le projet aux associations et aux fondations désignées à cet effet. Ainsi pourrait être tentée par des décisions parallèles, visant des groupements limitativeles, visant des groupements limitative-ment ènumèrès. l'expérience du régime préconisé par l'Institut.

préconisé par l'Institut.

Ce régime consiste dans l'octroi aux associations bénéficiaires du traitement de droit commun le plus favorable accordé aux associations nationales à but non lucratif, notamment en ce qui concerne l'exercice de leur activité, la perception des cotisations, l'acquisition et la possession des biens meubles et immeubles dans la mesure correspondant au fonctionnement des associations, le bénéfice des dons et legs et les impositions fiscales. Ainsi les associations internationales ne doivent pas bénéficier d'un régime juridique défini dans tous ses éléments par la ne doivent pas bénéficier d'un régime jun-dique défini dans tous ses éléments par la convention, mais du traitement le plus favorable visé par le droit interne de cha-que Etat contractant au profit des groupe-ments à but non lucratif. Par ailleurs, le projet s'est attaché aux difficultés prati , ques que rencontrent les associations internationales par suite des réglementa-tions nationales restrienant la circulainternationaies par suite des regjementa-tions nationales restreignant la circula-tion des hommes et des capitaux. L'Insti-tut a cherché une solution acceptale pour les Etats et s'inspirant des procédés qui ont effectivement permis aux associa-tions internationales de développer leur activité dans ces dernières année. (11)

- 9. Une étage importante, sur le plan des principes, a été franchie à la suite des tra vaux de la septième session de la Confévaux de la septieme session de la Conte-rence de La Haye de droit international privé, d'octobre 1951. Us ont abouti à l'adoption en 1956, d'une Convention concernant la reconnaissance juridique des sociétés, associations et fondations étrangères. Cette convention, ouverte à la screpture de la vinctaire d'Etate membres signature de la vingtaine d'Etats membres de cette institution intergouvemementale fondée en 1893, n'a, il faut te reconnaître, teté ratifiée jusqu'ici que par quelques été ratifiée jusqu'ici que par quelques Etats. Le texte de la Convention concerne non pas l'activité mais la reconnaissance.
- 10. Apres avoir étudié tous les projets antérieurs rappelés ci-dessus et après avoir consulté une centaine d'OING, réu-nies spécialement à cet effet a Bruxelles. Genève, Londres, New-York et Paris,

l'U.A.I. a rédigé un Projet de Convention visant à faciliter l'activité des organisa-tions internationales non gouvernementales. (12).

Le 29 mai 1959. l'U.A.I. a transmis ce pro-Le 29 mai 1959. L'O.A.I. a transmis ce pro-jet au Directeur général de l'Unesco, en lui demandant d'examiner la possibilité d'élaborer, sur la base de ce projet, une Convention ou Recommandation et de la soumettre à une prochaine Conférence générale de l'Unesco en vue de son adoption par les Etats membres

Le préambule du projet établi par l'U.A.I. mentionnait de la façon suivante la raison d'être de la convention :

« La Conférence Générale de l'Organisa-tion des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture, réunie...

Reconnaissant que les organisations internationales non gouvernementales exercent une activité utile;

Tenant compte du fait qu'à celles propres à la réalisation de leurs objectif maintes organisations internationales non gouver-nementales joignent de multiples presta-tions de consultation et d'information au bénéfice des organisations intergouvernementales;

Constatant que comparativement aux statuts et facilités de travail accordés aux organisations interpouvernementales par voie de conventions internationales, les organisations internationales non gouvernementales se trouvent dans une situation juridique encore incertaine et que des difficultés légales et administratives entravent souvent leurs activités interna-

Soucieuse de permettre leur accès à un régime juridique plus favorable et de faciliter ainsi leur fonctionnement;

Désirant témoigner d'une façon concrète de la compréhension qu'ont les Gouver-nements de la valeur de la contribution apportée par les organisations internatio-nales non gouvernementales à l'œuvre de la coopération internationale et du rap-prochement entre les peuples;

Affirmant sa volonté de respecter pleinement l'indépendance nécessaire des organisations internationales non gouvernementales;

Adopte la présente convention »

L'Unesco a saisi de la question le Comité administratif de coordination des Institu-tions des Nations Unies, qui l'a étudiée lors de ses 29e. et 30° sessions sans arriver à aucune conclusion (13). Depuis lors l'Unesco ne sén est pas occupée, consi-dérant sans doute que les OliNG pour-raient donner des émotions politiques à certains Etats membres.

11. La résolution est adoptée à Paris, le 19 février 1960. à l'unanimité par les quelques 80 organisations internationales

non gouvernementales ayant participé à a la 6ème Conférence des organisations internationales pour l'étude en commun des plans d'activité dans le domaine de l'agriculture en Europe, convoquée par la FAO.

« Les organisations internationales non gouvernementales, représentées à la sixième Conférence, rappellent le vœu émis lors de la cinquième Conférence au sujet de l'octroi d'un statut international en faveur des organisations non gouver nementales.

Elles demandent à la FAO de faire connai-tre au Comité administratif de coordina-tion des Nations Unies et Institutions spécialisées l'appui unanime qu'elles appor tent au projet de Convention internatio-nale visant à faciliter l'activité des organisations internationales non gouverne-mentales, établi par l'Union des Associations Internationales

Elles forment, avec une particulière insistance, le souhait de voir ce projet être pris sérieusement en considération.

Elles prennent note des études en cours au sein du Conseil de l'Europe au sujet du traitement des personnes morales et espèrent que les gouvernements européens pourront, en ce qui les concerne, aller au delà du programme minimum que constitue le projet de l'Union des Associations Internationales, Elles demandent à la Commission européenne d'agriculture d'attirer sur ce vœu l'attention des Comités nationaux européens de la FAO >

- 12. Une recommandation formulée par la 14ème Conférence des organisations internationales convoquée à Paris du 13 au 16 février 1968 par la Commission européenne de la FAO invite le Conseil de l'Europe à obtenir de ses Etats membres une reconnaissance internationale de l'existence légale des organisations internationales non gouvernementales.
- La Commission européenne de la FAO La Commission europeenne de la FAO avait auparavant procède à une enquête sur le statut juridique des OING, basée sur un questionnaire établi par le Conseil de l'Europe. Les réponses avaient été dépouillées par l'UAI, qui présenta à la 14ème Conférence un rapport accompagné par une analyse des réponses (14)
- grie par une analyse des reportess (14).

  3. Une étude est menée durant plusieurs années par le Directeur des affaires juridiques du Conseil de l'Europe concernant le statut juridique des OING. Mais le 13 octobre 1970, le Secrétariat général du Conseil de l'Europe informe l'UAI : « ... que. lors du récent réexamen et domaine juridique, le Comité des Ministères c'est trouvés en résence d'un trèse ie dorinane juriduque, le Comine des limins-tres s'est trouvé en présence d'un très grand nombre de propositions d'activités nouvelles parmi lesquelles il lui faita nécessairement opérer un choix selon des priorités a accorder en tenant compte des ressources disponibles pour le pro-

gramme de travail de l'Organisation. Or. le problème du statut juridique des Organisations non gouvernementales n'a pas obtenu à cette occasion la priorité nécessaire pour son inscription au programme de travail intergouvernemental du Conseil de l'Europe... -

14. La question est reprise à la suite de rencontres groupant les trois fédérations régionales d'associations internationales. - la FIIG (Genève), FAIB (Bruxelles), IUOIF (Paris).

Belle fit l'objet d'un séminaire tenu par l'UAI à Genève le 2 octobre 1979 dans le cadre des manifestations organisées pour le 50ème anniversaire de la FIIG. Un rapport sur le sujet fut présenté dans le cadre du Forum mondial des associations transnationales, à Bruxelles en juin 1980. Il a été estime lors de ces diverses réunions que pratiquement la seule chance de progrés était de reprendre une action sur le plan régional européen, via le Conseil de l'Europe, en obtenant, avec le concours de la Commission de liaison des ONG auprès du Conseil de l'Europe, le soutien des parlementaires européens, et cela comme première étape. Il va sans dire en effet, qu'en l'occurrence on ne souhaite nullement régionaliser les OlNG et l'on espère aboutir plus tard à un statut universel.

Il est évident aussi qu'il n'est pas question que les avantages d'une reconnaissance juridique soient contre-balancés ou dépassés par les désavantages et tout particulièrement par une perte d'indépendance pour les OING. Une autre recommandation, approuvée par tous, vise la non limitation de la reconnaissance aux seules organisations à statut consultait. Par contre, il n'est pas question d'obliger toutes les OING à se soumettre au statut. La crainte d'une multiplication du nombre des OING, qui pourrait résulter d'une reconnaissance juridique internationale, ne parait pas fondée. Au contraire, seul sans doute un statut international séneux éviterait les agissements des faussaires de la coopération internationale.

#### Conclusion

Nous n'avons pas cherché à faire une littérature de style épique, malgré le fait que nous devions rapporter ce qui représente, en quelque sorte, pour les associations internationales privées, non gouvernementales, transnationales, une légende des siècles, si l'on pense à la durée de leur lutte, ou une saga familiale, si l'on songe à leur commune infortune.

D'ailleurs les OING ne sont pas combatives parce qu'elles sont si essentiellement, naturellement et exclusivement constructives.

Mais c'est précisément au nom de tout ce qu'elles ont construit dans le passé, au nom de leur lutte dans le temps présent pour un monde meilleur et au nom de ce qu'elles pourraient apporter dans l'avenir pour le progrès humain, que nous demandons instamment au Conseil de l'Europe d'entendre l'appel qui lui est à nouveau lancé et de reprendre l'étude qu'il avait entreprise il y a une dizaine d'années. En la menant à son aboutissement, le Conseil de l'Europe s'attirera la reconnissance de l'immense masse des membres qui croient dans l'action menée par dessus les frontières par leurs organisations dans tel ou tel secteur de l'activité humaine et qui leur apportent leur collaboration bénévole, comme ils l'apportent, indirectement par celles-ci, aux organisations intergouvernementales.

Tout en considérant qu'une reconnaissance internationale sur le plan régional européen ne doit constituer qu'une première étape menant à une reconnaissance sur le plan universel, - en passant peut-être encore au préalable par d'autres reconnaissances régionales, nous voyons quelque chose de symbolique dans un premier consensus européen.

En effet, comme nous l'avons souligné dans un livre sur le premier siècle de la coopération internationale (1815-1914) publié en juin dernier, un extraordinaire espoir dans l'œuvre de paix et de science à accomplir par les associations internationales était né dans les années qui précédèrent la première guerre mondiale. Mais cette ferveur fut tuée par celle-ci et et iromphe des rivalités entre Etats qui le suivit. Et cette guerre « mondiale » était à son début européenne.

D'autre part, nous avons pu noter tant d'exemples d'une étroite et tellement fructueuse collaboration entre les deux secteurs public et privé. Les temps ont certes changé, mais n'est-il pas urgent, pour bâtir un monde qui reste à l'échelon humain, de retrouver l'esprit de solidarité des deux secteurs.

des deux secteurs.

Cet article était déjà rédigé, quand nous apprenons que le Comité européen de coopération juridique a proposé au Conseil de l'Europe d'inscrire au futur programme d'activités intergouvernementales dans le domaine juridique la question du statut juridique des fondations et des organisations internationales non-gouvernementales. De plus, le Comité des Ministres a approuvé la création d'un Comité d'experts en la matière, qui se réunira dans la seconde motité de l'année 1981. Faut-il dire combien nous nous réjouissons de cette nouvelle qui met à nos yeux plein de couleur bleue dans le ciel de Strasbourg.

D'autre part, il nous parait excellent que la CEE se préoccupe en même temps des fondations (15) et des organisations internationales non gouvernementales, qui ont tant d'éléments communs.

#### Références

(1) Le Monde. 17 juin 1975. - Associations, démocratie et vie quotidienne -, pour René Lefoir

(2) Edmond Picard. Rapport sur « Les Associations sans but lucratif. Leur organisation juridique nationale internationale et supernationale - présente le 10 mai 1910 au 1 " Congrès mondial des associations internationales. Bruxelles, Larder, 1910, 13 p.

(3) Document parlementaire n°219.

(4) Le champ d'application lut élargi par la toi belge du 6 décembre 1954. a la suite des efforts déployés des sa fondation le 16 juin 1949 par la Fédération des associa-

bréche dans le système légal belge où la personnalité

nationales qu'étrangères. Deux ans après, la porte du droit de cité fut ouverle à toutes les associations sans but lucratif, par la loi du 27 juin 1921.

(6) Des articles sur une vingtaine de législations natio nales ont été publies de 1949 a 1959 dans la revue

et celle-ci a édité (publication UAI n° 171, 1960 167 pages), l'étude d'ersemble rédigée par Raymord Spercer Rodgers : - Facilitations problems of international associations. The legal, fiscal and administrative facilities of international non governmental organizations. An international and comparative law. organization and policy study w

(7) Signalons au sujet du demier paragraphe de cette résolution que l'article 9 de la loi belge du 25 octobre 1919 déclare : - Le Gouvernement belge est autorise à conclure avec les Etats étrangers des traités pour l'éta-

scientifiques internationales sur les bases de la prè-

(8) Sur les travaux et propositions de l'UAI avant 1914, voir le rapport présenté au Congres de 1910 par Edmond Picard, mentionné au début de cet article ainsi que les Actes des Congrès de 1910 et de 1913, et la publication n° 35 de l'UAI : Le régime juridique des associations internationales - extrait de la Vie internationale.

(9) Voir le rapport préliminaire de Nicolas Politis et

l'Annuaire de l'Institut de Droit international. 30° Vol. 1923, pp.96-173.

1923, pp 96-173. Les textes des proiets de convention de l'Institut de Droit International de 1923 et de 1950 ont été reproduits dans les éditions en diverses langues, du rapport du Séminaire de reflexion convoqué en 1972 par l'UAJ. a Milan, et consacre au rôle à verir du reseau des associations internationales. La nouvelle société ouverte.

(10) Un compte rendu détaille des travaux du Comité d'étude et le texte complet en français et en angleis de l'avant-projet d'accord ont paru dans le n° de mai 1949 du Bulletin de l'union des Associations Internationales pp 72-78.

(11) Suzanne Bastid, Perspectives d'un statut international pour les organisations internationales non gouvernementales. N° d'avril 1952. Ce numéro contient le texte complet (en français et en anglais) du projet de Convention.

(12) Le texte complet du projet de convention par l'UAI a l'UNESCO a paru dans le n° 7 - 1959 de la revue de l'UAI en français pp 496-498 et en anglais pp 510-5132.

(13) Doc Unesco. CDC (Ngo) 805.514 du 7 janvier 1960 et Doc. Unesco. ODG (RIO) 2/S9 du 22 décembre 1960

(14) Documents mimeoraphies du 8 février 1968 pour le point 8 de ta 14ême Conférence. Rapport 4 pages 6 Analyse des réponses. 11 pages

(15) Le projet du convention etabl. en 1950 par Institut.

du Droit International s'étendait aussi aux fondations. Les 8 et 9 juin 1972 un Colloque sur les « Questions et et 9 juin 1972 un Colloque sur les « Questions et et de la collection de la fillo et d'inferentiaire des hautes études internationales avec l'appui de la Fillo et d'inferentiaire.

#### LES OING ET LE CONSEIL DE L'EUROPE

#### CONFERENCE PIENIERE DES OING

(Strasbourg 1980)

#### Orientations générales données par la Conférence à la Commission de liaison

Cet exposé constitue une introduction au débat général consacré à l'examen des relations entre les ONG et le Conseil de l'Europe et à la mise au point d'orientations pour l'avenir.

Voyons, pour commencer, comment se présente la situation pour les ONG à l'heure actuelle et dans un avenir rappro-ché, en insistant particulièrement sur les possibilités offertes par le Conseil de l'Europe:

En tant que représentants d'ONG, nous prêchons d'abord pour notre paroisse, mais nous parions également au nom d'un secteur important de l'opinion publique; nous exprimons les aspirations des jeunes, ainsi que des préoccupations politi-ques, économiques, culturelles, religieu-

Dans une conférence plénière comme celle-ci, notre action s'inscrit dans le cadre d'un processus dynamique, qui consiste à mettre en lumière ces aspiraconsiste à mettre en lumiere ces aspira-tions et ces préoccupations du grand public, à évaluer notre propre participa-tion en tant qu'ONG, aux systèmes inter-gouvernementaux existants, comme celui du Conseil de l'Europe, en nous rappelant que la philosophie qu'i inspire toute l'action du Conseil de l'Europe est :

- la défense et le renforcement de la démocratie.
- 2. la défense et le renforcement de la prééminence du droit et des droits de l'homme.
- 3. la sauvegarde et le développement des libertés et des responsabilités individuelles dans tout l'éventail des activi-tés humaines.

  (citation de l'introduction au Plan à moyen

terme 1976-1980).

Une telle philosophie exige impérative-ment que l'on associe aux travaux du Conseil de l'Europe les habitants de l'Europe pour lesquels les ONG représen-tent une voix et une structure essentiel-

Comment ces relations se sont-elles présentées au cours de l'année ou des années passées, et quels sont les aspects qu'il convient d'améliorer ou de modifier ? C'est la une question que nous devons examiner, dans le cadre de La Conférence Plénière des ONG, pour définir le mandat à donnera la nouvelle Commission de Liaison et pour nous préparer, ainsi que d'autres ONG, é une participation active dans t'avenir. Comment ces relations se sont-elles pré-

On peut dire qu'il y a lieu de se féliciter des possibilités qu'offre le Conseil de l'Europe pour la participation des ONG. C'est certainement vrai, si l'on considère les difficultés auxquelles nous nous heurtons avec d'autres structures intergouverne-mentales comme celles des Nations Unies, ou même des Communautés Européennes. Ces possibilités ont été utilipeennes. Ces possibilités ont été utili-sées par certaines ONG dans le domaine particulier de leur compétence, pour l'éta-blissement d'une coordination plus étroite de l'information et d'autres genres de relations par la Conférence Plénière et cours le réction d'ius Compilipais de pour la création d'une Commission de Liaison des ONG dotées du statut consul-tatif auprès du Conseil de l'Europe. Il serait intéressant d'entendre des ONG confirmer, d'après leur expérience, si l'on est réellement fondé à formuler une appréciation aussi positive.

Il y a néanmoins également une critique à formuLer. On peut, en effet, se demander dans quelle mesure le Conseil de l'Europe parle sérieusement lorsqu'il dit que la collaboration avec les ONG constitue le troisime élément limportant à l'Intérieur de sa propre structure. Nous nous rappelons l'invitation lancée par le précèdent Secrétaire Général, M. Kahr-Ackermann, au début de son mandat, lorsqu'il a mis les ONG au défi de prendre une part plus active aux travaux du Conseil de l'Europe et de faire connaître ceux-ci au grand public. Tout en marquant notre accord de public. Tout en marquant notre accord de principe sur cette invitation, certains d'entre nous ont exprimé des réserves, estimant que les ONG ne voudraient pas estinant que les ons le voudraient pas servir de boite aux lettres ou d'alibi au Conseil de l'Europe, ce qui, à nos yeux, irait à rencontre des dispositions du sta-

#### Exposé de E. Slopianka\*

tut consultatif. Le Secrétaire General avait probablement raison de critiquer l'absence d'une participation active des ONG, participation à laquelle leur donne eur statut consultatif

La baile lancee par le Seureaire Genreal es trouvait dans notre camp, et nous devions voir comment il était possible d'associer les ONG aux travaux du Conseil de l'Europe. Sommes-nous consultés et procédons-nous à des consultations? La question du Plan à moyen terme a été évoquée. Au cours de réurisors septorielles nous avons de féviriors septorielles nous avons étaits. réunions sectorielles, nous avons été informés de l'existence de certains pro-jets, mais participons-nous réellement à l'élaboration d'un plan d'ensemble ? Nous fait-on peut-être intervenir à un stade fait-on peut-être intervenir à un stade avancé pour obtenir un appui suffisant du public ? Quelle sorte de société européenne voulons-nous, et comment cette société voit-elle sa place au sein d'une famille mondiale ? Laissons-nous à la Communauté européenne le soin de prendre les décisions politiques des pays européens lorsqu'il s'agit des problèmes Est-Ouest, de la question des relations entre pays industriels et pays en dévelopement (denrées alimentaires, énergie, pement (denrées alimentaires, énergie, paix, réfugiés etc.) ? Quelles sont les méthodes dont nous disposons, en tant qu'ONG. et quels mécanismes allons-nous utiliser pour faire connaître nos vues à des institutions fondées sur les valeurs fondamentales de la société, comme le Conseil de l'Europe ?

Ce sont là des questions importantes, qui doivent faire l'objet d'un débat politique dans une réunion comme la nôtre, consacrée à la planification.

Pour terminer cette introduction, je tiens à insister sur les deux points suivants :

#### 1. Les relations entre les ONG et le Conseil de l'Europe

Si. en tant qu'ONG, nous voulons faire honneur à notre statut auprès du Conseil

Rapporteur de la Cornmission de Liaiso

de l'Europe, qui est un processus à double sens, divers points doivent être pris en considération :

- a. Information aux premiers stades de l'élaboration d'une politique : les informations doivent être communiquées aux ONG dès le stade de l'élaboration des projets, et non plus tard, à un moment où les possibilités de dialogue et d'influence sont faibles. Le calendrier des réunions constitue déjà un pas dans cette direction, où les ONG ont la possibilité de prendre l'initiative.
- Il serait utile que l'on y adjoigne certaines indications sur les principaux points de l'ordre du jour.
- b. Association des ONG aux travaux du Conseil de l'Europe : l'impact futur du Conseil de l'Europe sur le grand public sera largement tributaire de la mesure dans laquelle les ONG seront associées et participeront aux travaux du Consil de l'Europe.
- c. Surveillance permanente des activités du Conseil de l'Europe et information en retour: cela aura pour effet, non seulement de maintenir le niveau actuel de participation des ONG, mais aussi d'encourager les ONG qui n'ont

- pas encore profité des possibilités
- d. Rôle politique des réunions sectorielles : à notre sens, ces réunions ne doivent pas être seulement des réunions d'information sur les activités du Conseil de l'Europe; elles doivent constituer aussi un cadre politique dynamique pour la coopération.
- e. Nos relations avec les organes politiques du Conseil de l'Europe : il semble important, ici, d'accroître le dialogue avec l'Assemblée Parlementaire.

#### 2. Le rôle de la Commission de

- Liaison
- a. Comme nous l'avons déjà dit, les relations des différentes ONG avec le Conseil de l'Europe resteront inchangées, mats la Commission de Liaison devra créer un cadre permettant de mieux informer les ONG sur les travaux du Conseil de l'Europe.
- b. Il y a la nécessité de développer l'information sur ce qui se passe en Europe au niveau de la base, les problèmes de l'influence des gouvernements et des pouvoirs publics à l'égard des mouvements pour la participation, la projection vers l'avenir de

- l'amélioration de la qualité de la vie, la désaffection de l'individu à l'égard du cadre politique, économique et culturel de notre société. La liste des sujets de préoccupation est illimitée.
- c. Un élément essentiel du rôle de la Commission de Liaison devrait consister à se mettre au service des ONG là ou se fait sentir, au niveau opérationnel, le besoin d'un centre de relations et d'une participation aux travaux du Conseil de l'Europe.
- d. Ce qui importe maintenant pour la Commission de Liaison et pour toutes les ONG liées au Conseil de l'Europe, ce n'est pas de considérer les succès et les échecs passés, mais d'établir un calendrier et de fixer des priorités pour l'avenir. A cette fin, nous devons définir avec précision nos objectifs, nos priorités et nos méthodes de trvail et créer un milieu favorable à la coopération et à l'impact de nos activités. A cet égard, l'octroi de moyens financiers nécessaires à notre action est la demande essentielle que nous adressons au Conseil de l'Europe.

J'espère que la présente Conférence Plènière fournira a la Commission de Liaison les moyens nécessaires pour favoriser une coopération positive et constructive entre les ONG et le Conseil de l'Europe.

#### Extraits d'une allocation de M. G. Adinolfi

J'attache un très grand prix au privilège qui m'est donné d'être parmi vous afin de poursuivre le dialogue entre les ONG et le Conseil de l'Europe pour notre bénéfice mutuel.

Le rôle grandissant que jouent actuellement les ONG au sein de la communauté internationale est un facteur important dans la dynamique des relations internationales.

En tant que Secrétaire Général adjoint de cette Organisation, je mesure pleinement qu'il nous faudra à l'avenir, plus encore que par le passé, tirer plein profit du capital considérable d'influence, de sagesse et d'esprit européen que recèlent les quelque 236 organisations non gouvernementales qui sont dotées du statut Consultatif auprès du Conseil de l'Europe.

La Résolution du Comité des Ministres qui définit les droits et obligations des ONG au Conseil de l'Europe vous donne de multiples possibilités concrètes de copération; aussi, nous entendons Que vous en profitiez pleinement et que le courant qui s'est instauré entre nous contribue à l'enrichissement mutuel. Comme vous le savez, les textes et les conventions internationales sont ce que les hommes chargés de les appliquer en font; aussi, nos ambitions respectives se situent non pas au niveau des théories mais a celui du concret. Qu'il s'agisse du cadre intergou-ememental ou parlementaire, les virtualités que comporte pour vous le Conseil de l'Europe sont innombrables. Il vous faut les inventorier avec minutie, scruter en détail le Plan à moyen terme du Programme de travail intergouvernemental du Conseil de l'Europe, analyser les

recommandations et les résolutions de notre Assemblée Parlementaire. Nombre de ces textes peuvent constituer pour les ONG une source d'inspiration et, pour le Conseil de l'Europe, lorsque vous vous y référez, une importante caisse de résonance. Le contraire est également vrai.

Vous rappelant ces réalités, ce ne sont pas simplement des faits que je tiens à énoncer, mais un appel que j'entends vous adresser car aujourd'hui, plus que jamais, le Conseil de l'Europe constitue le point de convergence de l'ensemble des forces démocratiques et parlementaires en Europe occidentale.

Secrétaire General advint du Conseil de l'Europe lors de la Conférence des OING de mai 1980

#### LES OING ET LE CONSEIL DE L'EUROPE

### BILAN DE LA COMMISSION DE LIAISON

(janvier 1981)

#### L'année qui commence est marquée, dés ce mois de janvier, par la réunion de !a conférence pléniére des ONG dotées du statut consultatif auprès du conseil de

C'est donc le moment de dresser le bilan de l'action qui à été conduite par la Comue raction qui a ete conduite par la Com-mission de laison de ces ONG au cours de la dernière année. Elle a, tout d'abord, achevé la mise en place de sa propre structure et parfait son fonctionnement.

Elle a ensuite largement contribué à déve-lopper le principe des réunions sectoriel-les, qui ont incontestablement attiré un nombre de plus en plus important d'orga-

nisations.

Elle est parvenue, dans le même temps, grâce à ses rapports avec la Commission chargée des relations avec les parlements nationaux et le public, à sensibilieser les membres de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe au rôle que jouent les ONG auprès de l'opinion publique et à l'apport qu'elles peuvent fournir aux différentes Commissions de l'Assemblée.

Elle s'est également efforcée de démontrer au Secrétariat Général et à l'ensemble de ses Directions, l'importance de cette place qu'occupent les ONG. Il sem-ble que le nouveau Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint en soient profondément convaincus, et prêts à favo-riser le développement d'un tel rôle. Ces résultats n'ont certes pas été acquis sans difficulté, mais ils ont été obtenus en raison des efforts déployés par la Commission de Liaison avec l'aide de la Section des ONG de la Division des Relations Extérieures, dans l'intérêt général des ONG et du Conseil de l'Europe. Qu'il soit bien entendu une fois pour toutes, que le seul but de la Commission de Liaison est d'améliorer les relations entre les ONG et le Conseil de l'Europe, et de favoriser la participation des ONG aux travaux de l'Assemblée Parlementaire et de ses différentes Commissions, en veillante ne jamais constituer un écran entre les ONG et les instances du Conseil. A cet effet, la Commission de Liaison s'interdit d'intervenir dans tes relations personnel·les entre chaque ONG et les Commissions Parlementaires ou les Directions du Secrétariat Général.

Secrétariat Général.
C'est avec ce même souci de non ingéneroe dans les relations de chaque ONG avec les instances du Conseil de l'Europe que la Commission de Liaison a souscrit à la décision du Secrétariat Général de ne plus organiser, conformément au souhait exprimé par plusieurs ONG, la réunion générale d'information pour les ONG au moment de la Conférence Pléniére. La tenue, désormais distincte, des deux réunions :

- · Conférence Plénière des ONG, lors de
- Conference Pléniére des ONG, lors de la session de janvier de l'Assemblée Parlementaire;
   Réunion Générale d'Information, convoquée par le Secrétariat Général et en présence des représentants des différentes Directions, lors de la session d'Avril/Mai de l'Assemblée, ne peut, en effet, que concourir à une clarification souhaitée par certains.

#### par Claude-Laurent Genty \*

Les membres de la Commission de Liaison, qinsì conscients d'avoir contribué à l'essor des relations entre le Conseil de l'Europe et les ONG, ont le sentiment d'avoir permis à leur Commission de pouvoir mieux, grâce au travail ainsi effectué, utiliser les structures mises en place pour renforcer ces relations et passer de la phase d'organisation à celle de réalisation.

#### En conclusion :

Pour être efficaces, les relations entre le Conseil de l'Europe et les ONG doivent être à double sens :

- favoriser une plus large diffusion des travaux du Conseil, en particulier de l'Assemblée Parlementaire, par le canal de ONC:
- Faciliter la participation des ONG à ces travaux, en leur permettant de trans-mettre leurs avis et d'être consultées sur leurs domaines d'intérêt.

Enfin, la contribution des ONG qui ont des ertiin, la communition des Onds qui ont des sections dans les pays de l'Europe de l'Est peut jeter un pont entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est.

Ce sont là des objectifs que la Commission de Liaison considère comme très importants pour le Conseil de l'Europe et les ONG qui peuvent, dans ce domaine, jouer un rôle déterminant.

Président de la Commission de Liaison des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe.

### RAPPORT D'ACTIVES DE LA COMMISSION DE LIAISON

(1980)

#### par Egon Slopianka \*

L'année 1980 a débuté, le 30 janvier, par la Conférence Pléniére des ONG. au cours de laquelle la nouvelle Commission de Liaison a été constituée à la suite d'une élection de la moitié de ses membres

Une fois constituée, la Commission de Liaison a désigné son Bureau, dont la composition actuelle est la suivante :

Président : M. C.L GENTY Confédération Internationale des Travailleurs Intellectuels (C.I.T.I.) Vice-Présidents: M. R. RADIUS Fédération Mondiale des Villes jumelées

Vice-Présidents : Mme G. SCHAACK Centre Européen du Conseil International des Femmes (C.E.C.I.F.)

Rapporteur : M. E. SLOPIANKA Alliance Universelle des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens

Rapporteur Adjoint : Mme M.F. MERCIER Association Internationale des Pa taires de langue Française (A.I.P.L.F.)

#### Réunions de la Commission de Liaison des ONG et du Bureau

Au cours de l'année, la Commission de Liaison s'est réunie cinq fois.

Au cours de l'année, le Bureau s'est réuni deux fois à Paris et à Strasbourg.

#### Activités de la Commission de Liaison

Conformément à son rôle et à sa mission, qui est de faciliter la communication et la participation des ONG aux travaux du Conseil de l'Europe, la Commission, avec le concours de'la Section des ONG du Conseil de l'Europe, s'est concentrée sur trois grands sujets : participation des ONG à la mise en œuvre du Plan à Moyen Terme du Conseil de l'Europe, réunions sectorielles des ONG, information des ONG.

#### a. Participation des ONG à la mise en œuvre du Plan à Moyen Terme du Conseil de l'Europe

La Commission de Liaison a adressé, à toutes les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe, un questionnaire comportant les rubriques suivantes :
- Buts de l'ONG
- Participation effective de l'ONG aux tra

- Buts de l'ONG
  Participation effective de l'ONG aux travaux du Conseil de l'Europe
  Précisions sur ceux des 8 Domaines du
  Pian à Moyen Terme du Conseil de
  l'Europe auxquels s'inferesse l'ONG
  Contribution spécifique qu'envisagé
  d'apporter l'ONG.

Au début, les réponses ont été lentes à venir mais, après un rappel, on est arrivé au chiffre racord de 136 réponses sur un total de 224 ONG. Elles permettent de répartir les intérêts comme suit Domaine l

(Sauvegarde et développement des droits

Domaine II

(Problèmes sociaux et socio-économiques, tels que les questions relatives aux travailleurs migrants) 54 ONG Domaine III

(Education, culture et sport) 54 ONG Domaine IV

Domaine IV (Questions relatives à la jeunesse) 45 ONG

domaine V

(Protection et promotion de la santé publi

Domaine VI

(Protection de la nature et gestion des ressources naturelles, l'environnement humain et l'aménagement du territoire)

(Pouvoirs locaux : les questions relatives a la coopération régionale et municipale)

(La coopération dans le domaine du droit, ις αυωρεταtion dans le domaine du droit, y compris l'harmonisation des législations et pratiques nationales dans des secteurs juridiques spécifiques, la prévention des crimes et le traitement des délinquants) 44 ONG

#### b. Réunions sectorielles des ONG

Au cours de l'année, ont eu lieu les réunions sectorielles suivantes :

Thèmes

en janvier

- Le bénévolat dans l'action sociale
- Préparation à la vie Questions de droits de l'homme

- en avril Vers une charte culturelle euro-péenne ?
- péenne ?
  L'enfant et la culture
  Le rôle de l'Etat vis-à-vis des industries
  culturelles
- culturelles

   La campagne européenne pour la renaissance de la cité
   Question de droits de l'homme

- en septembre Education et information dans le domaine des droits de l'homme
  - Droits de l'homme (questions généra-
- les)
   L'éducation à la compréhension internationale.

L'organisation des réunions sectorielles s'est faite avec le concours de la Commis-sion de Liaison, de la Section des ONG et des diverses Directions de Conseil de l'Europe

Les suiets sont, autant que possible, décidés en tenant compte des propositions des ONG. D'autre part, les réunions sectorielles s'efforcent de couvrir les grands secteurs d'activité du Conseil de l'Europe.

#### c. Information des ONG

Tout système de coopération et de participation des ONG aux travaux du Conseil cipation des ONG aux travaux du Conseil de l'Europe est fonction du degré d'information et de communication. La Commission de Liaison des ONG estime importante la mise en place d'un système efficace d'information entre le Conseil de l'Europe et les ONG. On s'efforce de rencience de depublice pour les cettielles. seigner ces dernières sur les activités menées dans les différents secteurs du Conseil de l'Europe grâce à un calendrier mensuel des réunions et au document - Questions à l'étude auprès des Commissions de l'Assemblée Parlementaire ».

Ces informations adressées à toutes les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe visent à leur per-mettre non seulement de savoir ce qui se passe et ce qui se prépare, mais aussi de demander des précisions sur tel ou tel La reunion générale d'information des ONG pourrait, a cet égard, jouer un rôle important et complémentaire, en ce sens qu'elle pourrait constituer, pour les différents secteurs du Conseil, une excellente occasion d'échanger des informations et de dialoguer avec les ONG. L'innovation de dialoguer avec les ONG. L'innovation consistant à dissocier la réunion générale d'information de la Conférence Plènière des ONG est considérée comme positive car elle permettra une ambiance plus détendue et l'entière consécration au dialogue avec les divers secteurs d'activité du Conseil de l'Europe.

#### Relations avec le Conseil de l'Europe

La Commission de Liaison a noué des relations avec les différents services du Conseil de l'Europe, ce qui contribue puis-samment au dialogue et à la coopération. La Commis

#### a. Relations avec le Secrétariat

Les contacts ont lieu surtout, de façon permanente, par le biais de la Section des ONG.

Des membres de la Commission de Liaison ont été désignes pour suivre les tra-vaux dans chacun des secteurs du Plan à Woyen Terme du Conseil de l'Europe et faire régulièrement rapport à la Commission des développements survenus dans les secteurs considérés.

Des discussions ont également eu lieu avec le Secrétaire Général sur des points avec le Secrétaire Général sur des points précis, notamment sur la question encore pendante d'une dotation en personnel à plein temps pour assurer le secrétariat de la Commission de Liaison. C'est là une question d'importance capitale pour pouvoir faire face au besoin accru d'information et de communication entre la Commission et les ONG.

#### b. Relations avec les Commissions de l'Assemblée Parlementaire

Le dialogue s'est engagé, cette année, avec les représentants des Commissions de l'Assemblée Parlementaire. Il est bien évident que si l'on veut associer pleinement les ONG aux travaux du Conseil de l'Europe, on ne saurait négliger sa composante parlementaire. Le statut consultatif sante parementaire. Le statur consultatir ne prévoit-il pas diverses formes de coo-pération avec les Commissions parlemen-taires ? En 1980, les représentants des Commissions parlementaires ont assisté à une réunion de la Commission de Llai-son. Le dialogue s'est avéré fructueux et sera poursuivi en ce qui concerne, en particulier, le degré de participation des ONG aux travaux des Commissions et la notification préalable du programme d'activités desdites Commissions.

#### Relations avec la Commission chargée des relations avec les parlements nationaux et le public

Des liens particuliers ont été noués entre la Commission de Liaison et la Commission chargée des relations avec les parlements nationaux et le public. Cette dernière, chargée des relations entre les ONG d'une part et l'Assemblée Parlementaire et ses Commissions d'autre part, fait régulièrement rapport à celle-ci. M. Björck (Suéde) en est actuellement le rapporteur.

Les relations entre les ONG et l'Assemblée Parlementaire sont appelées à se développer sous les rapports suivants :

- meilleur échange d'informations entre les ong et le Conseil de l'Europe;
- rôle de la Commission de Liaison des ONG;
- nécessité d'une contribution accrue des ONG aux travaux des Commissions parlementaires et d'une action plus efficace à la suite des resolutions et recommandations de l'Assemblée;
- projet d'une conférence commune ONG
   Assemblée Parlementaire sur un thème politique.

#### Conclusions

C'est en 1980 que la Commission de Liaison a commencé à travailler sur des thè-

mes précis et a mis en place son réseau de communications.

Il est clair que la Commission de Lialson n'est rien d'autre qu'une courroie de transmission entre les ONG et le Conseil de l'Europe. Son rôle ne consiste pas à agir au nom des ONG, mais à fournir des éléments qui permettent de renforcer leur participation et leur coopération. C'est d'autant plus important qué le nombre d'ONG jouissant du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe (224 actuellement) ne cesse de croître et que, sans pouvoir foutes assister aux réunions de commissions, elles devront néanmoins être correctement renseignées pour être en mesure de contribuer aux activités du Conseil de l'Europe.

#### LE CONSEIL DE L'EUROPE ET LA PROMOTION FEMININE

### RÉUNION SECTORIELLE DES OING SUR LES QUESTIONS D'EGALITE ENTRE LES SEXES

#### Allocution de M. G. Adinolfi

Il m'est particulièrement agréable de vous accueillir et de vous souhaiter la blenvenue dans le cadre de cette réunion sectorielle consacrée à l'égalité des femmes et des hommes. J'ai lieu de me réjouir à plusieurs titres de cette initiative.

D'abord vous avez répondu nombreux à l'appel que nous vous avons lancé, ce qui augure bien des relations qui pourront être établies avec les organisations non gouvernementales dans ce secteur. Ensuite, comme il s'agit d'un domaine relativement nouveau de la coopération intergouvernementale, l'intérêt manifeté par vos organisations pour les problèmes d'égalité entre les sexes nous comforte dans l'idée que le Conseil de l'Europe était dans la bonne voie lorsqu'il a décidé en 1979 de faire de la promotion féminine un des axes des travaux qu'il conduira dans le cadre de son deuxième plan à Moyen Terme.

dans le cadre de son deuxième plan a Moyen Terme. Si les femmes participaient davantage aux prises de décision politique, l'équilibre de notre développement en ressortirait renforcée. Comment cela peut-il se faire ?

Pour ce qui est de l'action du Conseil de l'Europe, je laisserai à mes collègues du Secrétariat ici présents, le soin de vous l'exposer en détail.

Pour ma part je voudrais très brièvement vous indiquer qu'au cours de l'année 1980, le Conseil de l'Europe a adopté un programme d'action pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce programme prévoit des activités dans divers domaines, notamment: juridique, social, de l'éducation et de la culture et des droits de l'homme.

En outre vient d'être créée une structure :
- Le Comité pour l'égalité entre les femmes et les hommes » dont les membres,
designés par les gouvernements, seront
des responsables des politiques nationales relatives à ce domaine. Ce comité aura
pour tâche essentiellement non pas de
mettre en œuvre le programme d'action,
ce qui incombera aux Comités dits - opérationnelles » dans les différents domai-

nes d'action du Conseil de l'Europe mais de coordonner et de stimuler les activités de l'Organisation visant à promouvoir l'égalité des sexes.

Programme d'action et comité pour l'égalité entre les femmes et les hommes, voilà les deux pôles autour desquels pourrait s'organiser la collaboration de vos organisations, dans le cadre des procédures prévues dans la Résolution (72) 35. Je tiens a souligner à cet égard que s'agies sant d'un Comité nouvellement créé, il est précisé dans son mandat qu'il aura la faculté de prendre des dispositions ad hoc pour la consultation d'organisations non gouvernementales.

La présente réunion, qui est la première organisée dans ce secteur - la première d'une série, je l'espère - est avant tout une réunion d'information mutuelle, de prise de contact. Mais elle pourrait aussi déboucher sur des propositions concrètes de collaboration avec le Conseil de l'Europe. C'est le souhait que vous adresse le Secrétaire General Adjoint du Conseil de l'Europe,

#### UNESCO AND INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

### FROM CONSULTATION TO CO-OPERATION

#### Summary

This document constitutes Unesco's contribution to the work of the World Forum of International/Transnational Associations, organized in Brussels from 23 to 27 June 1980, on the occasion of the 70th anniversary of the Union of International Associations.

It describes the system of relations between Unesco and the NGOs, based, firstly, on a set of mutual information and consultation arrangements, and secondly, on co-operation with a view to the implementation of the objectives and programme actions of the Organization. The document also discusses several resolutions of the General Conference concerning the NGOs.

#### I. Introduction

The history of international relations shows that non-governmental organizations have been very influential in stimulating the awareness of peoples and mobilizing them to promote the human rights of both individuals and groups, and, more recently, in creating favourable conditions for the establishment of a new world economic and social order. Even before the foundation of Unesco, the existence of a number of NGOs was regarded as an essential factor in communication and liaison among the members of the world scientific, educational and cultural communities.

tural communities.

The Constitution of Unesco states « that a peace based exclusively upon the political and economic arrangements of governments would not be a peace which could secure the unanimous, lasting and sincere support of the peoples of the world, and that the peace must therefore be founded, if it is not to fail, upon the intellectual and moral solidarity of mankind ».

In order to attain that objective, the founders of Unesco sought ways of associating the peoples of the world as closely as possible in the preparation and implementation of the Organization's objectives and programmes. The participation of international non-governmental organizations in Unesco's action has enabled the latter to transcend its intergovernmental character by forming bonds with the voluntary associations representative of national and international opinion.

The founders of the Organization sought to achieve a Unesco of people and of peoples in two ways. Firstly, they proposed to establish within each Member State a National Commission composed not only of official representatives but also of distinguished persons chosen for their abilities or for their involvement in the problems of education, science and culture. Secondly, they judged it to be necessary - indeed, vital - to the future of the Organization to establish direct links of consultation and co-operation with various organizations whose objectives and activities extended beyond the territorial boundaries of States, whether these were organizations specializing in Unesco's fields of competence or organizations representing large sectors of public opinion. The question of the place and role of NGOs in Unesco was raised at the Conference attended by the representatives of 44 governments which was held in London, in 1945, and which culminated in the founding of the Organization. Having examined various proposals concerning the nature of relations between Unesco and the NGOs, the Conference inserted in the Constitution Article XI, paragraph 4, which is based on the Charter of the United Nations (Article 71), and which is the correstone of co-operation between Unesco and the non-governmental sector of international relations. The Article states that:

« the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization may make suitable arrangements for consultation and co-operation with non-governmental international organizations concerned with matters within its competence, and may invite them to undertake specific tasks. Such co-operation may also include appropriate participation by representatives of such organizations on advisory committees set up by the General Conference ».

The first session of the General Conference, which was held in Paris in 1946. adopted provisional directives concerning Unesco's relations with NGOs. It was at its eleventh session (1960) that the General Conference adopted the current version of the Directives which, with one amendment adopted in 1966, define the conditions that must be fulfilled by the international non-governmental organizations with which Unesco maintains official relations.

Thus, from its inception. Unesco, an intergovernmental institution, has sought the collaboration of the international non-governmental organizations. Stemming from private initiative, these organizations form the natural link between governments and peoples with regard to the achievement of Unesco's objectives.

#### II. Foundations of the system of relations between UNESCO and NGOs

The NGOs with which Unesco c-operates are highly diversified and have activities and interests which cover all the fields of competence of the Organization, ranging from specialized or scholarly organizations (teachers, scientific researchers, philosophers, sociologists, journalists, writers, legal experts, etc.), to mass organizations (trade unions, co-operatives, women's associations, youth movements, etc.) and denominational organizations. Pursuant to the provisions of Article XI of the Constitution, the Directives concerning Unesco's Relations with International Non-Governmental Organizations state the principles and methods whereby Unesco may establish arrangements for consultation and co-operation with international non-governmental organizations pursuing activities within its fields of competence. These arrangements for consultation or co-operation are intended, firstly, to enable Unesco to recive documentation, advice and technical co-operation from international nongovernmental organizations, which represent significant sectors of public opinion, to gain a hearing for the points of view of their members. The purpose of all these arrangements is to promote the objectives of Unesco by ensuring that it receives the broadest possible assistance from the international non-governmental organizations in the reparation and execution of its programme, and hence by strengthening international co-operation in the fields of concernations and propore organizations in the reducation, science and culture. According to those Directives, an international non-governmental organization with which Unesco may maintain the official relations provided it has not been esta-

Wished by intergovernmental agreement, that its purposes and functions are non-governmental in character, and that it ful-

fils the following conditions:

« that it conducts activities in fields that are within the competence of Unesco and that it is able and willing to make an effective contribution to the achievements of Unesco's objectives in conformity with the principles proclaimed in Unesco's Constitution;

that its membership includes a substantial proportion of the groups or persons interested in one or more of the activities falling within Unesco's competence; and that it has regular members in a sufficiently large number and variety of countries to permit it to act, as far as possible, as a valid representative of different cultural recions of the world:

id representative of different cultural regions of the world; in the case of a regional organization, in the geographical or cultural sense of this word, that it has a sufficiently large membership to permit it to act as valid representative of the whole of the region concerned;

cerried, that it has a permanent directing body of international composition, as well as duly authorized representatives, and procedures and machinery enabling it to communicate regularly with its members in various countries ».

Relations between Unesco and international non-governmental organizations are divided into three different categories, according to the nature of the co-operation between those organizations and Unesco. The terms of admission to each of these categories and the resultant obligations and advantages are laid down in the Directives.

At present, Unesco maintains mutual information, consultative and associate relations with 457 NGOs. whose distribution is as follows:

Information and consultative relations (category B)

Mutual information relationship (category C)

Moreover, the Director-General may, when he considers it appropriate for the carrying out of the objectives of Unesco, maintain informal relations with international non-governmental organizations not included in one of the categories of relationship defined by the Directives. This is a common practice, and in a number of cases it also constitutes a preparatory stage to the establishment of official relations.

Taking into account the co-operation both with these organizations and with organizations affiliated to federative councils in categories A and B. it may be estimated that Unesco maintains relations with approximately 650 international non-governmental organizations.

It is the responsibility of the Executive Board to admit an NGO to category A or B. However, concerning the admission of an organization to category C, the Director-General is entitled to take the decision and to inform the Executive Board of the applications that he has accepted or rejected.

At its 72nd session, the Executive Board set up the Executive Board Committee on Non-Governmental Organizations, whose members are elected and whose terms of reference are adopted by the Executive Board at its session held at the close of each ordinary session of the General Conference. The Committee's successive terms of reference, apart from the examination of new applications for admission to consultative status and for a change in category, have covered all the questions relating to international non-governmental organizations that been submitted to the Board.

#### III. Advantages and obligations of NGOs in their relations with UNESCO

Relations between Unesco and international non-governmental organizations are based on a set of advantages and obligations.

The obligations to be assumed by organizations admitted to the various categories of relationship are defined below:

### Mutual information relationship (category C)

To keep the Director-General informed of those of their activities which are relevant to Unesco's programme and of the assistance given in achieving Unesco's objectives:

to acquaint their members, by all the means at their command, with those Unesco programme activities and achievements which are likely to interest them.

### Information and consultative relations (category B)

In addition to the obligation to fulfil the conditions described above, organizations in category B are required to contribute, by their activités, to the execution of certain parts of Unesco's programme and, so far as possible, to include in the agenda of their meetings items relating to Unesco's programmes; to invite Unesco to be represented at those of their meetings whose agenda is of interest from the point of view of Unesco's programme;

to submit to the Director-General periodical reports on their activities and on the assistance they have given to Unesco's programme

### Consultative and associate relations (category A)

In addition to the obligations to fulfil the conditions applying to NGOs in categories B and C, organizations in category A are required.

to undertake to collaborate closely with Unesco in expanding those of their own activities which are of special interest to Unesco:

to assist Unesco in its efforts to promote international co-ordination of the activities of non-governmental organizations working in a common field. To the obligations set out above corresponds a set of provisions designed to increase the opportunities for non-governmental organizations to express their views concerning Unesco's general policy lines and programmes and to participate in the implementation of the latter. With regard first of all to participate in the implementation of the latter. With regard first of all to participate in V, paragraph 14. of the Constitution provides that organizations in categories A and B snail be invited by the Director General to send observers to sessions of the General Conference and its commissions. These observers may make statements on matters within their respective competence in the commissions, committees and subsidiary bodies of the General Conference, with the consent of the presiding officer. They may also address plenary meetings of the Conference on matters within their competence, subject to the approval of the General Committee. In accordance with the provisions of Article IV, paragraph 13, of the Constitution, the General Conference, on the recommendation of the Executive Board and by a two-thirds majority, may invite as observers at specified sessions of the Conference or of its commissions representatives of organizations admitted to category C.

Previous experience reveals that NGOs wishing to address the General Conference and its commissions have always been invited to do so whenever they have so requested.

Thus, at the twentieth session of the General Conference, held in Paris in October-November 1978, out of 129 non-governmental organizations represented by 285 observers. 17 of them took the floor in the general policy debate, while 40 organizations spoke in the commissions.

The Directives also provide that organizations in categories A and B may, under the authority of their governing body, submit written statements to the Director-General in one of Unesco's working languages on programme matters coming within their respective competence. The Director-General then communicates the substance of these statements to the Executive Board, and, if deemed appropriate, to the General Conference. It is to be noted that up to now NGOs have had scant re-

course to this procedure for expressing their views to the General Conference and the Executive Board. The Directives also contain a series of provisions designed to foster communication and collaboration between NGOs and the Unesco Secretariat, Thus, in respect of NGOs in the mutual information relationship (category C). the Director-General is required to take all necessary steps to ensure an exchange of information and documentation with these organizations on matters of common interst, just as they may be invited to send observers to certain meetings convened by Unesco, if the Director-General is satisfied that they can make a significant contribution to the work of such meetings. Organizations admitted to category B (information and consultative relations) receive all appropriate documentation relating to the programme activities corresponding to the aims proclaimed in their constitutions. They are consulted by the Director-General to send observers to meetings organized by Unesco on matters within their competence, and they may receive subventions.

As for organizations in category A, besides benefiting from the aforementioned provisions, they are associated as closely and regularly as possible with the various stages of the planning and execution of Unesco activities coming within their own particular field.

#### 1. Consultation

NGOs are regularly consulted by the Director-General, either individually or collectively.

On an individual basis, it is provided in the Directives that NGOs in category A « shall be associated as closely and regularly as possible with the various stages of the planning and execution of Unesco activities coming within their own particular field » and that those in category B « shall be consulted by the Director-General on Unesco's proposed programme ». The Director-General, in conformity with these provisions, has until now regularly consulted the NGOs in category A at the stage of preparation of the Draft Programme and Budget, at the same time as the Member States, and those in category B at the time when the draft is issued. It should be noted that for the Draft Programme and Budget for 1981-1983 (document 21 C/5) the Director-General, for the first time in the history of the Organization, took the initiative of associating the non-governmental organizations in category B in the consultation which is led before the draft is prepared. The experience proved most gratifying in respect both of the standard and the number of the replies.

On a collective basis, it is provided in Section V of the Directives that - international

non-governmental organizations admitted to categories A and B may, with the approval of the Director-General, hold a conference every two years at Unesco's Headquarters, with a view to examining the problems arising out of their co-operation with Unesco and facilitating co-operation between organizations having common interests ». (Article V.I). Seventeen NGO conferences have been held so far. The last one took place in June 1979. At these conferences, the Director-General consults the NGOs collectively with a view to obtaining their opinions and suggestions concerning Unesco's programme. A Standing Committee elected by the Conference and made up of representatives of fifteen NGOs implements the decisions adopted and maintains liaison with Unesco Secretariat between sessions of the Conference. Until 1971 the Conference of NGOs set up working groups of organizations interested in certain problems. At its thirteenth session (1971) the Conference decided to replace these working groups by symposia on major topics bearing on Unesco's spheres of competence. It might be added that in recent years a number of sectoral consultations have been organized for the purpose of obtaining the opinions and proposals of just a few NGOs whose sphere of competence relates to certain specific aspects of Unescos's programme.

The views of the non-governmental organizations may also be heard on the occasion of the various meetings convened by Unesco to which they are invited as observers - international conferences of States or other meetings of an inter-governmental character, or non-governmental conferences, international congresses, advisory committees or meetings of experts.

The role played by the NGOs at recent meetings such as the Intergovernmental Conference on Communications Development held at Unesco Headquarters in April 1980 and, more recently, the World Congress on Disarmament Education (9-13 June 1980) shows that such encounters afford the non-governmental organizations an opportunity of putting forward their views and proposals for action. Finally, besides all the formal consultation machinery just described, it should be emphasized that the frequent exchanges of views which take place between the NGOs and the Unesco Secretariat are the occasion for mutual enrichment in the working out and implementation of common opals.

#### 2. Co-operation

The system of relations between Unesco and the international non-governmental organizations enables these organizations not only to express their opinions on its short-term and medium-term goals and programmes, but also to take part in their implementation
This undoubtedly constitutes recognition not only of the advisory role of these organizations in relation to Unesco, but also of their capacity to take part on an operational basis in the programme activities approved by the General Conference. This participation of the NGOs in the carrying out of the Organization's programmes is undoubtedly one of the specific and original features of the relationship existing between the NGOs and Un-

The technical capacity of the NGOs to undertake research, to conduct studies or carry out projects in the field is not the only justification for this co-operation. The pursuit of Unesco's ideals demands that the goals and programmes stemming from them be relayed by organizations in close contact with the various elements making up national and international public opinion.

In this respect the NGOs are regarded as militant forces extending the efforts made by Unesco itself to promote the ideals proclaimed in its Constitution. The services rendered so far by the NGOs to Unesco, and to the international community generally, in the spheres of education, science, culture and communication are legion. For instance, in the literacy teaching programmes implemented throughout the world, the studies on the renovation of education, the promotion of adult education, the promotion of adult education, the promotion of the arts, the enhancing of cultures, the carrying out of programmes such as « Man and the Biosphere », research pertaining to oceanography or energy, the promotion and defence of human rights, the non-governmental organizations have played an appreciable role in the past, whether grouping high-level specialists or large sectors of the population such as women, young people, immigrants, trade unionists, rural workers

On important questions such as decolonization, the campaign against racial discrimination and aparthetid, action on behalf of disarmament and peace, the building of a new world economic and social order, the strengthening of understanding among peoples, the role of the NGOs has been decisive, not only in the thought given to the taking up of such challenges, but also in the constant alerting of public opinion, a prerequisite of success. A few examples suffice to show that cooperation with the NGOs can be extremely valuable, not only in the quest for the answers most attuned to the exigencies of the present-day world, but also in the carrying out of processes requiring the association of the majority in the attainment of the ends in view. Previous experience has shown that if a reform of educational content and methods is to be fully effective, not only must the State play its part in full, but also

teachers', parents' and students' organizations must be associated in it Then again, the change in the direction of a new economic and social order demands the convergence of efforts - not only those of the States, but also those of only those of the States, but also those of State and private concerns, trade unions, consumer organizations, etc. Innumerable examples could be quoted in Unesco's various fields of competence where history has proved that the achievement of the Organization's major goals has required not only the full colla-boration of States but also that of the professional organizations, together with the backing of organized public opinion.

Unesco's Draft Programme and Budget fort 1981-1983, which has just been submitted for comment to Member States and to the non-governmental organizations before its adoption by the General Conference at its twenty-first session (Belgrade September-October 1980), indicates clearly that the co-operation of the NGOs clearly that the co-operation of the NGOs will be widely called upon in the future in the spheres of education, the social sciences, culture and communication, or again the natural sciences, particularly when it is a question of meeting the expectations aroused by the United Nations Conference on Science and Technology for Development.

Lastly, the NGOs are consulted on Unes-co's Draft Programme and Budget and subsequently invited to co-operate in its implementation, and they are also asso-ciated with the formulation of the longerterm policy objectives of the Organization

So it is that from 1981 -1983, the non-governmental organizations will be able to participate in activities of evaluation, refparticipate in activities of evaluation, ref-lection and forward planning which are designed to direct the future development of Unesco, in the light of world problems emerging on the threshold of the 1980-1990 decade.

In the address delivered to the XVIIth Con ference of NGOs (Paris, June 1979), the Director-General himself invited the NGOs to play an active part in the elaboration of Unesco's second Medium-Term Plan for 1984-1989. The Secretariat has already taken steps to accord the NGOs the same degree of participation as Member States in drawing up this plan.

#### 3. The conditions for Unesco's financial assistance to the NGOs

So that the NGOs should be closely associated with the realization of Unesco's programmes, the Directives make provision for the NGOs in certain conditions, either to receive grants, or to conclude con-tracts. The/ may also receive assistance through the Participation Programme.

#### 3.1. Subventions

3.1. Subventions
The General Conference may grant financial aid in the form of subventions to a restricted number of international non-governmental organizations in categories A and B which, by their activities, make a particularly valuable contribution to the achievement of Unesco's objectives and to the implementation of an important part of its programme. The conditions under which subventions are to be granted the which subventions are to be granted, the purposes for which they are to be granted, the ways in which they are to be used, and the control to which they are to be subject, shall conform with precise provisions apshall conform with precise provisions appearing in the Directives concerning Unesco's Relations with International Non-Governmental Organizations. Moreover, the granting of these subventions must take account of the criteria laid down by the Executive Board. As a guide, the total of the subventions fixed by the twentieth session of the General Conference for the 1979-1980 biennium was US \$3,022,200, divided among the Sectors of the Secretariat, as follows:

Education	S 237.800
Natural Sciences and their Application to Development	632.200
Social Sciences and their Applications Culture and Communication	668.700
	1 .330.200
Copyright. Information Systems and Services. Statistics	162.300
Total	3,022,200

The total proposed in the Draft Programme and Budget, submitted to the General Conference at its twentieth session, amounts to US \$4,755,600 (1980-1983, that is. for three years).

#### 3.2 Contracts

The contracts are legally different to the subventions and obey different criteria.

The contract involves Unesco's payment of a certain sum to a non-governmental organization for a specific task defined in organization for a specific task defined in the Draft Programme and Budget, which this organization commist itself to executing. Contracts may be concluded with three categories. A, B, C, of non-governmental organizations as well as with any other organizations which does not have official relations with the Organization. Whereas the subventions are provided for in the Draft Programme and Budget, the contracts cannot be known in advance, since they are only negotiated between the Secretariat and the organizations after the Programme and Budget has been approved by the General Conference, notably on the basis of the degree of interest which an organization shows in such any given approved programme, as well as of the competence it displays.

#### 3.3. Participation Programme

The Participation Programme permits Un-esco to participate in the activities of States, intergovernmental organizations and international non-governmental or-ganizations which are in a position to contribute to the achievement of the objectives specified by the General Conference. It is worth while noting that in order erice. It is worth while flolling that in order to receive aid under the Participation Programme, the NGOs which have consultative status with Unesco must submit their request for aid to the Director-General of the Unesco through the government of the Member State on whose soil it is situated, Member State on whose soil it is situated, in the case of national activities. In the case of subregional, regional or interregional activities, the same procedure applies, the territory in question being either that on which the organization has its headquarters, or that on which the activity for which aid is being requested will be conducted.

#### 4. The dynamics of co-operation

Before bringing to a close this declaration of the objectives and modalities of the

1977-1978 Unesco concluded a total of 569 contracts with NGOs. for a total of US \$ 2,928,107, divided as follows:

Sectors	Number of contracts	Amount
Education	159	686,268
Natural Sciences and their Application to Development Social Sciences and their Applications Culture and Communication General Information Programme Copyright, Statistics and Programme Support	216 84 75 34 1	905,970 559.219 559.990 215,560 1,500
Total	569	2.928.107

NGOs' participation in the realization of Unescos's programmes, it would be advisable to emphasize that this co-operation is certainly one of the specific features of the system of relations existing between Unesco and the international non-governmental and subventions or conclude contracts with a view to carrying out activities from subventions or conclude contracts with a view to carrying out activities from specific programmes, or even take advantage of the possibilities granted them under the Participation Programme, it is important to note that the majority of these organizations contribute voluntarily to Unesco's programme, that is to say, in a totally disinterested way. At the same time, it is important to remember that an NGO's request for admission to consultative status is assessed by the Director-General, precisely according to the type of contribution it is likely to make to the realization of Unesco's objectives and programmes.

In this regard, it is advisable to point out that an NGO need not have official relations with Unesco to the able to co-operate with it, or even to conclude contracts for undertaking activities envisaged in the Organization's programme. On the contrary, the procedure for assessing a request for admission into one of the categories defined in the Directives is generally expedited when the organization seeking to gain official status can show, when its file is being examined, that it has previously co-operated with Unesco. This evaluation which takes place when an NGO seeks admission is accompanied by a systematic procedure whereby Unesco examines the contribution which it has received from non-governmental organizations in categories A and B during a specific period. Thus, every six years the General Conference receives from the Executive Board a report on the contribution made to Unesco's activities by the NGOs. This report, which includes an evaluation of the results obtained through subventions granted to NGOs, is carefully studied by the General Conference and is the subject of a recommendation providing for future co-operation.

#### IV. Geographical coverage and universality

While one of the prerequisites for establishing official relations with the NGOs is the participation in activities within Unesco's fields of competence, in conformity with the principles listed in the Organization's Constitution, another equally important prerequisite is the need for broad representation, at regional or international level

The Directives specify in this, respect that in order to qualify as a non-governmental organization with which Unesco may maintain official relations, an NGO shall fulfil the following conditions:

- That its membership includes a substantial proportion of the groups or persons interested in one or more of the activities falling within Unesco's competence: and that it has regular members in a sufficiently large number and variety of countries to permit it to act, as far as possible, as a valid representative of different cultural regions of the world; in the case of a regional organization, in the geographical or cultural sense of this word, that it has a sufficiently large membership to permit it to act as a valid representative of the whole of the region concerned y.

concerned ». Whereas Unesco included 44 Member States at its inception, membership now totals exactly 150. It is not surprising, therefore, that for several, years the General Conference has been increasingly urging NGCs to achieve the widest possible geographical extension, especially in the developing countries, and thus meet the requirements of international co-operation.

As a result, after examining the last sexennial report on the contribution made to Unesco's activities by the international non-governmental organizations, the General Conference, at its sixteenth session, reiterated its « hope that the application of the principle of geographical extension in relation to the membership and activities of the international non-governmental organizations will be further developed during the coming six years » and expressed the wish that « the international non-governmental organizations as a whole will increasingly reflect the cultural, intellectual and methodological diversity of the present situation of the world » (resolution 12, paragraphs 9 and 11). Out of the 2.676 NGOs listed in 1976 by the Union of International Associations, only 117 had their headquarters in Africa, 1,990 organizations have established their headquarters in Europe and 283 in North America. If we take into consideration the number of groups or individual attached to the NGOs (the average, for 2,112 NGOs which supplied a list of their members, being 28 groups or individual nembers per organization), the distribution by continent in 1977 was as follows:

Africa 8,603 or 14.5 % Latin America and the Caribbean Asia and Oceania Europe 26,628 or 45.0 %

59,226

With Unesco's assistance, the NGOs in categories A and B have been at pains to improve their geographical coverage in

Africa, Latin America and Asia, Although there has been some progress in this respect in recent years, particularly by the organizations receiving subventions, it is none the less inadequate. On the occasion of the 17th Conference of MGOs, held at Unesco House in June 1979, the Director-General submitted a document entitled a Preliminary study by the Secretariat of Unesco on the geographical extension of the international non-governmental organizations ». This document largely a result of the work of a group composed of representatives of NGOs and members of the Secretariat appointed by the Director-General of Unesco. The document includes a list of the principal obstacles which have hitherto prevented NGOs from extending their geographical coverage in accordance with the wishes expressed by the General Conference. In addition, it suggests activities which could be undertaken by the NGOs themselves with the assistance of Unesco, Member States and National Commissions to make the actual work of NGOs more consistent with the requirements of international conceptations.

international co-operation.

Among the obstacles identified, mention should be made of:

the fact that in a particular country, potential members do not exist or. in other cases, that there are several distinct groupings which sometimes have divergent or even conflicting points of view, the lack of financial resources, making it impossible for an NGO to communicate regularly with its members in various countries;

the highly specialized nature of a particular organization (which at times can be extremely useful to Unesco in carrying out its studies or programmes) preventing it from recruiting members in some countries;

the non-existence of, or in some cases, non-compliance with national legislation ensuring the right of expression and association.

These are some of the difficulties which the NGOs brought to the attention of the Director-General when, expressing the views of the General Conference, he laid stress on their geographical extension. Naturally, the reasons given above do not suffice, in every case, to justify the present situation; however, they clarify many aspects of it and afford some guidance towards solutions which, in the long term, would enable the NGOs to attain that truly universal scope which is indispensable to deffective co-operation with the organizations of the United Nations system. Since Unesco ascribes special importance to NGOs' co-operation in the preparation and implementation of its programmes, it is only legitimate that the Organization should expect NGOs to associate in their activities groups and qualified individuals from the vanous regions of

the world and belonging to the different cultures and civilizations.

In the light of experience, it is possible to single out a number of practical measures likely to contribute to a wider geographical extension of NGOs.

Firstly, the NGOs could be encouraged to devote part of their programme to activities likely to stimulate the interest and active collaboration of specialists in countries where they are not yet established.

Furthermore, the establishment of regional centres can be a decisive stimulus to the setting up of national branches in countries situated close to one another.

Co-operation between these regional centres and the regional bodies of Unesco may also play a part in establishing close contacts between various voluntary organizations, certain National Commissions and the Member States of a particular region.

At the national level, experience shows that NGOs' action can be greatly facilitated by enlightened assistance from the authorities of the countries in which these organizations wish to become established. The States might therefore consider what legislative or administrative measures would encourage the establishment of national groups of specialists on their territory and facilitate the linking of these associations to the international organization corresponding to their field of action. The adoption of liberal and democratic legislation governing non-profit-making associations which serve an educational, scientific and cultural purpose, facilities for the granting of passports, visas and foreign currency to persons responsible for the international contacts of such associations and finally, assistance with premises and administrative coats, are all measures that can be taken by Member States and are likely to contribute to an improvement in the geographical extension of NGOs.

Furthermore, several decisions by the General Conference and the Executive Board of Unesco, in addition to the recommendations of meetings between Secretaries of National Commissions and representatives of NGOs, have highlighted the particularly important role "hat National Commissions in the countries of Africa, Latin America and Asia can play in this field. Their action might, in particular, take the following forms:

Work of reflection and forecasting in order to advise the international secretariats of the NGOs on the choice of qualified persons who, in their countries, would be capable of taking responsibility for the establishment of organizations in the fields with which they are concerned.

Preparation of directories of all the associations which, in their respective countries, bring together specialists in the various fields of education, science, culture and communication.

Action taken by the National Commissions in forming associations of specialists in various disciplines, and steps taken by those Commissions with a view to attaching such organizations to already existing international NGOs.

Assistance provided by National Commissions in organizing regional or international meetings in their countries, particularly under Unesco's Participation Programme.

With regard to the role of the Secretariat of Unesco, the Director-General has always been at pains to take advantage of the various opportunities that have presented themselves to his collaborators on mission in the countries of Africa. Latin America and Asia, together with those in charge of the National Commissions, the means whereby collaboration with socioculturel, educational and scientific organizations can be developed. Such action could become systematic in the future, especially:

during the regional technical meetings organized by Unesco in the countries of Africa, Latin America and Asia;

during the visits to Unesco Headquarters of the Secretaries of the National Commissions of those countries; by persevering efforts on the part of Unesco's Regional Offices to decentralize cooperation with the NGOs.

In the past ten years, the establishment of NGOs of a regional nature has expanded to an unprecedented extent in the history of international relations. Although this phenomenon cannot be expressed in figures, for lack of accurate statistics, it should be noted that during that period Unesco alone, in its fields of competence, established official relations with more than forty NGOs in Africa. Latin America or Asia. These are organizations which meet the demand for greater effectiveness at the regional level, owing to links with neighbouring countries through geographical proximity, shared civilization or ideology, or identical economic and social structures. The existence of NGOs with a world-wide vocation in the same field is certainly not an obstacle to fruifful cooperation with these organizations. These are some of the measures that the Secretariat of Unesco and the NGOs might take or encourage, with a view to developing the influence exerted by the non-governmental sector of international relations. But such action and such measures can by no means rerv. . limit or hinder the initiative of the N-3Os themselves, nor can it jeopardize their autonomy which is the sine qua non of their existence. Government action, non-governmentental action and the action of Unesco should form a complementary pattern, each operating in its own sphere.

#### V. Resolutions of the general conference concerning non-governmental organizations

Among the resolutions adopted by the General Conference concerning non-governmental organizations, there are two which have prompted reactions on various lines. To avoid any possible misunderstanding in this connection, it is worth while including in this account a reminder of their purport, with the addition of some comments on their impermentation.

#### Unesco's contribution to peace and its tasks with respect to the promotion of human rights and the elimination of colonialism and residion.

of colonialism and racialism
At its sixteenth session, held in 1970, the
General Conference adopted resolution 8
concerning Unesco's contribution to
peace and its tasks with respect to the elimination of colonialism, in paragraphs 9
and 10 of which the Conference;

« Request the Director-General to undertake investigations of all international non-governmental organizations enjoying relations with Unesco, which have branches, sections, affiliates or constituent parts in the Republic of South Africa or Southern Rhodesia or Portuguese-dominated African territories, with respect to the practice of racial discrimination or racial segregation in their policies, activities, or membership or their co-operation in any way with the apartheid policy of the Government of the Republic of South Africa, and to report thereon to the Executive Board:

Calls upon the Executive Board to take the necessary measures, in the light of the Director-General's report, to break off, as from 31 December 1971, all relations with tose international non-governmental organizations, in respect of which it has not been established, to the satisfaction of the Board, that their branches, sections, affiliates or constituent parts in the Republic of South Africa, Southern Rhodesia or Portuguese-dominated African territories neither practise racial discrimination or segregation in their policies, their activities or in their membership, nor co-operate in any way with the Government of the Republic of South Africa in the latter's apartheid policy ».

Following the various investigations carried out by the Executive Board, and in implementation of the above-mentioned resolution, Unesco's relations were suspended, and have remained suspended, with 9 international non-governmental organizations; 2 in category B and 7 in category C.

In addition to the adoption by the General Conference at subsequent sessions of a number of resolutions in the same spirit as the original one. it should be noted that at its 88th session, in 1971. the Executive Board approved:

« as criteria for determining non-co-operation in racial discrimination or segregation in the Republic of South Africa, Southern Rhodesia or Portuguese-dominated African territories, the following directives:

- a clear statement by a non-governmental organization that its branch does not practise racial discrimination should be accepted;
- (it) a clear statement by a non-governmental organization that its branch does not co-operate with the policy of apartheid should be accept-
- (iii) where there is evidence that compliance with the law on racial discrimination and apartheid by a branch is only on the basis of « unwilling compromise » for example if the branch is open to all races and has made a public declaration against racial discrimination or has otherwise overtly demonstrated its hostility to apartheid that branch should be regarded as not co-operating with apartheid;
- (iv) where there is evidence that the branch, in spite of complying with the law on apartheid, continues its previous work among all races without any significant and harmful change in that work, the branch should not be regarded as co-operating with apartheid, especially if the work and the principles of the branch and the parent international non-governmental organization are in accord with the United Nations Declaration of the Rights of the Child or other fundamental human rights:
- (v) where there is evidence that the branch, in spite of complying with the law on apartheid, makes every effort to mitigate the effects of apartheid, it should not be regarded as co-operating with apartheid;
- (vi) if an international non-governmental organization which has a clause in its constitution forbidding racial discrimination states that its branch does not practise racial discrimination and that there is relevant information which cannot be disclosed because it is confidential or that it would not be discreet to give further information in view of the situation in the country, the international non-governmental organization's statement should be accepted as adequate

evidence that the branch does not co-operate with apartheid;

- where the international non-govemmental organization is unable to provide information as to whether its branch practises racial discrimination or co-operates with apartheid, the presence of a distinguished African of world renown on the Executive Body of the international non-governmental organization representing African interests should be an acceptable indication that the branch does not practise discrimination and does not cooperate with apartheid:
- (viii) where information on the branch is inadequate, but there is in the constitution of the international non-governmental organization a strong clause forbidding racial discrimination, the fact that national member bodies are required to subscribe to this clause should be acceptable evidence that racial discrimination is not practised by the branch and that there is no cooperation with apartheid ».

At the same session, the Executive Board decided that non-governmental organizations which consisted only of individual members in the territories concerned should continue to enjoy relations with Unesco.

The above-mentioned criteria were applied to the organizations which had co-operated in the investigation conducted by the Director-General taking account of the resolution of the General Conference. When considering applications for admission from non-governmental organizations the Executive Board continues to apply them.

#### 2. The question of China

At its 93rd session, in October 1973. the Executive Board, after considering the item on the agenda entitled « Question of international non-governmental organizations maintaining relations with Unesco and having branches, sections or members linked with the Chiang Kai-shek Clique », adopted decision 6.9, under paragraph 5 of which the Board; « Urges international non-governmental organizations which maintain relations with Unesco and in which bodies or elements linked with Chiang Kai-shek participate, having illegally usurped the name of China, to take measures to exclude them immediately and to break off all relations with tem ».

Under the same decision, the Executive Board invited the Director-General to communicate the decision to all non-governmental organizations maintaining relations with Unesco and to submit a report

on the subject to an early session of the Executive Board. The Board considered this question at its 94th and 95th sessions. At its eighteenth session, the General Conference, after examining an information document submitted by the Director-General on the same subject, adopted resolution 6.51, in which it:

« Urges all international non-governmentai organizations which maintain relations with Unesco and in which bodies or elements linked with Chiang Kai-shek still participate, having illegally usurped the name of China, to take measures to exclude them immediately and to break off all relations with them;

Invites the Director-General :

- (i) to communicate this resolution to all international non-governmental organizations maintaining relations with Unesco;
- to request the international nongovernmental organizations concerned to inform him of the action they have taken to comply with the resolution;
- iii) to submit a report on this subject to the Executive Board at its autumn session in 1975 ».

Subsequently, at its nineteenth and twentieth sessions, the General Conference adopted resolutions based on the original one, while for its part the Executive Board has periodically considered reports by the Director-General on the subject.

The two aforementioned resolutions gave rise to reactions along various lines on the part of non-governmental organizations.

They prompt the following additional remarks on the part of Unesco.

### On the question of racialism and apartheid

It is perfectly legitimate for the General Conference to be concerned about the attitude of the NGOs towards the principles laid down in Unesco's Constitution: the principles of dignity, equality and mutual respect of men and rejection of racial inequality.

When one examines the list of criteria established by the Executive Board for judging the extent to which NGOs having members in southern Africa comply with such principles, the least that can be said is that the Executive Board dealt with the matter in a serious and forthright manner as far as the NGOs were concerned. The attitude of both the Executive Board and the General Conference, respecting the difficulties inherent in particular situations, is in accord with the spirit governing the action taken by Unesco.

It reveals the Organization's concern for promoting action consonant with the ideals it proclaims, which must be subscribed to by anyone desirous of associating themselves with such action.

#### On the question of China

The resolutions dealing with the question of China refer back to resolution 2758 (XXVI) adopted by the General Assembly of the United Nations concerning the restoration of the lawful rights of the People's Republic of China and recognizing that the representatives of its government are the only lawful representatives of China to the United Nations.

While the relations between Unesco, an intergovernmental organization, and intergovernmental organization, and international non-governmental organizations must be based on respect for the independence and particular nature of every such organization, that does not prevent Unesco from asking NGOs to take voluntary action in pursuance of a resolution adopted by the General Conference, the Organization's supreme assembly. In that regard, it is important to note that the NGOs and Unesco do not have a contractual relationship. Even though the Directives adopted by the General Conference on various occasions refer to « arrangements » between Unesco and the NGOs, strictly speaking there are no contracts between the parties as such. The relations between the NGOs and Unesco derive from their acceptance of a series of obligations and advantages prescribed by the General Conference of the Organization, which retains full and exclusive control in the matter. Apart from the legal aspect, there is no doubt that the dialogue between Unesco and the NGOs on the question has contributed to strengthening mutual understanding and respect between the parties concerned that go beyond the question at issue.

In so far as the question itself is concerned, the very positive relations that have been established in recent years in the People's Republic of China by a sizeable number of NGOs which have developed co-operative relationships there in fields of Unesco's competence offer the likelihood that in time a positive solution will be found to the difficulties that have been encountered along the way.

#### VI. Conclusions

While, by the second half of the nineteenth century, international non-governmental organizations were already an important instrument in international relations, it was not until the end of the Second World War that Unesco, like the United Nations and the other Specialized Agencies, was born out of the desire of States to maintain world peace. The Preamble of Unesco's Constitution declares that « since wars begin in the minds of men, it is in the minds of men that the defences of peace must be construct-

ed ». Emphasizing further « that a peace based exclusively upon the political and economic arrangements of governments would not be a peace which could secure the unanimous, lasting and sincere support of the peoples of the world, and that the peace must therefore be founded, if is not to fail, upon the intellectual and moral solidarity of mankind », the same Preamble clearly assigns a role to non-governmental organizations within the very framework of Unesco.

The Directives concerning Unesco's Relations with International Non-Governmental Organizations subsequently set out the procedures under which they could contribute not only to the preparation but also to the execution of the Organization's programme.

Since the adoption of Unesco's Constitution, on 16 November 1945, the world has witnessed profound changes not only in the relations between men and societies but also in the fields of knowledge and material progress.

A process which is far from being completed has led to a radical change in the view the world has had of itself. The rapid emergence of new nations, the accession to independence of many peoples who had been under colonial domination, constituted notable events of the years that followed the establishment of the United Nations system. It is enough to recall that 51 States signed the Charter of the United Nations in 1945 and that today the Organization has 152 Member States; as for Unseco, it is now composed of 150 Member States. Thus, the international community has continued to grow, welcoming to its ranks more and more peoples who, a quarter of a century ago, were denied the very right to exist.

Concurrently with the emergence of new nations, the past few decades have been marked by the unprecedented growth of science and technology which have radically altered the face of the world. As a result of all of this, the potential now exists for eradicating the scourges that have always haunted mankind - disease, hunger and ignorance - and the mutual prejudice and mistrust among humans that they engender.

However, scientific and technological development which is pregnant with possiblities for radically improving the lot of mankind likewise carries within it the seeds of its own destruction. A growing proportion of the resources which humanity could use for improving and enhancing the quality of life are. In fact, used for inventing, producing and maintaining ever more sophisticated and lethal weapons of death and destruction. It is chilling to think of the cost of the arms race. 400 thousand million dollars per year, a figure far in excess of the amount spent on health and education by all the States of the world combined

For all of that, the world today is characterized by a fundamental unity, the interdependence of all countries and all peoples, conscious of the global nature of the problems that have to be solved. And yet, the interdependence of peoples and States does not generate a true feeling of solidarity and the illis affecting mankind continue to persist. If these sourges continue to strike whole populations, if injustice and oppression still continue to engender frustration and violence, the explanation lies in the fact that man has not yet attained a degree of awareness or acquired a capacity for organization that enables him to view himself, his mutual relations and his future except through a heritage limiting his horizons to his own community and his own immediate interests.

This situation is all the more serious in that States have extremely varied plans, priorities and means of action. They are up against all kinds of needs and pressures against all kinds of needs and pressures. They are guided by differing philosophies and, consequently. have different and even contradictory views about the future. The challenge facing the world today is to subordinate the individual interests which separate it to mankind's aspirations for unity. The world must also strive for a new unity. The world must also strive for a new balance, taking into account the specific hopes Of every individual and every people for a future which is consonant with the desires of all mankind. In the achievement of this end. Unesco. which is very much concerned with the ethical dimensions of international action, ethical dimensions of international action, has a major role to play. On account of its universal character and the very nature of its structure whereby all States, large and small, rich and poor, strong and weak, sit side by side on a level of equality. Unesco is particularly well paged to take a global view of world probplaced to take a global view of world problems and study them within that context. lems and study them within that context. In organizations like Unesco, States can more readily perceive their mutual interdependence, their deep solidarity, the need to seek solutions in common based on mutual benefit and the higher interest of the international community. Such solidarity would not be fully effective unless Unesco could count on the collaboration of international concentration. uniess these could count on the cola-boration of international non-governmen-tal organizations which, by virtue of the right of freedom of expression and asso-ciation they represent, add their influence to that exerted by governments in building a more just and interdependent world Thus. Unesco is more than ever anxious Thus, Unesco is more than ever anxious not only to preserve, but in future to increase, quantitatively and qualitatively, its co-operative relationship with international non-governmental organizations sharing the same concerns and the same

# STRASBOURG CAPITALE EUROPEENE DE L'ANNENE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPEES

par M. Monbeig-Andrieu



L'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé l'année 1981 l'Année Internationale des Personnes Handicapées sous le thème majeur « Pleine Participation et Eqalité ».

A cette occasion le gouvernement français a décidé d'organiser un vaste rassemblement sous le haut patronage du Président de la République. Il s'agissait de sensibiliser les organismes gouvernementaux, les fédérations et associations. Une vingtaine, des plus importantes, ont répondu à l'appel et organisent dans le même temps 16 colloques et congrès cependant que se tiendra le Salon Readapt'81, 5ème Salon International des Matériels des Techniques Modernes et de l'Environnement Social pour l'Aide à la Réadaptation ainsi Que diverses autres expositions et manifestations.

Cette opération est désignée sous le nom de Semaine Internationale de la Prévention et de la Réadaptation. Strasbourg a été choisie pour l'accueillir du 19 au 23 mars 1981.

Sa vocation de carrefour européen, le siège d'instances européennes, la volonté de ses élus, ses capacités d'accueil ont constitué, à l'heure du choix, autant d'atouts décisifs pour la capitale alsacienne.

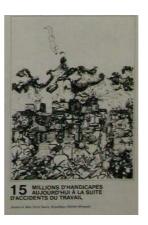
La Semaine Internationale apparaît comme une opération exemplaire. En rai-

son d'abord de la grande cause morale qu'elle soutient. En raison ensuite de la mobilisation qu'elle implique à tous les niveaux des rouages administratifs et associatifs. En raison enfin de la complexité technique résultant de l'organisation d'une manifestation de cette ampleur.

Le premier problème consiste dans la coordination à assurer entre les organisateurs des colloques et congrès :

- l'Organisation Mondiale de la Santé qui organise un symposium.
- le Conseil de l'Europe, une conférence,
- le B.I.T., une réunion
- Le Ministère de la Santé et de la Sécurité Sociale et l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, un colloque scientifique International.
- Le Centre Technique National d'Etudes et de Recherches sur les Handicapés et les Inadaptés, des journées d'études.
- le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques, une conférencedébat et une exposition photos.
- La Fédération Nationale de Cardiologie un colloque,
- le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment et la Gazette des Communes, un colloque.

- La Société Française de Médecine du Sport, un colloque,
- Le Comité Français d'Audiophonologie. la Société Scientifique d'Audioprothèse, l'Union Nationale pour l'Insertion des Déficiences Auditifs et le Bureau de Coordination des Associations de Devenus Sourds et mal Entendants, un colloque.





450 millions de personnes, 10% de la population mondiale, souffre d'une infirmité quelconque. Une société qui les rejette les prive de leurs droits mais aussi se pritve de leur potentiel productif.

Dessin du Ham Georg Rauch, République fédérale allemande

Annëe Internationale des personnes handicapées, 198

- La Fédération Française Handisport, 8ème Journée Nationale Médicale d'Etudes,
- l'Association des Personnes de Petite Taille, un colloque,
- la Société Française 'de Médecine du Trafic, XXIIèmes Assises Nationales sur les Accidents et le Trafic.
- l'Union des Transports Publics. Urbains et Régionaux, un colloque,
- l'Association des Paralysés de France, une réunion d'étude.

La coordination était également à étendre aux autres manifestations prévues au cours de la Semaine Internationale: le Salon Réadaptišton Internationale: le Salon Réadaptišton -qui a donné, notons le au passage, son emblème aux Nations Unies pour l'Année Internationale -, les rencontres sportives internationales de Hand-ball, basket ball, tennis de table, tir à l'arc, natation, réalisées par la Fédération Handisport ainsi que différentes expositions. L'une est organisée par neuf départements ministériels : elle débute à Strasbourg et se déplacera ensuite dans 24 villes au cours de l'Année Internationale; deux expositions photographiques. L'une de l'UN.E.S.C.O., l'autre de l'UN.I.C.E.F. l'accompagnent ainsi qu'une exposition d'affiches et différentes expositions artis-teuer.

Le programme de la Semaine comprend également des visites techniques de différents d'ablissements hospitaliers d'Alsace tout à fait remarquables pour les membres des corps de santé participant aux colloques et une animation locale pour le public, personnes valides et handicanés.

Pour préparer cette vaste opération un véritable état major a été mis en place au Cabinet du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale dont l'animatrice est le Docteur Lina Lefévre Paul, Secrétaire Général de l'Année Internationale des Personnes Handicapées et du Comité Français d'Education pour la Santé.

Trois sociétés prestataires interviennent pour la réalisation technique : P.G. Promotion pour l'édition et la publicité. Programme pour les Relations Presse et C.E.S.V. pour la logistique, l'organisation des réunions et du Salon, le transport et l'hébergement des participants et invités.

Une structure avait été mise en place régionalement par la création de Comités Départementaux pour l'Année Internationale, ceux-ci interviennent pour la Semaine Internationale et particulièrement celui de Strasbourg qui, sous la conduite du Préfet est responsable de l'accueil et de l'animation.

Les problèmes techniques posés sont l'échelle de l'importance de la manifestation. Tout a dû être mis en œuvre pour faciliter l'accueil des personnes handicapées, l'accessibilité, le recensement de toutes les chambres d'hôtel adaptées, es alles. Le nombre des salles néces-aaires impose d'utiliser non seulement le magnifique ensemble du Palais de la Musique et des Congrès (par ailleurs accessible aux handicapés mais aussi le plus grand hall du Parc de Wacken qui couvre 18000 m² et accueille la Foire de Strasbourd)

La campagne d'information a dû être concue pour un public exceptionnelle-



40 MILLIONS D'HANDICAPES À LA SUITE D'ALCOOLISME CHRONIQUE ET D'ABUS DE LA DROGUE

ment large. Le premier public est celui, médical et spécialisé, attiré par les colloques scientifiques; plusieurs dizaines de milliers de personnes en France et à l'étranger ont été contactées. Le second public comprend les représentants des services public, des collectivités locales, les architectes, aménageurs, transporeurs, les industriels concernés à la fois prévention et de fabrication des matériels spécialisés ou d'usage courant mais adaptés aux handicapés, les commerçants assurant leur distribution. Le troisième public regroupe celui des handicapés - une personne sur 20 en France leurs parents et nous œux concernés par

les problèmes de prévention et de réhabilitation; ce public procure les quelque 20.000 visiteurs de chacun des précédents Salons Readapt à Paris.

Le milieu associatif est naturellement au premier rang des cibles de l'information. Les puissantes associations et fédérations présentes comme la Fédération de Cardiologoie qui regroupe 22 associations régionales, la Fédération Handisport qui compte plus de 200 clubs servent de courroie de transmission mais l'information a aussi été diffusée auprès de plus de 300 associations d'handicapés sans compter les associations locales et régionales plus spécialement orientées vers le problème d'accueil et d'animation durant la Semaine Internationale.

Afin de mener à bien ce considérable effort et d'en tirer tout le Parti possible au profit des personnes handicapées deux équipes de Presse ont été mises en place qui travaillent ensemble de façon complémentaire.

L'équipe de Presse C.E.S.V. organisera dans le cadre du Salon Readapt une série de tables nordes, tous publics, de manière à percevoir et formuler la somme d'informations recueillies pendant la Semaine pour la rendre directement utilisable par les différents médias et les représentants des publics précédemment cités. La seconde équipe assurera à la synthèse des travaux des colloques et sera chargée de leur communication, localement pendant la Semaine puis à travers toute la France utiférieurement. La plupart des chaines radios et Télévision assureront la couverture de l'événement sur place, ainsi que les grands quotidiens, la presse régionale et la presse spécialisée.

C'est pourquoi, soulignons-te, la Semaine Internationale est exemplaire, elle vise à rassembler un vaste public composé de plusieurs catégories socio-professionnelles mais mobilisées sur un thème d'intèrêt commun.



Une telle initiative est à méditer en raison de la générosité de l'œuvre entreprise mais aussi de l'ouverture qu'elle offre dans l'organisation des grandes conférences et congrès trop souvent repliés sur eux-mêmes et sans contact avec les populations auxquelles ils pourraient apporter des sources appréciables de culture, d'informations et de contacts.

Strasbourg, peut ajuste titre s'enorgueillir d'accueillir une si prestigieuse manifestation dont on peut espérer qu'elle servira de modèle à beaucoup d'autres.

## LE PREMIER SIECLE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE 1815-1914

L'APPORT DE LA BELGIQUE

par G.P. Speeckaert



Une histoire passionnante de tout ce que des citoyens belges ont apporté à la construction du monde internationalisé dans lequel nous vivons aujourd'hui. C'est dans les domaines les plus divers que ces pionniers ont exerce leur action : La paix, le droit, l'action sociale, le syndi-

calisme, l'éducation, le commerce, l'éco-nomie, l'administration publique, les sciences, la technique, la documentation.

Un ouvrage de 192 pages et 60 illustra-tions publié par l'Union des Associations Internationales à l'occasion du Forum des

associations transnationales/internationales. Bruxelles, juin 1980. Vol. nº 1 das la « Collection » Racines nationales de la coopération internationale. ISBN 92-834-1244-1, UAI. rue aux Laines 1, 1000 Bruxelles.
Prix: 350,-FB TVA et port compris.

A: UAI, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique.

## **BON DE COMMANDE**

Prière d'envoyer :

exemplaire(s) du PREMIER SIECLE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE 1815-1914. L'APPORT DELA BELGIQUE, au prix de FB 350,- TVA et port compris.

NOM : ....

ADRESSE :.....

Mode de paiement :

BRUXELLES: Compte chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48, rue de Namur, 1000 Bruxelles. GENEVE: Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union de Banques Suisses. PARIS • Par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord, boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

42 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. 1/1981



## LE PALAIS DE LA MUSIQUE ET DES CONGRES DE STRASBOURG

Inaugure en octobre 1975, le Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg est situé dans un espace vert de 7 hectares, à 10 minutes à pied du centre ville.

D'une grande beauté architecturale, il réalise l'harmonieuse symthèse de l'esthétique et du fonctionnel et favories l'organisation des manifestations les plus diverses, dans une atmosphère de confort et de détente : congrès, colloques, symposia, conférences, réunions, séminaires, assemblées générales, mais aussi concerts, spectacles classiques et de variétés, ballets, défiles de mode, expositions, etc...

Une grande salle de 2000 places et de nombreuses autres salles de 25 à 500 places, modulables selon besoins, permettent d'accueillir 3 200 congressistes au total. Tous ces locaux bénéficient de l'équipement technique le plus complet : matériel audiovisuel, systèmes de traduction simultanée en 3, 4 ou 5 langues, sudios de radio et de télévision, régie sonvidéo en circuit fermé avec diffusion possible par zone d'activité, enregistrement des débats, tous systèmes de projection de films et de diapositives, cabine spéciale de rétro-projection, dispositif de recherche de personnes. La qualité acoustique du grand auditorium de 2 000 places en fait l'une des meilleures salles d'Europe.

Pour le confort des congressistes, 4 bars, une banque, une boutique cadeaux et de spacieux foyers se répartissent sur deux niveaux. La Galerie de Marbre du Palais peut accueillir jusqu'à 1 000 convives quelle que soit la forme de restauration souhaitée: cocktail, buffet, banquet, d'îner de gala, soirée dansante.

La décoration intérieure a fait l'objet d'un soin particulier. Des fresques murales, des bas-reilers, des sculptures, un jardin d'hiver et un mobilier contemporain forment un ensemble des plus harmonieux. Outre ses installations perfectionnées, le Palais offre aux congressistes un service spécialisé dans l'organisation des congrès qui prend en charge, sur demande, soit partiellement, soit totalement, toutes les prestations qui contribuent à la réussite d'une manifestation (programmes pour les accompagnants, documentation, séjour pré- ou post-congrès).

Est-il besoin d'évoquer le charme de l'Alsace, sa gastronomie réputée, ses vignobles, ses villages pittoresques, ses traditions ? Strasbourg, la capitale alsa-

cienne, ville de rencontres au carrefour de l'Allemagne, de la Beligique, du Luxembourg et de la Suisse, à deux pas des Vosges et de la Forêt Noire, est aujourd'hui le siège du Conseil de l'Europe, de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, de la Fondation Européenne de la Science et le lieu de réunion du Parlement Européen. Sous l'impulsion de son président, M. Germain Mulfer, de M. Rodolphe Beyler, Directeur Genéral et de M. Georges Netter, Directeur des Relations Extérieures, le Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg, se classe aujourd'hui 2éme en France après Paris et 13éme au monde quant au nombre des manifestations internationales qui s'y tiennent.

Parmi les congres nationaux ou internationaux qui ont choisi Strasbourg, l'on peut citer :

Assises Nationales du C.N.P.F., Colloque Européen des Amitiés Médicales, Journées Nationales de Dermatologie, Conférence Internationale sur les Polyuréthanes. Congrès de la Fédération Nationale des Promoteurs-Constructeurs. Congrès National de l'Association Technique des Nigenieurs des Villes de France, Congrès National des Pharmaciens de France. Congrès National des Pharmaciens de France. Congrès de l'Union Européenne de Judo, Symposium de Chromatographie Liquide. Congrès de la Confédération Nationale des Administrateurs de Biens. Congrès de la European Society of Neuroradiology,

La grande salle du Palais des Congrès - 2.000 places.

Congres Mondial de Navigation Intérieure, Congrès National des Experts Immobiliers. Congrès Accueil des Villes de France, Congrès National de la Mutualité Française. Congrès National de la Mutualité Française. Congrès National de la Carrosserie, Conclave Général des Pays de Langue per la Congrès National de la Carrosserie, Conclave Général des Pays de Langue de Contact Congrès Française de l'Ordre Rosicruciens - Amorc. Cercle du Conteneur et du Transport Intermodal, Congrès Française de Gymnastique, Congrès Leropéen de Contactoigie Médicale. Congrès National de la Droguerie Française, Colloque Français de Navigation Fluviale. Congrès de l'Union Nationale de la Propriété Immobilière. Congrès de la Propriété Immobilière. Congrès de la Propriet de Nationale des H.L.M., Congres de la Fédération Nationale des Reinaleure, Congrès de la Fédération Nationale des Rosissons. Symposium International des Roissons. Symposium International de Senoissons. Symposium International de Senoissons.



TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 1/1981 45

### LE TOURISME DANS LE DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

par Renaud Jautzy \*

### Des atouts et des handicaps

Notre région dispose incontestablement d'atouts réels sur le plan touristique : sa situation géographique ; ses infrastructures de communications : ses richesses naturelles, architecturales et artistiques : ses possibilités de loisirs sportifs et culturels ; sa gastronomie, etc. En se référant aux conclusions du rapport réalisé en 1974 à l'initative de l'OEDA sur le tourisme en Alsace, il faut rappeler que la clientelle touristique de notre région se caractérise par une moyenne d'âge relativement élevée (50 % des chefs de ménage en vacances en Alsace ont plus de 40 ans) ainsi que par un inveau social assez haut. Les étrangers ne constituent que le cinquième des touristes ; les Alsaciens représentent 13 % de le cinquième des touristes ; les Alsaciens représentent 13 % de le cinquième des touristes ; les Alsaciens représentent 13 % de le cinquième des touristes ; les Alsaciens représentent 13 % de le cinquième des touristes ; les Alsaciens représentent 13 met de la région parisienne et du Nord. Parmi les raisons qui ont motivé le choix de l'Alsace comme lieu de vacances, quatre sont prédominantes : le caime, l'air pur, la beauté des paysages et le dominantes : le calme, l'air pur, la beauté des paysages et le

- dominantes : le calme, l'air pur, la beauté des paysages et le folklore.

  Depuis quelques années, le phénomène touristique est marqué dans le département par deux tendances de plus en plus nettes :

  la multiplication des séjours de courte-durée, notamment en déhors de la haute saison ;

  l'essor des produits du tourisme en milieu rural qui pousse la clientèle tout à [a fois vers la découverte du milieu naturel, la renaissance des traditions culturelles régionales et une pratique sportive plus intense.

Environnement et qualité de la vie

D'une manière générale, les touristes attachent de plus en plus d'importance à l'environnement et à la qualité de la vie qui est devenue une exigence sociale. Il apparaît d'ailleurs que l'évolution économique confirmera cette orientation au cours des années a venir en obligeant les professionnels du tourisme à tenirecement. tenir compte

- d'une part, de la place de plus en plus importante des loisirs dans la vie des Français qui bénéficieront sans doute de pério-

dans la vie des Français qui bénéficieront sans doute de pério-des de congés plus étendues ;

- et, d'autre part, de la crise de l'énergie et de ses conséquen-ces sur le budget des vacanciers.

Il importera donc de fàciliter l'accès aux vacances et aux loisirs à une population de plus en plus large de tous âges et de toutes classes.

Il sera tout aussi essentiel de protéger notre espace, et donc d'utiliser au maximum d'une manière polyvalente les équipe-ments existants.

Seul un « tourisme adapté » saurait être bénéfique à la fois à la population locale et aux touristes. Tout manquement à cette règle risquerait de provoquer un déséquilibre dangereux.

Directeur de l'Office Départemental du Tourisme du Bas-Rhin

## Pour préparer vos séjours en Alsace-Bas-Rhin

## adressez-vous à :

L'Office Départemental du Tourisme du Bas-Rhin

47, rue du Maréchal Foch 67000 STRASBOURG

Tél.: (88) 35.56.26 - Telex: 880 198 F



## Les Réunions Internationales... quelques chiffres

## International Meetings... some figures

par/by Gh. de Coninck

### Introduction

Depuis 32 ans, l'Union des Associations Internationales, établit chaque année, à l'intention de ses membres, un relevé statistique des réunions internationales tenues dans l'année écoulée.

Ces statistiques sont établies sur base d'informations recueillies par le Département Congrès de l'Union des Associations Internationales et sélectionnées suivant des critères constants, ceci afin de maintenir la comparabilité et les possibilités d'analyse.

Sont prises en considération : les réunions organisées et/ou patronnées par les associations internationales reprises dans l'«Annuaire des Organisations Internationales» et dans le « Annual International Congress Calendar » c'est à dire : les assises de leurs principaux organes, congrès, sessions régionales (groupant plusieurs pays), symposia, colloques, etc... ainsi que certaines réunions nationales à large participation internationale, organisées par les branches nationales des OING.

Sont exclues des statistiques, les réunions purement nationales, les cérémonies/manifestations à caractère essentiellement religieux (pèlerinages, offices...), didactiques (cours...), politiques (rassemblements...), commercial (foires...), sportifs (compétitions...) ainsi que les réunions très limités, en ce qui concerne la participation : sessions régulières de comités.

### Introduction

For the past 32 years, the Union of International Associations has undertaken, for the benefit of its members, statistical studies on the international meetings that took place worldwide in the preceding year.

The statistics are based on information collected by the UAI Congress Department and selected according to very strict criteria maintained for the last Years, this enabling meaningful comparison.

Meetings taken into consideration include those organized and/or sponsored by the international organizations which appear in the Yearbook of International Organizations and in the Annual International Congress Calendar i.e. : the stitings of their principal organs, congresses, conventions, symposia, regional sessions grouping several countries, as well as some national meetings with international participation organized by national branches of international associations.

Are excluded from the UAI figures: purely national meetings as well as those of an essential religious, didactic, political, comercial, sportive nature such as religious gatherings, courses, party conferences, fairs, sales meeting, contests etc... are also excluded: meetings strictly limited in participation such as committees, group of experts etc... most of those being held at an intergovernmental level and taking place mainly at the head-quarters of the large IGO's in New York, Geneva. Rome. Vienna, Brussels etc...

groupes d'experts, etc... particulièrement nombreuses au ni-veau intergouvernemental. Ces réunions se déroulent généra-lement au siège même des grandes OIG à New York. Genève, Rome, Bruxelles, Vienne... A titre d'exemple, il est intéressant de noter, qu'en 1980, les nombres suivants de journées de réunions de ce genre ont été enregistrés :

aux Nations Unies à New York :

aux Nations Unies à Genève : 5060

la Commission des Communautés Européennes à Bruxelles : a 6500 (ce dernier chiffre ne concerne pas les réunions tenues au Conseil des Ministres, au Comité Economique et Social de la CEE et autres organismes européens établis à Bruxelles).

### Des chiffres records pour 1980

Les principaux chiffres se rapportante l'année 1980, indiquent par rapport à 1979, une nette augmentation de 10,8 % du nombre de congrès internationaux organisés à travers le monde.

Soit un total de 4812 réunions réparties de la facon suivante :

Océanie : 90. Afrique: 152 Asie : 500. Amérique: 816. Europe: 3254.

Les principales villes hôtes étant en : Océanie : Sydney et Melbourne; Afrique : Dakar et Nairobi;

Asie : Tokyo, Manille, Singapore, Bangkok, Hong Kong et Jérusalem:

Amérique : New York, Washington, San Francisco, Montréal, Mexico et Buenos Aires:

Europe : Paris. Londres, Genève, Bruxelles et Vienne. Ces der-nières villes viennent également en tête du classement mondial.

Les principaux pays hôtes, sont dans l'ordre : France, Royaume Uni, USA, République Fédérale d'Allemagne, Suisse et Bel-

Les principaux mois de congrès sont : Septembre : 647 réunions. Juin : 608.

Le nombre moyen de participants à ces congrès ne dépasse pas les 500.

En ce qui concerne l'année 1981, d'après les informations déjà recueillies par l'UAI, il semble que la progression du nombre total de congrès se poursuive tandis que le nombre de participants reste statu quo.

Le détail de ces statistiques est publié sous forme de brochure distribuée exclusivement aux membres associés de l'UAI. Pour renseignements complémentaires à ce sujet, prière de contacter le département congres de l'UAI.

For example it is interesting to note that, in 1980, the following number of meetings of this type have been recorded (1 meeting = 1 day):

at the UN in New York 3640

at the UN in Genève 5060

6500

(this last figure do not include the meetings held at the other EEC bodies such as Council of Ministers, Economic and Social Committee etc...)

### Record figures for 1980...

at the EEC commission in Brussels :

The figures for 1980 indicate, in comparison with 1979, a distinct increase of 10.8 % in the total number of international congresses organized throughout the world.

The total sum of 4.812 may be breakdown as follows :

Australasia: 90. Africa: 152. Asia: 500. America : 816. Europe : 3.254.

The principal host cities for these meetings include :

in Australasia : Sydney and Melbourne:

in Africa : Dakar and Nairobi

in Asia : Tokyo. Manila, Singapore, Hong Kong, Bangkok and

in America : New York. San Francisco, Washington. Montreal. Mexico and Buenos Aires

in Europe : Paris, London, Geneva, Brussels, Vienna, etc.... On a wolrdwide base, these cities are also leading our classification.

The principal host countries being : France, United Kingdom. USA, Germany Fed Rep, Switzerland and Belgium.

The most popular month of congresses proved to be again ; September with 674 meetings and June with 608 meetings.

The average number of participants was in the region of 500.

As far as 1981 is concerned from the information already collected by UAI, it seems that the number of meeting will continue to increase while the number of participants remains equal.

The distribution of the complete set a tables is restricted to the UAI Associate members; further information can be obtained from the Congress Département.

# Répartition géographique des réunions internationales par continent, pays et ville en 1979

# Geographical distribution of international meetings bu continent, country and city in 1979

AFRICA		A	AMERIC	Α	
ALGERIA	2	ARGENTINA	24	MARTINIQUE	2
CAMEROON	3	Buenos Aires	22	MEXICO	32
CENTRAL AFRICAN EMP.	1	Others	2	Mexico City 22	
		BAHAMAS	3	Others 10	)
CONGO EGYPT	8	BARBADOS	1	NEW CALEDONIA	1
ETHIOPIA	3	BOLIVIA	4	NICARAGUA	2
GABON	2	BRAZIL	19	PANAMA	10
IVORY COAST	4	Rio de Janeiro	9	PARAGAUY	2
KENYA	13	CANADA	114	PERU	3
LIBERIA	1	Montreal	28	PUERTO RICO	7
MADAGASCAR	1	Ottawa	16	TRINIDAD	1
MALI	1	Toronto	26	URUGUAY	4
MAURITANIA	1	Vancouver	11		
MOROCCO	13	Others CARIBBEAN REG	33	USA Atlanta 19	491
MOZAMBIQUE	1	CHILE	5	Boston 13	
NIGERIA	8			Chicago 25	
SENEGAL	12	COLOMBIA	14	Houston 12	
SOUTH AFRICA	3	COSTA RICA	4	Los Angeles 10 New Orleans 10	
SUDAN	5	ECUADOR PED	2	New York 78	
TANZANIA	4	EL SALVADOR	6	San Francisco 23	
TUNISIA	î1	GRENADA	1	San Diego 13 Washington 38	
		GYATEMALA	3	Others 250	
UPPER VOLTA	1	GUYANA	2	VENEZUELA	15
ZAMBIA	1	HAITI	1 2	OTHERS	9
OTHERS 119	16	HONDURAS JAMAICA	4	793	
119		JAMAICA	4	793	
AUSTRALASIA				ASIA	
AUSTRALIA	56	BANGLADESCH	4	IRAN	2
Melbourne 14		BURMA	1	ISRAEL	107
		CHINA	1	Jerusalem 43	
					•
Sydney 10	•		36	Tel Aviv 3	4
Sydney 10	2 1	HONG KONG INDIA	51	Others 32	
Sydney 10			51 21	Others 32 JAPAN	78
Sydney 10 Fûl 22 NEW CALEDONIA NEW GUINEA	1 3	New Delhi Others		JAPAN Kyoto 9	
Sydney 10 FÜI 22 NEW CALEDONIA	1	INDIA New Delhi	21	JAPAN	

<sup>50</sup> ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 1/1981

KOREA REP		9	SAUDI ARABIA		2	THAILAND	27
LEBANON		1	SEYCHELLES		1	Bangkok 22	
MALAYSIA		13				Others 5	
NEPAL		1	SINGAPORE		37	TRINIDAD	1
PAKISTAN		3	SRI LANKA		6	UNITED ARAB EMIRATES	3 2
PHILIPPINES		58	SYRIA		6	OTHERS	14
Others	4		TAIWAN		1	479	
Others	-		TAIVAIN			413	
			EUROPE	=			
AUSTRIA		137	Munich	21		PORTUGAL	33
Innsbruck	10		Others	123		Lisbon 24	
Salzburg Vienna	25 81		GREECE		31	Others 9 RUMANIA	8
Others	21		Athens	23	31	KUWANIA	0
BELGIUM	-1	224	Others	8		SPAIN	71
Brussels	148		HUNGARY		43	Barcelona 17	
Liege	26		Budapest	33		Madrid 28	
Others BULGARIA	50	17	Others ICELAND	10	1	Others 26 SWEDEN	60
CYPRUS		4	IRELAND		34	Stockholm 38	50
CZECHOSLOVA	AKIA	119	Dublin	33	3 <del>4</del>	Others 22	
Bratislava	11		Others	1		SWITZERLAND	266
Prague	39		ITALY		176	Geneva 152	
Others	69		Florence	21		Lausanne 13	
DENMARK		39	Milan	13		Others	80
Copenhagen	53		Rome Others	58 84		TURKEY	13
Others FINLAND	36	47	Ouicis	0-7		UK	412
Helsinki	22		LICHTENSTEIN	l	1	Brighton 18	
Others	25		LUXEMBOURG		10	Cambridge 17	
FRANCE		453	MALTA		4	Others 168	
Lyon	20		MONACO		17	USSR	29
Paris	225		NETHERLANDS		90	Moscow 14	
Strasbourg	40		Amsterdam	34		Others 15	64
Others GERMAN DEM F	168 PED	16	The Hague Others	13 43		YUGOSLAVIA Belgrade 21	61
BERLIN EAST	VLC.	3	NORWAY	40	29	Others 40	
BERLIN WEST		69	Oslo	15			
GERMANY Fed	l Rep	210	Others	14		Country not specified	
Cologne	13		POLAND		45	in Europe	62
Dusseldorf	10		Warsaw	24			
Hamburg	33		Others	21		2884	
			Total				
			AFRICA		119		
l			AMERICA		793		
			ASIA		179		
			AUSTRALASIA EUROPE		70 2884		
			4345		*		



## **ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONOLES 16-18**

## **8éme SUPPLEMENT** Changements d'adresse et/ ou de nom

## 8th SUPPLEMENT Changes of address and/ or name

This supplement of the Annuaire des Organisations Internationales. 16-18th edition

1 ' THE NAME(S) OF ORGANIZATIONS : The names are given below in English and

French. Where names in other languages have been modified, they will also be

found. It they are not there, such names have not been changed. Such changes

are given immediately after the entry number in the Yearbook and preceded by:

« nouveau nom ».

2' THE ADDRESSES OF ORGANIZATIONS: The new address is given m the place of the old. When there are several addresses for the same organization, those which do not change are not indicated. The indication « Derniére adresse

connue » followed by the name of a city indicates that the address mentioned in the Yearbook is no longer valid and that efforts are being made to locate the new address.

3' NAMES OF SECRETARIES GENERAL (SG), Presidents (Prest recently nomina-

4' DISSOLVED ORGANIZATIONS (« Dissoute ») and those which are provision nally dormant (« En veilleuse ») are appropriately indicated.

l'anglais ont été modifiés, on les trouvera également indiaqés. S'ils ne sont pas repris ci-dessous, c'est qu'ils n'ont pas subi de changement. Ces modifications sont annoncées immédiatement apres le numéro de rubrique par les mentions « Nouveau nom ».

4' LES ORGANISATIONS DISSOUTES et celles orovisoirement sans activité

## Section A

A 0122 (Secrétaire general) Association des universités du Common wealth

Association of Commonwealth Universities (ACU)

A 0138 Société nordique de réadaptation

Nordic Society for Rehabilitation

Sec Ellika Ljunggren. c/o SVCR, Box 303. S-161 25 Bromma. Suéde.

A 0155 Association des chimistes analytiques officiels
 Association of Official Analytical Chemists (AOAC)
 Directeur exécutif David MacLean. Suite 210. 1111 N 19th Street. Arlington VA 22299. Etats-Unis.

A 0174 Association des statisticiens de l'athlétisme Association of Track and Field Statisticians (AFFS) SG Andree Hutzable. 78 Toynbee Road. London SW20 8SR. Royaume-Uri. Près RoDm Sparks. 27 Mayfair Avenue, Worcester Park. Surrey KT4 7SH/GB. Royaume-Uni.

### A 0358 Conseil consultatif de la recherche aéronautique pour le Common-

h boonwealth Advisory Aeronautical Research Council Sec Rd Hillary. do Ministry of Defence. Marn Building. Room 2115. White-hall. London SW1A 2HB. Royaume-Uni.

A 0388 (Noms et adresse) Association d'éducation comparée en Europe Comparative Education Society in Europe (CESE) - Gesellschaft für verglei-Ohende Erziehungswissenschaft in Europe Sec-Très Herk van Daele. Rue de la Concorde 51.1050 Bruxelles. T. (02) 5131734. Tx 21.504.
Près pas de changement.

Sec David Bardach. 62 La Guardia Street. P O Box 29703 Tel Aviv Israel. T. (03)740811.

0640 (secrétaire général) Comité des associations européennes de fonder (CAEF)

Committee of European Foundry Associations SG Aurele Maulvault.

1' LE(S) NOM(S) DES ORGANISATIONS. Les noms sont donnes ci-dessous en français et en anglais, parfois en anglais seulement pour la section S (comme dans l'Annuaire). Lorsque des noms en d'autres langues que le français et

2' LES ADRESSES DES ORGANISATIONS. La nouvelle adresse est donnée a la place de l'ancienne: lorsqu'il y a plusieurs adresses pour une môme organisation. les adresses qui ne changent pas ne sort pas periores. L'indication « Demiére adresse connue » suivie d'un nom de ville, signifie que l'adresse montionnée

dans I Annuaire n'est plus valable et que nous sommes a la recherche de la domi

3' LES NOMS DE SECRETAIRES GENERAUX (SG). Présidents (Près) récer

A 0409 Conférence des organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Status with EC-

Secrétariat Case postale 2B, 1 rue de Varembé. CH-1211 Genève 20. Suisse.

A 0462 Conseil de coopération douanière (CCD1 Customs Co-operation Council (CGC) SG Sir Ronald Radford. 26-36 rue de l'Industrie. B-1040 Bruxelles. Bel-gique.

A 0548 Fédération européenne pour l'éducation des adultes (FEECA) European Association for Catholic Adult Education

Secrétariat Tumseestr. 24. Bildungshaus, 0-7800 Freiburg i. Brisgau Allemagne Rep. Fed.

## A 0585 Association européenne des programmes dans les études pour les ses de santé lean Association of Programmes in Health Services Studies Dir P C Berman. 1 Canton Villas. Shelboume Road. Dublin 4. Irlande.

A 0591 Fédération baptiste européenne European Baotist Fedération Sec-Três Knud Wümpelmann, Laeroalsôade 7. DK-2300 Copenhagen S. Danemark.

A 1009 (nom) Société Internationale d'hibernation International Hibernation Society A 07:12 Alliance évengélique européenne European Evangelical Alliance Sec pas de changement Pres Rev A Morgan Derham. 50 Portland Place. London WIN 3DG A 1094 (président) Association interaméricaine de la presse A 0738 Federation européenne des fabricants da produits réfractaires European Federation of Manufacturers of Refractory Products Prés George geebe. Sec F. Burger. Veroandder Schweiz. Keram. Industrie. Postfach 151.8032 Zurich. Suisse. A 1109 Société internationale pour le transport de transcon International Comnany for the Transport by Transcontainers (INTERCONTAINER) Margarethenstrasse 38, CH-40OB Basel. Suisse. A 0739 (president) Confédération européenne pour la thérapie physique European Confédération tor Physical Therapy SG pas de changement Près Edmond Simon, rue des Garennes 17, B-1170 Bruxelles. Belgigue. A 1112 (nom) Comité intergouvememental pour les migrations (CIM) Intergovernmental Committee for Migration (ICM) - Comité interguberna para las Migraciones A 0760 Fédération européenne des organisations des détaillants en tabacs (FECOT)
European Federation of Tobacco Retail Organizations
SG Hans-Wenner Schönfeld. Grosse Str. S3 D. D-2100 Hamburg 90. Allemagne Rep. Fed. A 1115 (president) Comité intergouvernemental du droit d'auteur Intergovernmental Copyright Committee Prés Ndene Ndiaye. A 0795 Ligue européenne contre le rhumatisme European League against Rheumatism (EULAR) Secrétariat exécutif P O Box 145. CH-4011 Basel. Suisse A 0800 Comité européen de liaison des industries de la machine à coudre (MC).

are luision Committee for the Sewing Machine Industries

Secretariat Fachgemenschaft Nah- und Bekleidungsmaschinen im

VOMA. Grabbeplatz 2. Postfach 82 31. D-4000 Düsseldorf 1. T.

(0211)80521. Tx 8 584 491. A 0804 (secretaire general) Association européenne des gaz de pétrole liquéfiés European Liquefed Petroleum Gas Association (AEGPL) SG Philippe Taupin. A 0855 Société européenne de néphrologie pédiatrique European Society for Pédiatrie Nenhrology (ESPN) Sec Dr K J Van Acker. University of Antwerp. Dept of Paediatrics. Univer-siteitsplein 1. B-2610 Wilrijh. Belgique. A 0859 (secretaire) Société européenne de cardiologie European Sociéty of Cardiology Sec Paul G Hugnholtz. Westzeedijk 118. NL-3016 AH Rotterdam. Pays-Bas. T. (010)366988. A 0862 Société européenne de recherches chirurgicales European Sociéty for Surgical Research SG T V Keaveny. St Vincent's Hospital. Dept of Surgery. Dublin. Irlande. A 902 Union européenne féminine (UEF) European Union of Women (EUW) SG Mrs Sandberg, Box 1243. S-11182 Stockholm. Suède. A 0910 Fondation européenne pour la transplantation Eurotransplant Foundation c/o Bloodbank. University Hospital. Rijnsburgweg 10 - 2333 AA Leiden Pavs-Bas. A 934 Fédération européenne des associations aérosols (FEA) Federation of european Aerosol Associations Sec Dr Pierre Costa. Square Marie-Louise 49. B-1040 Bruxelles, Belgique. T. 230 40 90 Tx FECHIM B 23 167. 0938 Fédération des associations européennes de journalistes d'entreprises
Federation of European Industrial Editors Associations
SG Hans Fankhauser. Ciba-Geigy Ltd. P O Box. CH-4002 Basel. Suisse
T (061) 36 24 00. A 0954 Union des agences de voyages nordiques Federation of Nordic Travel Agents' Associations Pres Helle Wirther, clo The Association of Swedish Travel Agents. P O Box 7655. S-10394 Stockholm, Suede. A 0964 (directeur executif) Fédération des fondations pour la santé mond-iale (FFSM) Federation of World Health Foundations (FWHF)

Directeur exécutif Prof Milton P Diegel. A 0882 Société d'ergonomie de langue française French-Speaking Ergonomics Sociéty SG Dr P Andlauer. 108 rue Robert. F-69456 Lyon Cedex 3. France. A 1153 (secrétaire général) Fédération internationale d'athlétisme amateur A 1159 Union internationale des radio-amateurs International Amateur Radio Union Sec des services int Richard L Baldwin. P O Box AAA. Newington CT 06111, Etats-Unis. T 203666-1541

Contact Dr H Reich. P O Box 1283. DK-8210, Aarhus V. Danemark

A 1191 Association internationale d'orientation scolaire et professionnelle

International Association of Educational and Vocational Guidance SG Joachim Schaefer. Postfach d. BA. D-8500 Nürnberg 1, Allemagne Rep

A 1193 (secrétaire) Association internationale de recherches hydrauliques (AIRH) International Association for Hydraulic Research (IAHR) Sec/Très Ir.J.E. Prms,

A 1204 Association internationale de recherches sur la qualité des plantes al-imentaires (CIO)

International Association for Quality Research on Food Secrétariat Schnitter Weg 34, D-227 Oestrich-Winkel, Allemagne Rep. Fed.

Fed. A 1206. Association internationale de recherches sur le revenu et la fortune ternational Association for Research in froome and Wealth
See Min Nancy O Ruggles, Box 1982. Yale Station. New Haven CT 06520.
Etab: Unis.
A 1211 (code posta)
Union
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Indicated the Internation Internation
Indicated the Internation Internation
Internation
Internation
Indicated the Internation Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Internation
Inte

... NL-9000 Leeuwarden, Pays-Bas.

A 1218 Association internationale pour l'échange d'étudiants en vue de l'acquisition d'une expérience technique

International Association for the Exchange of Students for Technical Experence

SG G. Anemoyanms. P O Box 3414. Kolonaki Post Office. Atrunai. Grèce

conférences (AIIC) International Association of Conference Interpreters Secrétaire exéc N de Gren.

A 1270 (secrétaire général) Association internationale des juristes démoc-

rates
International Association of Democratic Lawyers
SG Nicole Gérard.

A 126 Asociation internationale des anthropoblologistes
International Association of Human Biologists
International Association of Human Biologists
SQ Prof D F Roberts. Department of Human Genetics, University of Newcastle upon Tyne, 19 Claremont Place. Newcastle upon Tyne. RoyaumeLiri.
Prés Prof P T Baker. Department of Anthropology, Pennsylvania State University, 511 Social Sciences Building. University Park, PA 16802. EtatsLiris.

Unis.
A 1313 Association internationale des bibliothèques des villes métropoli-taines
International Association of Metropolitan City Libraries
Contact P J Th Sekoots. Gemeente Bibliotheek. Nieuwe Markt 1. Rotter-dam 3001, Pays-Bas.

A 1336 Association internationale des écoles de publicité International Association of Schools m Advertising (IASA) Derniere adresse connue : Bruxelles.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 1/1981 55

A 1349 Association Internationale de sedimentologistesinternational Association of Sedimentologists 3G Ct Monty. Centre d'Anal. Paléoècol et Sedim. Laboratoire de Paléon-tologie animale. Université de Llage. 7 Place du Vingt Aoûl, B-4000 Llêge Belgique.

A 1344 Association internationale de sétsmologie et de physique d« l'intérieur de la terre International Association of Seismology and Physics of the Earth's Interior (IA-SPEII

SG Dr R D Adams. International Seismological Centre, Newbury RG13 iLX, Berks. Royaume-Uni. T. 0635-42547. Tx 849303 SEISMO G. C SEISMO, Newbury.

A 1406 Association internationale des échecs en braille International Braille Chess Association (IBCA) Sec J Horrocks. 59 Sefkon Street. Putney. London SW 15 1 NA. Royaume-Uri.

A 1407 Organisation internationale de recherche sur le cerveau International Brain Research Organization SG Dr Mary A B Brazier, Department of Anatomy, University of California. Medical Center. Los Angeles Cal 90024, Etats-Unis

A 1416 Bureau International du béton manufacturéinternational Bureau for Precast Concrete SG John P Metcalle. 60 Charles Street. Leioester LE1 1FB. Royaume-Uni. T. (533) 59133.

A 1476 (secretaire general) Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) International Centre for Settlement of Investment Discutes (ICSID) SG H Colsong.

A 1485 (secretaire general) Fédération internationale des secours par téléphone International Federation of Telephonic Emergency Services

A 1504 (secretaire general) Association internationale des aéroports civils

International Civil Airports Association

SG Elie Nicoletta.

A 1515 Association internationale de la couleur

International Colour Association

Sec-Très Dr A Brockes. c/o Bayer AG. IN-AP-TP2. D-5090 Leverkusen. Allemagne Rép. Fèd.

A 1546 Commission internationale pour l'unification des méthodes d'analyse

du sucre International Commission for Uniform Methods of Sugar Analysis (ICUMSA) SG Dr A Emmerich, Institut für Zuckerinustrie. 33 Braunschweig. Langer Kamp 5, Allemagne Rep Fed.

A 1569 (secretaire general) Commission internationale de certification de conformité dé l'équipement électrique

International Commission for Conformity Certification of Electrical Equipment SG BJN Jansson.

A 1875 Comité international d'esthétique et de cosmétologie (CIDESCO) International Committee tor Esthetics and Cosmetology Secrétariat int Plazza 27 Ottobre 35. 1-30172 Venezia-Mestre. T. (041)57.831. TX CIDESINT 410501 PP MST i.

A 1585 Comité international de pollinologie

International Committee for PalynologySec Dr R E Jan du Chêne. Esso-Epr-E. BP

A 1644 Association internationale de littérature comparée

International Comparative Literature Association Secrétariat for the American

Gerald Gillesbie. Stanford University. CA

94305, Etats-Unis.

A 1684 Conférence internationale de sociologie des religions (CISR) International Conference of Sociology of Religion SG Jacques Verscheure. 20 avenue d'Ivry. Tokyo Apt 2281. F-75645 Paris Cedex 13. France.

A 1720 Comité consultatif international du coton (CCIC) International Cotton Advisory Committee (ICAC) Siege 1225 16th Street N.W. Suite 320, Washington D C 20036. Etats-Unis. T. (202)463-6660. 6661. 6662. 6106. Tx 64491.

A 1722 Conseil international pour la préservation des oiseaux International Council for Bird Preservation Directeur 219c Huntingdon Road. Cambodge CB3 ODL. Royaume-Uni.

A 1723 (secrétaire general et code postal) Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation International Coural for Bulling Research. Studies and Documentation SG Prof Gy Sebeatyen, 704 Weena. PO Box 20704, NL-3001 JA Rotter dam, Pays-Bas

A 1745 (secrétaire! Conseil internation! des services d'aide familiale

International Council of Home Help Services (ICHS)

SecMHC Turlings-Mandets

A 1752 (secrétaire général) Conseil international des unions scientifiques

A 1755 (secrétaire général) Conseil international des sociales d'Industrial design International Council of Societies of industrial Design SG Loek van der Sande.

International Council on Health. Physical Education and Recreation (ICHPER) Secrétariat 1900 Association Drive. Reston VA 22091. Etats-Unis

A 1783 Comité international laitler International Dairy Committee

A 1788 Fédération dentaire Internationale (FDI)

International Dental Federation

Siège social adresse a supprimer

A 1794 Association internationale des sciences économiques (ATSE)

International Economic Association (IEA) Secrétariat 4 rue de Chevreuse. F-75006 Pans. France. T. 327 91 44

A 1856 Fédération internationale de football association (FIFA)

A 1769 Conseil international de l'hygiène, de l'éducation physique et de la récréation

Siège FIFA House. 11 Hitsgweg. CH-8032 Zurich.

A 1875 Fédération Internationale des pharmaciens catholiques (FIPC)
International Fedération of Catholic Pharmacists
SG Manfred Schunck. Bergstrasse 59, S-4700 Eupen. Belgique. T.
(837) 55 20 54.

A 1881 Fédération mondiale de travailleurs agricoles (FMTA-CMT) World Federation of Agricultural Workers (WFAW-WCL) Secrétariat Rue Joseph II 70 Bte 7. B-1040 Bruxelles. Belgique

A 1883 Fédération mondiale de la métallurgie - CMT World Federation for the métallurgie industry - WCL SG F W M Spit, rue Joseph II 71 Bite 2, B-1040 Bruxelles. Belgique. T. (0/2)2176387. C Mundiciabor.

A 1892 Fédération internationale des employés et techniciens (RET) International Federation of commercial, Clerical and Technical Employees

(IFCCTE)

TE)
SG Meribert Maier, Avenue de Balexert, CH-1210 Châtelaine-Genève.
Suisse. T. 96 27 33 - 96 27 34 - 96 27 35 C. Fedinet. Tx 28 468 FIET CH.
Organisations régionalés
AFRO-RET Représentant pour l'Afrique de l'Est. Sammy Muhanji. BP
4818. Nairot. Kerwya. T. 25040
AFRO-RET Représentant pour l'Afrique occidentale francophone : Anani
Kodp. BP 4055. Lomét. Topo. T. 5758.
AFRO-RET Représentant pour l'Afrique occidentale anglophone: Joseph
Haywood Dade, do industrial and Commercial Workers' union, P O Box

2358. Accra Ghana T. 27951.

ASIA-FIET Secretaire general : George Chua Dom Choon, Room 522. Affo-Asia Bidg, 63 Botherson Rd. Singapore 0106. Singapore. T. 222 9921. 11 RS 25256

EURO-FIET Avenue de Balevert 15. CH-1210 Chatelaire-Genève. Suisse. T. 96 27 33. 96 27 34. 96 27 35. C Fedinet. Tx 28 468 RET CH. EURO-FIET Durana de Bruxelles: Rue Silveres 8. B-1000 Bruxelles, Belgique T 5120381.

IRO-FIET Secretaire general Elmer Foster. AVVC Bidg, SCHOUWBURG-WEG &&. BP 4811. Willemstad. Curaçao. T. 76869.

A 1896 Fédération internationale des ingénieurs-conseils international Fedération of Consulting Engineers Steps 256 Good Hertogrindianz, 2517 ES Den Haag, Pays-Bas. T. (70)504828. C. FIDIGHOUSE: T. 2514 Hide III. Correspondance P O Box 17334. NL-2592 CH Den Haag, Pays-Bas

A 1965 (directeur) Fédération internationale des éditeurs de journaux et publications (FIEJ)

International Federation of Newspaper Publishers
Directeur Mme Manbel Bahia.
A 2033 Fédération internationale des journalistes et écrivains du tourisme

(FUET) International Federation of Tourism Journalists and Writers SG Zottan Mildody, Gyarmat u. 52, Budapest, Hongrie, Prids Remy Leroux, rue des Archives 34, F-75004 Paris, France, Très Interno Lept. Ern Sassedian 7, B-2020 Antwerpen, Belgique

A 2052 Association internationale de la fertilité International Fertility Association (IFA) Secretaria 35 Via Monte Origina. Milano. Italie. Cortact Prof A Lauria. Anatomie des animaux domestiques. Université de Milan V de Cadoria 10 Mila

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 1/1981 57

A 2090 (nom) Groupement International des associations nationales de ricants de produits agrochimkiques International Group of National Associations of Agrochemical manufactu A 2110 (president) Association Internationale de l'hôte International Hotel Association A 2457 (directeur) Fédération internationale des armateurs International Shipping Federation (ISF) Directeur F J Whitworth SG pas de changement Près Juan Gaspart Sr. A 2469 Service social international ISSUInternational Social Service (ISS) A 2114 Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier International Council for Game and Wildlife Conservation Administrateur gén Edmond Blanc, 15 rue de Teheran. F-5008 Paris, France. Secrétariat 32 Quai du Seujet. CH-1201 Genève, Suisse. T. 31 74 54/55. A 2479 (nom) Société internationale d'électrophysiologie de la vision International Society 2123 Institut international de littérature pour enfants et de recherche en tional Institute for Children's Literature and Reading Research for Clinical Electrophysiology of Vision Siège a quitte Vienne. A 2131 Institut international d'étude et de documentation en matière de con-currence commerciale (IICC)
International Institute for Study and Research in the Field of Commercial Compe-tition SG Achille Van Heche, Conseiller ft. au Ministère des Affaires économiques, rue de l'Industrie 6. B-1040 Bruxelles. 2163 Institut international de droit spatial Iternational Institute of Space Law Prés Dr I H Ph Diederiks Verschoor. Leestraat 43. NL-3743 EH Baarn. Pays-Bas. A 2174 (secretaire général) Institut international du fer et de l'acier International Iron and Steel Institute (IISI) SG Leonhar J Holschuh. A 2193 Lique internationale contre l'épilepsie International League againet Epilepsy (ILAE) SG Francisco Ruhio Donnadieu. Institute Nacional de Neurologia. Insur-gentes Sur 3077. Mexico 220F, Mexique. Près J Kfilin Perny. Bownan Gray School of Medicine of Wake-Forest Uni-versity, Winston-Salem N.2 27103, Edita-Unis. A 2197 (secretaire general) Ligue internationale contre la concurrence déloyale (LICCD)
International League against Unfair Competition SG Jean J Evrard. A 2302 (directeur) Conseil oléicole international (COI) International Olive Oil Council (IOOC) Secretariat University of Ottawa, Ottawa K1N 6N5, Canada. (secretaire general) Université radiophonique et télévisuelle interna-A 2393 (secretaire general) Université r tionale (URTI) International Rade-Télévision University SG Gérard Mourgue. A 2394 Comité international des transports par chemins de fer International Rail Transport committee (CIT) Secrétariat Chemins de fer fédéraux suisses, Direction générale. Division du contentieux. 43 Mittelstrasse. CH-3030 Bern, Suisse. A 2398 Union internationale des wagons International (Railway) Wagon Union Dissoute le 31 dec 1979 par décision de l'Assemblée générale du 16oct 1979. Les affaires de l'Union sont traitées désormais dans le cadre de l'UIC. A 2404 (directeur executif) Association mondiale pour les loisirs et la récréa-tion World leisure and Recreation Association Directeur exèc Nétson Métendez. International Society of Surgery Secrétariat Kantospital. CH-4031 Basel. Suisse A 2575 Association internationale de sociologie International Sociological Association Sec salve Kurti Janassohn. même adresse. Prês Prof Ulf Himmelstrand. Université l Uppsala. P O Box 256, S-75, 05 Uppsala. Suéde. reproduction animale you comprete international de physiologie et pathologie de la reproduction animale you comprete insterination artificielle International Standing Committee on Physiology and Pathology of Arimal Repro-duction (including Artificial Inserimation) Obstatrics and Gynacodogy: Swedish Uni-SG Prof Sttg Einarsson. Dept versity of Agricultural Sciences, S-75007 Uppsala, Suede. A 2617 Comité technique international de prévention et d'extinction du feu A 2617 Comité technique international de prévention et d'extinction du leur elecrétaria général Communaulé de Strasbourg. Service des in-andres. Centre de Secours-Sud. Route du Neuhof. F-67400 Illistrich-Gaf-A 2646 Centre international d'information sur le tsunami International Tsunami Information Center P O Box 50027. Honolulu.
on internationale pour la conservation de la fer George Pararas-Carayannis. aii 96850. Etats-Unis. 2654 ational Union for Conservation of Nature and Natural Resources Directeur gén Dr Lee M Talbot. A 2680 (secretaire general) Union internationale des associations d'an-non ceurs Prés C H M Wirtz. tional Union of Air Pollution Prévention Associations (IUAPPA) Secrétariat 136 North Street. Brighton BNI IRG. Royaume-Uni. A 2884 Union internationale des associations d'alpinisme (ULAA)

n 2084 Union internationale des associations d'alpinisme (ULAA) International Union of Alpinist Associations (IUAA) Secrétariat c/o Musée d'éthnographie. Bid Carl Vogt 65. CM-1205 Genève. Suisse. nève. Suisse. Adresse postale C P 237. CH-T211 Genève 11. Suisse. A 2697 Union internationale de biochimie International union of Biochemistry (IUB) SG Dr W J Wheelan. Biochemistry-UMED. 33101. Etats-Unis. T. (305) 547 6265. Tx 519308. 0 Box 016129. Miami Р Florida (USB)
ational Union of Biological Sciences (IUBS)
Sec exèc T Younes.
A 2723 Union Internationale des sciences géologiques (UISG)
International Union of Geological Sciences (IUGS) SG Dr C C Weber. Maison de la Géologie. 77 rue Claude Bernard. F-Paris 75005. France. A 2745 Organisation mondiale du tourisme (OMT) World Tourism Organization (WTO)

Haya 42.

SG Robert C Lonati. Capitan 279 28 04 - 279 51 07. C. OMTOUR Madrid. Tx 42188 OMT E.

Madrid 42. Madrid 20. Espagne. T



## INTERNATIONAL **CONGRESS CALENDAR** 1981

1er supplément

1th Supplement

Les informations faisant l'objet de cette rubrique constituent les suppléments au « Annual international congress calendar» 21e édition, 1981.

calendar» 21e édition, 1981.

Comme la 21° édition du Calendrier des Congres, les Suppléments sont entièrement produits et photocomposès au départ de la nouvelle banque de données de l'UAI. Cette banque de données de l'Annuaire des Organisations Internationales. Toutes deux pourront être consultées en accès direct, dans le courant de l'année 1981. Différents services spéciaux peuvent éga-lement être obtenus à l'aide de l'ordinateur - Microfiches, index, listes mises à jour (informations détaillées sur demande).

This calendar is a bi-mestrial supplement to information listed in the «Annual International Congress Calendar» 21th edition 1981.

As for the 21 st edition of the Calendar the Supplements are to be generated entirely from a computerized data base via photocomposition routines. The date base is integrated with that for the Yearbook of International Organizations.

Both are to be accessible on-line in 1981. A variety of special services - Microfiche, updated listings etc... can be made available with computer assistance (details sent on request).

### 1981

### 1981 / 03 MARCH

81/03/06-07 Barcelona (Spain) International meeting on diabetic ketoacidosis

Servicio de Endocrinologia y Diabetes, Hospital Clínico y Provincial de Barcelona, c/o Casanovas 14 1-143. Barcelona 36, Spain

81/03/16-21 Canberra (Australia)
International Union of Theoretical and Applied Mechanics / International
Union of Pure and Applied Physics. Symposium on interaction of particles m
colloids dispersions.
Port 8 W Ninham, Research School of Physical Sciences, The Australian National University, Canberra A C T 2000, Australia

81/03/16-17 Charleroi (Belgium)
Inter-University European Institute on Social Welfare / Province de Hainaut,
Belgium. 1. Colloque international sur la prevention, le dépistage at l'aide
précoce des handicapés mentaux de l'enfant. Aspects médicaux, psychologiques et sociaux. (A4 410)
S. Mayence, rue du Débarcadère 179. B-6001 Marcinalle, Belgium. 7. (071)36
273 - 432 29.

103/16-18 Madrid (Spain)
Unitad Towns Organisation. 27. Session du conseil. (A3391)
Jean-Marie Brassand, 2 rue de Logalbach, F-750 1 7 Paris, France, T. 766 75 10.
C. Jumelage Paris.

81/03/18-20 New Delhi (India)
International Confederation of Free Trade Union\*. Conference: The Trade
Union Trole in development, P. 200-. C. 70-,
Cito Kersten. rue Montagne-aux-Herbes-Polageres 37-41. B-1000 Bruxelles,
Balgium T. 217 80 8.5. Cimaronted. Tx 26783 ICFTU BRU.

B10320-22 torgio Verezzi (Italy)
Internetional Junior of Speleology / Société Italiana di Speleologia. Sym
Internetional Junior of Speleology / Société Italiana di Speleologia. Sym
Italy

81/03/20 Tailberg (Sweden)
International Council for Building Research Studies and Documentation.
W70. Commission meeting. (A1723)
704 Weena. PO Box 20704, NL-3001 JA Rotterdam-3, Netherlands. T.
116181. Tr. Bouweenthum 1

103.03-25 Halfa (tarael)
International Council for Building Research Studies and Documentation.
W6.0. Meeting: The performance concept in building.
(A1 723)
7.04 Weens, P.O. Box 20704, NL-3001 JA Rotterdam-3. Netherlands. T.
1.16.18.1. Tx Bouwcentrum rt. 22530.

ment British Computer Society, 13 Mansfield Street, London Z1M OBP, UK

Prof M Ataur Rahman, Dept of Biochemistry, Jinnah Postgraduate Medical
Centre, Karachi 35, Pakistan

81/03/23-27 Papeete (Tahtii)
South Pacific Commission. 9. Regional conference of permanent heads of health services. (A3260)
1/03/16-21 Canberra (Australia)
International Linkin of Theoretical and Ancilled Mechanics / International

81/03/23-26 Washington DC (USA)
Association for Population Family Planning Libraries and Information Centers International. Annual conference: Population information: politics and policy P-15D. C: 15. Ex. (B0655)
Linds Caroll, Repulation Crisis Committee, 1120 1 th St N W Washington DC (202) 65-1833, USA

81/03/23-27 - (Taiwan) International Society for Horticultural Science, Asian Center. 1. International symposium on sweet potato. Dr Ruben L Villareal, P O Box 42, Shunhua Taiwan 741

81/03/25-27 Geneva (Switzerland)
World Intellectual Property Organization. Collogue mondial sur la piraterie des
phonogrammes et des couvres audiovisuelles. (A3635)
Dr A Bogsch. 32 chemin des Colombettes. CH-1211 Geneva 20, Switzerland. 7. 34 63 00. CMP. Tr. CMP 123 76.

81/03/25-27 Screeto (Italy)
International Cargo Handling Co-ordination Association, Italian National Section, International conference ICHCA and the Mediterranean: Air transport see transport, ports and Internacial transport. (A1444)
Conference Secretariat. ICHCA Italy, do Assporti, Via del Leone 13. 1-00196
Roma. Italy

81/03/28-04/03 Leicesterhire (UK) International Veterinary Association for Animal Production. International seminar and international committee meeting: Working with people. P.50 C: 20- EX. (A2801)	81/04/22-24 Paris (France) World Council for the Welfare of the Blind / International Sports Association of the Blind, Foundation congress of the ISAB; Sports for the blind. (A3499/ - )			
SCI International secrétariat 13 Wincheap, Canterbury. Kent CT1 3TB, UK	58 av Bosquet, F-75007 Paris, France, T, 555 87 54.			
81/03/30-04/03 Cambridge (UK) International Cerebral Palay Society. International seminar on alternatives to institutionalization for the very severely handicapped. (A3485)	8:10.4/22-24 Roms (Islay) International Fund for Agricultural Development. 12. Session Executive Board, P. 35- C: 35- Christian Will, Secretary of IFAD, Via del Serafico 107. 1-00142 Rome, Italy			
International Cerebral Palsy Society, Sa. Nethsrhall Gardens. London NW3 5RN, UK	81/04/22-24 Tokyo (Japan)			
81/03/30-04/03 Madrid (Spain) United Nations Economic Commission for Europe. Seminar on housing fore- casting and programming. (B4176)	International Peace Bureau. Prap Committee. NGOI. World assembly of religious workers: General and nuclear disarmament. P: 1000 C: 100 Ex.  (A2 340)  Japan Buddha Sangha. 8-7 Shinsen-dro. Shibuya-ku. Tokyo. 150, Japan			
J Stanovnik. Palais des Nations, CH-12 1 1 Genève 10, Switzerland. T. 34.60.1 1, 31.02. 11. C. Unetions Geneva. Tx 2S.96.96.	81/04/23-24 Paris (France) Informatics and Biosphere. Annual collequium: Cycle de l'eau et informatique.			
81/03/ - Noumea (New Caledonia) South Pacific Commission: Co-ordinating meeting for South Pacific regiona environment programme.  Dr E Macu Salato, Anse Vata. Noumes (BP D5), Noumee Cedex. New Caledonia. C southpason. T. 26 200				
81/03/ - Paris (Fronce)	81/04/27-05/01 Leeuwenhorst (Netherlands) United nations Economic Commission for europe. Chemical Industry Commit-			
International Chamber of Commercel International Organization of Employ- ers. Symposium sur les divers codes de conduite relatifs aux activités des sociétés transnationales.	tee. Seminar on process automation in the chemical industry. (84176)  J Stanovnik, Palais des Nations, CH-121 r Genève 10. Switzerland. T. 34.60.11; 31.02.11. C. Unations Geneva. Tx 28.96.96.			
Cari-Honrik Winqwist. 38 Cours Albert 1&pa, F-75008 Paris. France. T. 261 85 97. C. Incomers Tx 650770.				
81/03' - (1st Cit) - (Yugoslavia) International Society for Horticultural Science, Commission Labour and La- bourmanagement. Symposium on labour and labourmanagement. (A248) Dr V simonic, Fac of Agricultural Science, Inst for Economics and Organization	81/04/27-05/08 Manila (Philippines) United Nations Centre for Human Settlements, Commission on Human Settlements, 4 Session.  Arcol Ramachandran. PO Box 30030. Nairobi, Kenya. C. UNIHABITAT. Tx 22068.			
of Agriculture. Simunska 25. 4 1000 Zagreb, Yugoslavia Location of meeting not determined	810428-30 Hochdahl (Germany FR) International Federation for Housing and Planning, WP New Towns. Open working meeting. (A1826)			
1981 /04 APRIL	J H Leone, 43 Wassenaarseweg, Den Haag. Netherlands. T. 24 45 57. C. IF-HP			
81/04/01-04 Kuwait (Kuwait) (N)	81/04/ - Ottawa (Canada) Conference of Speakers and Presiding Officers of Commonwealth Parlis-			
Regional conference 'Full participation and equality'	ments. Conference. (A4534) Philip Laundy, Research Branch, Library of Parliament, Ottawa, ON, Canada.			
Ministry of Social Affairs and Labor. P O Box 565. Safat. Kuwait	Frimp Laurius, Nessealut Ibrai Iut, Liurais ur Farinai Ierii, Oilawa, Ori, Gariaua.			
81/04/02 Geneva (Switzerland)	1981 / 05 MAY			
Club of Dakar. Seminar on Lomé Convention : Lome 2 Convention and industrial	81/05/02-15 Nuku-alofa (Tonga) (N)			
countries. P: 80 C: 20 (B4236) Mohammed Tiekours Diawara, Ministre de Planification. Abidjan. Ivory Coast.	Pacific Conference of Churches 4. Assembly. (- ) clo South Pacific Commission. POB 5 O. Noumea Cedex. New Caledonia			
	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (- ) of South Pacific Commission. POB 5 O. Noumea Cedex. New Caledonia 81/05/03-10 Strashoum (France)			
Mohammed Tiekours Diawara, Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P: 100 C: 5 (A0126)	Padific Conference of Churches. 4. Assembly. (- ) co South Pacific Commission. POB 5 0. Noumea Cedex. New Caledonia  81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures			
Mohammed Tiekours Dlewara, Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides Club. Annual general meeting. P. 100 C: 5 (A0126 International Guides Club. P 0 Box 1837 Vika. N-1010 Oslo I. Norway  81/04/08-10 New York (USA) International Conference on Forum the 60's into the 80's - An international and international conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Instituts workshop. 251 Park Ave South. New York, NY 10010	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) or South Pacific Commission (Pols 5 o. Noumea Cedex. New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or intated by youth organizations. P: 30- c:15. Fritz Ganser. Niederholzstr 88, CH-4 125 Riehen, Switzerland 81/05/04-08 Utrecht (Netherlands) (N)			
Mohammed Tiekours Diewara, Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C: 5 (A0126 International Guides' Club. Po Box 1837 Vika. N-1010 Oslo I. Norway  81/04/06-10 New York (USA) International conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Instituts workshop. 251 Park Ave South, New York, NY 10010 USA  81/04/07-09 London (UK)	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) or South Pacific Commission (Pols 5 o. Noumea Cedex. New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or intated by youth organizations. P: 30- c:15. Fritz Ganser. Niederholzstr 88, CH-4 125 Riehen, Switzerland 81/05/04-08 Utrecht (Netherlands) (N)			
Mohammed Tiekours Diewara, Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  810A102-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C: 5- (A0126 International Guides' Club. P. 0 Box 1837 Vika. N-1010 Oslo I. Norway  810A106-10 New York (USA) International conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Instituts workshop. 251 Park Ave South. New York NY 10010 USA	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) or South Pacific Commission (PDS 0. Noumea Cedex. New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or initiated by youth organizations, P. 30.  c.15. Fritz Ganser. Niederholzstr 88, CH-4 125 Risehen, Switzerland  81/05/04-08 Utracht (Netherlands) International energy congress Special Events Dept. Royal Netherlands Industries Fairs, P O Box 8500, NL-3003 RM Utracht, Netherlands On the occasion of MACHEVO  MILIEU 81  81/05/04-05 Wilen (Austria)			
Mohammed Tiekours Diewara, Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C: 5 (A0126 International Guides' Club. Po Box 1837 Vika. N-1010 Oslo I. Norway  81/04/06-10 New York (USA) International conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Instituts workshop. 251 Park Ave South, New York, NY 10010 USA  81/04/07-09 London (UK)	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) or South Pacific Commission (PDS 5 O. Nouree Cedex. New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or initated by youth organizations. P. 30  C:15 Fritz Ganser. Niederholzstr 88. CH-4 125 Riehen, Switzerland  81/05/04-08 Utracht (Netherlands) (N) international energy congress Special Events Dept. Royal Netherlands Industries Fairs, P O Box 85/OO, NL- 3303 RM Utracht. Netherlands On the occasion of MACHEVO MILLE 81  81/05/04-05 Wien (Austria) International Organization of Supreme Audit Institutions 22. Governing Board meeting P: 15- C: 15-			
Mohammed Tiekours Diewara, Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C: 5 (A0126 International Guides' Club. Po Box 1837 Vika. N-1010 Oslo I. Norway  81/04/06-10 New York (USA) International conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Instituts workshop. 251 Park Ave South, New York, NY 10010 USA  81/04/07-09 London (UK) Engineering Committee on Oceanic Resources. International conference - the management of coemic resources - the way shead  cro A2115  81/04/08-10 Buenos Aires (Argentina) International Copyright Institute. 2. Continental conference: The civil and criminal illicits. P. 100 C: 20-0	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) or South Pacific Commission (PGS 5 0. Noumea Cedex. New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or initiated by youth organizations. P. 30.  c:15. Fritz Ganser. Niederholzstr 88. CH-4 125 Riehen, Switzerland  (N) International energy congress Special Events Dept. Royal Netherlands Industries Fairs. P O Box 8500. NL-3001 RM LINCH. Netherlands On the occasion of MACHEVO MILIEU 81 81/05/04-05 Winen (Austria) International Organization of Supreme Audit Institutions 22. Governing			
Mohammed Tiekours Diewara. Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. P of Box 1837 Villa. N-1010 Oalo J. Norway  [No. 100-101] [S1/04/05-10 New York (US)] International conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Instituts workshop. 251 Park Ave South. New York. NY 10010 USA  81/04/07-09 London (UK)  Engineering Committee on Cocanic Resources. International conference - the management of oceanic resources - the way ahead  c/o A2115  81/04/08-10 Buenos Aires (Argentina) Internamican Copyright Institute. 2 Continental conference: The civil and	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) ob South Pacific Commission POS 5 0. Noumes Cedex. New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or initiated by youth organizations. P. 30.  c.15. Fritz Ganser. Niederholzstr 88. CH-4 126 Riehen, Switzerland  (N) International energy congress Special Events Cegel. Royal Netherlands Industries Fairs, P O Box 8500, NL-3903 RM Unrech. Netherlands On the cocasion of McQHEVO  81/05/04-05 Wien (Austria) International Organization of Supreme Audit Institutions 22. Governing Board meeting P: 15. C. 15. Or Tassulo Broegete. Dempthchiffst 2 A 1/030 Visione Austria (A2329) Or Tassulo Broegete. Dempthchiffst 2 A 1/030 Visione Austria for the Congress in Manila/Philippines in 1983.  81/05/05-06 Gotteborg (Sweden) World Council for the Welfere of the Blind. Executive committee meeting, P.			
Mohammed Tiekours Diewara. Ministre de Pianification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. P. 0 Box 1837 Vilia. N-1010 Colo J. Norway  (N) International Conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Institutes workshop. 251 Park Ave South. New York, NY 10010 IOSA  81/04/07-09 London (UK) Engineering Committee on Cocanic Resources. International conference - the management of oceanic resources - the way ahead  c'o A2115  81/04/09-10 Buenos Aires (Argentina) Internamican Copyright Institute. 2. Continental conference: The civil and criminal Ilicilis. P. 100 - C. 20-, (B4588) Are Cordions 1247 - 5 piac 24; 1055 Buenos Aires. Argentina International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work ing meeting.	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) ob South Pacific Commission POS 5 o. Noumea Cedex. New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or initiated by youth organizations. P. 30 .  c:15.			
Mohammed Tiekours Diewara, Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. P. Box 1837 Vika. N-1010 Oslo I. Norway  81/04/05-10 New York (USA) International conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Instituts workshop. 251 Park Ave South. New York, NY 10010 USA  81/04/07-09 London (UK) Engineering Committee on Oceanic Resources, International conference - the mercegnent of Oceanic resources - the wey shead  c/o A2115  81/04/08-10 Buenos Aires (Argentina) International Copyright Institute. 2. Continental conference: The civil and order of Committee on the Committee of Committee on Committee o	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) oc South Pacific Commission POB 5 0. Nouree Cedex. New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or initated by youth organizations. P. 30.  c:15.			
Mohammed Tiekours Dawara, Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5 (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5 (A0126 International Guides' Club. P. 0 Box 1837 Vika. N-1010 Oslo I. Norway  81/04/06-10 New York (USA) International conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Instituts workshop. 251 Park Ave South, New York, NY 10010 USA  81/04/07-09 London (UK) Engineering Committee on Oceanic Resources. International conference - the management of oceanic resources - the way ahead  c/o A2115  81/04/08-10 Buenos Aires (Argentina) International Copyright Institute. 2. Continental conference: The civil and criminal illicib. P. 100- C: 20 (B458) Ave Cordons 1247 - 5 piao 24'; 1055 Buenos Aires. Argentina 81/04/08-10 Bordeaux (France) International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Childhood Education International. Annual study conference	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) ob South Pacific Commission POB 5 0. Noumea Cedex New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or initiated by youth organizations. P. 30.  c.15. Fritz Ganser. Niederholzstr 88. CH-4 125 Riehen, Switzerland (N3) International energy congress Special Events Cegel. Royal Netherlands Industries Fairs, P. O. Box 8500, NL-3503 RM Litrech. Netherlands On the cossision of McQTENO MILLEU 81 81/05/04-05 When (Austria) International Organization of Supreme Audit Institutions 22. Governing Board meeting P. 15. C. 15. Dr Tassulo Broedgete. Despriphishing 2. A. 1030 Vienna. Austria Cr the Congress in Manikal-Philippines in 1983. 81/05/05-06 Gotteborg (Sweden) World Council for the Welfare of the Blind. Executive committee meeting. P. 50. C. 23. Swedish Federation of the Visually Handicapped, S-122 88 Enskede, Swedish Federation of the Visually Handicapped, S-122 88 Enskede, Swedish Federation of Pedestrians / Swedish Trade Fair Foundation. 0. **Handicapped in the City (Disabled adaption to the physical environment), Ex.			
Mohammed Tiekours Diewara, Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. P. 0 Box 1837 Vika. N-1010 Oslo J. Norway  81/04/05-10 New York (USA)  (N) International conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentary disabled  Young Adult Instituts workshop. 251 Park Ave South. New York. NY 10010 USA  81/04/07-09 London (US)  81/04/07-09 London (US)  81/04/07-09 London (US)  81/04/08-10 Burenos Aires (Argentina) International Copyright Institute. 2. Continental conference: The civil and criminal illicits. P. 100- C. 20-, (B4588) Ave Cordons 1247-5 piao 24', 1055 Buenos Aires. Argentina  81/04/08-10 Bordeaux (France) International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work International Federation for Housing an	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) oc South Pacific Commission POB 5 0. Noumes Cedex. New Caledonia 181/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or initated by youth organizations. P. 30 .  c:15.			
Mohammed Tiekours Diewara. Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. P of Box 1837 Villa. N-1010 Colo J. Norway  (N) International Conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Institutes workshop. 251 Park Ave South. New York, NY 10010 IOSA  81/04/07-09 London (UK)  81/04/07-09 London	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) oc South Pacific Commission (PS 5 0. Noumea Cedex, New Caledonia 1900 South Confection Commission (PS 5 0. Noumea Cedex, New Caledonia 1900 South Confection (PS 5 0. Noumea Cedex, New Caledonia 1900 South Confection (PS 5 0. Noumea Cedex, New Caledonia 1900 South Confection (PS 5 0. Noumea Cedex, New Caledonia 1900 South Confection (PS 5 0. Noumea Cedex, New Caledonia 1900 South Confection (PS 5 0. Noumea Cedex) (PS 5 0. Noumea			
Mohammed Tiekours Diewara. Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. P. 0 Box 1837 Villa. N-1010 Colo J. Norway  [N] International Conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Institute workshop. 251 Park Ave South. New York, NY 10010 IDA  810407-09 Lowdon (UK)  810408-09 Lowd	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) oo South Pacific Commission POB 5 0. Noumea Cedex. New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Preventive measures on alcohol and drug problems taken or initiated by youth organizations. P. 30- c:15 (A2966) Fritz Ganser. Niederholzstr 88. CH-4 125 Riehen, Switzerland  81/05/04-08 Utrech (Netherlands) 11/05/04-08 Utrech (Netherlands) 11/05/04-08 Utrech (Netherlands industries Fairs, P.O. Box 8500. NL- 3503 RM Litternational energy congress Special Events Cept. Royal Netherlands industries Fairs, P.O. Box 8500. NL- 3503 RM Litternational Organization of Supreme Audit Institutions 2. Governing Britzer (A2329) 11/05/04-05 Wien (Austria) International Organization of Supreme Audit Institutions 2. Governing Board meeting P: 15- C: 15- Dr Tassilo Foresign. Dampfischliffsr 2. A-1030 Vienna. Austria Reports on the activities of the Organization in the previous year; preparations for the Congress in Manifal Philippens in 1863.  81/05/05-05 Goteborg (Sweden) 15-05-05 C-22- Swedish Federation of the Visually Handicapped, S-122-88 Enskede, Swedish Federation of the Visually Handicapped, S-122-88 Enskede, Sweden.  81/05/05-07 Goleborg (Sweden) International Federation of Pedestrians / Swedish Trade Fair Foundation. 0. 15-Handicapped in the City (Disabled adaption to the physical environment). Ex. Prof. S. O. Gunnarsson. o'o Svenska Massan/Swedish Trade Fair Foundation. 0. 15-Handicapped in the City (Disabled adaption to the physical environment). Ex. Prof. S. O. Gunnarsson. o'o Svenska Massan/Swedish Trade Fair Foundation. 0. 16-05-06-06-06-06-06-06-06-06-06-06-06-06-06-			
Mohammed Tiekours Dawara, Ministre de Planification. Abidjan. Nory Coast.  81/04/02-05 Trondheim (Norway) International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. Annual general meeting. P. 100- C. 5- (A0126 International Guides' Club. P. 0 Box 1837 Vika. N-1010 Oslo I. Norway  81/04/05-10 New York (USA)  (N) International conference on Forum the 60's into the 80's - An international assessment of attitudes and services for the developmentally disabled  Young Adult Instituts workshop. 251 Park Ave South. New York. NY 10010 USA  81/04/07-09 London (UK) Engineering Committee on Oceanic Resources. International conference - the management of cocanic resources - the way shead  c/o A2115  81/04/08-10 Buenos Aires (Argentina) International Copyright Institute. 2. Continental conference: The civil and criminal illiois. P. 100- C: 20- (B4508)  81/04/08-10 Buenos Aires (Argentina) International Federation for Housing and Planning. SC Urban renewal. Work ing meeting. 14 July 19 Jul	Pacific Conference of Churches. 4. Assembly. (* ) oc South Pacific Commission POB 5 0. Noumes Cedex New Caledonia 81/05/03-10 Strasbourg (Franca) Middle European Good Tempar Youth Council. Seminar : Prevnitive measures on elochol and drug problems taken or initiated by youth organizations. P. 30 .  c:15.			

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 1/1981 63

International Committee of Catholic Nurses. Regional seminar for Asia: International Society for the History of Science. Symposium: Die Idee der Resesding the nursée Commitment to life. P. 700 - C: 20. (A 1805)
Richard La Pong Chong. CNGM. PO Box 352 Julian Sultan), Pauling, Jays, Selango, Malaysia. (B46B7)
Dr Dieter Wuttke, Lehrstuhi für Deutsche Philologie des Mittelatters und der Frühen Neuzeit Univ Bamberg. Postfach 1649, D-8600 Bamberg. Germany FR 1/05/06-13 Warszawa (Poland) International Federation of Translators. 9. World congress. Al Niepodlegiosci 67. Apt 69. Warsaw, Poland (A2036) 81/05/08-11 Baden (Austria)
International Shopfitting Organization. Annual congress: Selling. P: 100-, C: International Theatre Institute. 19. Congress: Responsabilité du théétre envers (A2461) manité. P: 250-, C: 40-Thumanité. P. 250-, C. 40-. (A2630)
(A2630)
Maria Paz Bellesteros, Centre espagnol de l'IIT. Paseo de Recoletos 18. 6 piso, Madrid I. Spain 8/106/11-15 Cancias (Vincountie)
Penamerican Highway Congresses, Permanent Tachnical Committees, Meeting-Highway planning-Inghway studies, construction and maintenance; Highway operations.
High J Selfart Perm Sec of the Pan American Highway Congresses, OAS,
Washington Do 20006 USA 81/05/31-06/02 Toronto (Canada)
Classification Society Open professional meeting: Classification. P: 100- C: (83980) 3-, (83980)
Dr Harvey A Skinner, Addiction Research Foundation, 33 Russell St, Toronto.
Ont MSS 2S1, Canada International Federation for Information Processing. CR. ASIS/SIG/CR/LD. 2. 81/05' - Barcelona (Spain) (N) Symposium on concepts and methods in palaeontology O'r J Marinell. Departamento de Paléontologie. Universidad de Barcelona. Gran Via de les Carts Catalanes. 585, Barcelona 7, Spain Regional joint conference: Compatibility of classification and indexing languages. (A1828) Dr I Dahlberg, Woogstrasse 36a, D-6000 Frankfurt am Main SO, Fed Rep of 81/06/ - Cannes (France) International Union of Cinematograph Exhibitors. General meeting. P: 40- C-... (A2703) 81/05/11-15 Miami FL (USA)
World Meteorogical Organization. Seminar on hydrology of tropical regions. 13-, 8 Vidai, to rue de Marignan, F-75008 Paris, France. T. 723 78 80. D A Davies, 41 av Giuseppe-Mona, CH-1211 Geneva 20. Switzerland. T. 34 64 00. C Meteomond. 81/05/-Roma (Italy) International Cartographic Association. 9. International congress on the his-lony of cartography (A1447) O Hedborn: Fixtitrovagen 16, S-11264 Stockholm, Sweden. 81/05/11-15 Tokyo (Japan)
World Meteorogical Organization. Meeting on time sérias of ocean measure-merts- (A3556)
D A Devies, 41 av Giuseppe-Motts. CH-1211 Genève 20. Switzerland. T. 34 64
OJ. C. Meteoromot. O. C. Medecanand.

81.054/3-14 St. John's (Antigua)
Caritbean Development Bank 11 Annual meeting of the Board of Governors.
(A4023)
C. A. Sorhaindo, PO Box 408, Wildey. St. Michael, Barbados. T. 61152.
Caribank Tx WB287.

81.054-Wen (Austria)
Cho of Dakar. Annual meeting: Least advanced countries. P: 100-. C: 35-.
Caribank Tx WB287.

(B4236)

Mohammed Tiekoura Diawara, Ministre de Planification. Abrigan, Ivory Coast. program for Asean journalists. P; 15-. C: 6-. (A0141)
Dr Maseru Ogawa. Nihon Shinbun Kyokai. Int Affairs Dept, Nippon Press Center
Bldg. 2-1, Uchisawaicho 2-chomo. Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan 1981 /06 JUNE 81/06/01-02 Arnhem (Netherlands) 81/05/17-20 Vaduz (Liechtenstein) International Federation of Tourist Centres. General assembly: Europaiss Fremdenverkerbsprobleme. (A2034) Dr Aldo Debene, Landesverkehrsamt. J K Vogelstrasse 2, A-4020 Linz, Austria. International Federation for Housing and Planning. Seminar on applications of the strategic choice approach.
(A 1826)
JH Léons. 43 Wassenaarseweg. Den Haag, Netherlands. T. 24 45 57. C. FFIP. T. (07222) 226 20. Tx. 22 175. 81/06/02-04 Split (Yugoslavia) International Union of Railways Conference: Transport des touristes par les chemins de Fr. P. 300 - C. 25 -Zdravko Beslic, Hotel LAV, Miljavac. 58000 Split Yugoslavia 81/05/18-22 Manila (Philippines)
4. International coral reef symposium: The reef and man
c/o South Pacific Commission, POB 5 D, Noumea Cedex. New Caledonia 81/05/19-22 Geneva (Switzerland) I Inited Nations Economic Commission for Europe. Working party on housing. (B4176)
3/10/21-1.C Unations Geneva. Tx 28 96 96.

(B4176)
4/10/21 Genève 10. Switzerland. T. 34.60.11:
3/10/21-1.C Unations Geneva. Tx 28 96 96.

(B4176)
4/10/210/310/31-08 Romewa. Tx 28 96 96.

(B4176)
4/10/310/31-08 Romewa. Tx 28 96 96.

(B4176)
4/10/310/31-08 Romewa. Tx 28 96 96. 704 Weena, PO Box 20704. NL-3001 JA Rotterdam-3. Netherlands. T. 116181. Tx Bouwcentrum rt 23530. 81/05/19-07/26 Honolulu HA (USA)
East West communication Institute. 2. Faculty seminar on communications teaching: development communications 81/06/08-11 College Park MD (USA)
2. International conference on solid films and surfaces c/o South Pacific Commission. FOB D 5, Noumea Cedex, New Caledonia (N) /CSFS-2, Dept of Physics and Astronomy, Univ of Maryland, College Park. MD 20742\_USA 81/06/19-21 Lyon (France)

1. Congrès européen de dermocosmétologie
Promotyon. 136. boulevard Haussmann. F-75008 Paris. France 81/06/09-12 Geneva (Switzerland)
United Nations Economic Commission for Europe, Working Party on Building,
13. Session.
J. Sanovnik, Paleis des Nations. CH-1211 Genéve 10, Switzerland. T. 34.60. 11;
31.02.11. C. Unations Geneva. Tx 28.96.96. 81/06/21 Amsterdam (Netherlands)
(N)
Royal Dutch Institute of Chemical Engineers / Royal Dutch Institute of Chemists / American Institute of Chemical Engineers. Netherlands Section. Colloquium - Frontiers chemical industries 1985-2000'
M C Desensy. Comprine 8V Engineers and Contractors, Postbus 41/29. NL-1009 AC Amsterdam, Netherlands 1/06/09-12 Noumea (New Caledonia)
South Pacific Commission. Regional Workshop on hepatitis. (A3260)
Dr E Macu Salato. Anse Vata, Noumea (BP D5), Noumes Cedex, New Caledonia.
C. southpacom. T. 26 20 00. 81/06/24-27 Bielefeld (Germany FR)
Geselischaft fü klassfikation e V / UNESCO, Deutsche Kommision. Bonn / International Sodial Science Council, Committee on Conceptual and Terminological Arabysis in the Social Sciences / International Political Science Association / International Sociological Association. Conference on conceptual and terminological analysis in the social sciences (CONTA).

Gesellschaft für (Isasfikation a V, Woogstrasse 36a. D-6000 Frankfurt SO, Germany FR B1/06/10-11 Antwerp (Belgium)
International Shipping Federation. Annual meeting: Shipping personnel sub-jects. P: 60: C. 12: Slice-Oxley. 30-32 St Mary Ave. London EC3A SET. UK. T. 283 2922 C. Logboard EC3. Tx 684009. 81/06/25-29 Athens (Greece)
Infernational Council of Tanners. Discussion groups Leather industry P. 100C: 30P. Avlidictt. Hellenic Tanners Association. ISa Miaouti Su, Athens 114.

81/06/11-16 Cincinani OH (USA)
American Diabetes Association. 41. Annual meeting
American Diabetes Association. 500 Fifth Ave. New York, NY 10020. USA
American Diabetes Association. 500 Fifth Ave. New York, NY 10020. USA

\$1,077.21-24 Zagreb (Yugoslavle)
International Federation of Teachers' Associations. Annual congress Participation de la fermer a la vie sociale, économique et politique du pays - Addon 228

- 228
- 228
- Jean Daubard: 3 rue de la Rochefoucauld, F-75009 Paris, France. T. 874 SB

44. 81/06/15-18 Santo Domingo (Dominican Rep)
Inter-American Association of Agricultural Librarians and Documentallists
Conference and general assembly, Availability, demand and use of agricultural
information in Latin America and the Carribbean. P. 250- C. 24- (A1045) Mrs Ant Maria Paz de Erickson. AIBDA. Codigo Postal 717O. Turrialba, Costa Kef Dr Ruben Nunaz, Depto Informaciones Estadísticas y Computo, Secretaria de Agricultura, Centro de Los Héroes, Santo Domingo, Dominican Rep British Library. International conference on administration and organization of 61/06/21-24 Ithaca NY (USA) International Society for Horticultural Science. Section Fruits. Symposium growth regulators in fruit production. (A2488) Dr H. Jonkers, Dept of Horticulture, Agricultural University, P O Box 30. NL-67OO AA Wagaringen, Netherlands. British Library, R&ODept, Sheraton House Great Chapel St LondonW1V4BH 81/07/26-08/01 Minneapolis MN (USA) International Good Templar Youth Federation. International youth meeting (camp). P. 30/40. C. 10. (A2082) Ms Kristi Collin, 83 19 Virginia Circle South. Saint Louis Park. Minnesota SS426. USA 81/06/22-25 London (UK) International Rubber Study Group. Annual meeting (including discussion) forum). P: 200-. C: 28-. (A2426) P F Adams. Breitenham House 5-6 Lancaster Place, London WC2E 7ET. UK. T. 836.6811/2. C. Rubiat London WC2. 81/07/28-08/01 Minneapolis MN (USA)
Middle European Good Templar Youth Council. Youth camp and seminars:
Alcohol and dung problems. P. 200. C: 20.
Kristi Collin. IGTYF6USA 1981, 8319 Virginia Circle S St Louis Park. Mn
55426. USA 81/06/22-26 Toulouse (France)
French Aerospace Remote Sensing Development Organization. 4. International
GDTA conference on thematic mapping from the results of remote sensing. P: 81/07/29-31 Corvallis OR (USA) International Society for Horticultural Science. Section Fruits 3. International 250-Groupement pour le Développement de la Télédétection Aérospatiale, 18, avenue Edouard Belin, F-31055 Toulouse Cedex, France symposium on pear growing (A2488) Prof P B Lombard, Southern Oregon Exp Station, 569 Hanley Road Medford OR 97501. USA 81/06/22-26 Washington DC (USA) (N) International conference on disability and communications: A global perspec-81/07/31-08/09 Hauho (Finland) Viittakavi International Center. International seminar: Creating alternative edunvc
President's Committee on Employment of the Handicapped, Washington, DC
20210. USA cation. P: 40-. C: 8-10. (B5082) Brad Absetz. Viittakivi International Center. SF-14700 Hauho. Finland 81/06/24-26 Noumea (New Caledonia] South Pacific Commission. 3. Regional technical meeting on environment. (A3260)
Dr E Macu Salato, Anse Vata, Noumea (BP D5). Noumea Cedex, New Caledonia.
C. southpacom. T. 26 20 00. 1981 /08 AUGUST 81/08/01-04 Rio de Janeiro (Brazii) International Association of Physical Education and Sports for Girls and Women... (A1326) Dr Fernanda Beltrao. Voluntarios de Patria 266, apto 608. Rio de Janeiro, 81/06/26-29 Geneva (Switzerland)
European Broadcasting Union. 32. Ordinary general assembly: Matters relating to international Broadcasting, P. 150. C. 80Ancienne Routa 17A. Case Postale 193, CH- 12 1 1 Genève 20. Switzerland. 7. 98 77 56. TX 28 91 93 C. uniradio. Brazil
Seminar prior to 9 Congress in Buenos Aires 81/06/28-07/01 - (Switzerland)
World Meteorogical Organization / United Nations Environment Programmen
World Meteorogical Organization / United Nations Environment Programmen
Ministration of CD2 data
interpretation of CD2 data
(A3550/9416 1/4) 1-325
D A Davies 4 1 av Gluseppe-Motta CH-1211 Genève 20. Switzerland T. 34 64
00. C Meteomond.
Geneva or Bern:
location of meeting not
determined 81/08/05-12 Stockholm (Sweden) International Society of City and Regional Planners. Annual international congrass. The remissance of the City, P. 150 - C: 36. Ex. (A2534) Thomas Atmer. Karlavagan 111, S-11526 Stockholm, Sweden 81/08/08-16 Geneva (Switzerland)
Women's International League for Peace, and Freedom. Summerschool for young women. Women working for peace and freedom. R 40- (A3439)
Edith Ballentyne, 1 rue de Varembé, CH-1211 Genève 20. Switzerland. T.3361
75. C. Willif. 81/06/29-07/11 Alfaz del Pi (Spain) United Nations University. Institut universitaire d'études du développe Integrative workshop. (B2488)
UN University Project of UNITAR, Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10,
Switzerland 81/08/09-13 Spokane WA (USA) International Association of Milk Food and Environmental Sanitarians. Annual meeting, educational conference. P. 350-500. C: 2-5. Earl O Wright PO Box 70 1, Ames IA 50010, USA. T. (515)232 6699. 81/08/10-16 Leipzig (German DR) International Federation of Library Association 1/08/10-16 Leipzig (German DR)
International Federation of Library Associations and Institutions. Seminar on library services for children and young adults.

(A1945)
IFLA Secretariat P O Box 82 128, NL-2508 EC The Hague, Netherlands (A3549) The Head, Research Training and Liaison Programme, International Agency for Research on Cancer. 150, Cours Albert Thomas, F-69372 Lyon Cedex 2. 81/08/12-17 Noumea (New Caledonia) South Pacific Commission. Regional meeting on regional stabilisation schemes. (A3280) Dr E Macu Salato, Anse Vata, Noumea (BP D5). Noumea Cedex. New Caledonia. C. southpacom. T. 26 20 00. 1981 /07 JULY 81/07/07-10 Oxford (UK)
2. International conference on user education
Second International conference on user education, PO Box 45, Loughborough, 81/08/13-21 - (Reunion) (N) Association pour famination des villes de France / United Towns Organisation. Confenance internationale: L'animation globale de la Cite. (A3391) Association française pour les Cités unies (AFCU), 273. rue St Jacques. F-75005 Paris, France. Leicestershire LE 3UL. UK 81/08/15-17 Peking (China)
International Federation of Automatic Control. Workshop on distrib 81/07/08-15 - (Rerotonga Isles)
South Pacific Commission. Regional conference on the role of women in the development of the Pacific region pute, control systems. Probleman Automatic Control. Workshop on distributed compute, control systems. (A1862)
Prof. Liu Sh-hua, Chinese Association of Automation, Research Institute of Electronic Technic Application, P O Box 927. Beijing, China development of the Palanic regions (A3260) Dr E Macu Salato, Anse Vata. Noumea [BP D5). Noumea Cedex, New Caledonia. C. southpacom. T. 26 20 00. 81/07/09-10 Leeds (UK) (N)
Institution of Chemical Engineers, Rugby. Fluid Group and the Yorkshire Branch.
Conference on cost savings in distillation A Stellan Karlsson, Simontorp. S-270 35 Blentarp. Sweden. Institution of Chemical Engineers. 165-171 Railway Terrace, Rugby CV2 1 3HQ. IK 1 3HQ
 1 3HQ
 1 3HQ
 1 3HQB17-23 Gouvieux (France)
 International Association for Research in Income and Wealth. 17. General
 conference: Various topics in economic accounting, P. 200-. C: 20-. (A1206)
 (A3 501) Oleg Arkhipetf. INSEE. 18 blvd Adolphe Pinard. F-Paris Cedex 14. France 81/07/10-19 Sheffield (UK)
World Council of Churches Religious meeting. P: 200Mrs R Meytand, The Vicarage, Ecclesfield, Sheffield, SS, UK 1/07/13-18 Boeton MA (USA)
National Society for Austistic Children. International conference on autism and retaled discretes of communication and Behavior Matonal Society for Austistic Children. Suite 1017. 1234 Massachusetts Ave. N W. Washington DC 20005. USA

South Pacific Commission 13. Regional technical meeting on fisheries.

South Pacific Commission 13. Regional technical meeting on fisheries.

(A3260) Promotyon, 136. boulevard Haustmann, F-75008 Parla, France C southpaco 81/08/24-09/02 Noumes (New Caledonia) South Pacific Commission 13. Regional technical meeting on fisheries. 81/08/26-28 Glasgow (UK) International Committee of Catholic Nurses. Regional seminar (or Europe: Health care, a human right - Primary health care, a solution, P; 500-, C; 10-, memational Committee of Catholic Nurses. Regional seminar (or Europe: Health care, a human right - Primary health care, a solution. P: 500-. C: 10-.

Miss Eleonor Donachie. Divisional rursing officer, Div of Obstatrics and Gynacciogy. Southern Gen Hospital, Glasgow G51 4TF. Sociland. UK Association for Medical Deans. in Europe. Annual meeting: Selection pro-World Organisation of National Collages Academies and Academic Associations of General Practitioners-Parily Physicians. S E Asia and Oceania region. Regional conference: The changing face and the stable core of family Proprietions. S E Asia and Oceania region. Regional conference: The changing face and the stable core of family medicine. P-600. C 7- Ex.

QA157)

Dr P M Sanham, Dept of Post-Graduate Affairs, School of Medicine. University of Auckland, Phrest Bag, Auckland, New Zealand

1/08/30-09/04 Christorhumb M. — 81/08/27-09/01 Auckland (New Zealand)
World Organisation of National Collages Academies and Academic Associations of General Practitioners/Family Physicians. S E Asia and Oceania region. Regional conference: The changing face and the stable core of family 81/08/30-09/04 Christchurch (New Zealand)

9. Australasian conference On chemical engineering - CHEMECA 81
Conference Secretary, CHEMECA 81, c.o Chemical Engineering Dept. Univ of
Carterbury, Christchurch 1, New Zealand 81/09/13 Praha (Czecho International Bureau for Youth Tourism and Exchanges / other international and national youth travel bureaux. Traditional annual meeting. P. 200-. D 60 Ex (A 1423) CKM-Travel Bureau of the Czechoslavak Youth and Students, Zitna 12, 121 05 81/08/31-09/05 Angers (France) International Society for Horticultural Science, Commission Plant Substrates. Symposium on substrates in horciulture, other than soils in situ. (A2488) Dr F Lemaire, Station d'Agronomie, Angers. France 81/09/13-20 - (Sevchelles) Dr.L. M. Rivière. ENITAH, rue Le Nôtre. F-49O45 Angers Cedex, France World Meteorogical Organization, RA I Tropical Cyclone Committee for the 81/08/- Kebenhavn (Denmark) International Council for Building Research Studies and Documentation, W40 Heat and Moisure Transfer. Meeting. (A 1723) South-West Indian Ocean. 5. Session. (N. II.-J.) 704 Weena, PO Box 20704. NL-3001 JA Rotterdam-3, Netherlands- T. 116181. Tx Bouwcentrum rt 22530. (A3556) D A Davies. 41 av Giuseppe-Motta, CH-1211 Genève 20, Switzerland. T. 34 64 00. C Meteomond. 1981 / 09 SEPTEMBER 81/09/14-18 Geneva (Switzerland)
United Nations Economic Commission for Europe. Committee on Housing.
Building and Panning, Session.
J Stanovnik. Palisis des Nations. CH-1211 Genève 10. Switzerland. T. 34.60.11;
3 1.02.1.1. C. Unations Geneva. Tx 28.96.96. 81/09/05-09 Strasbourg (France)
International Institute of Communications. Annual conference and annual
general meeting. P. 300 - C: 60-,
(A4(08)
Edward W Ploman, Tavistock House East Tavistock Square. London WC1H9LC,
UK. T. 388 O67J. C. WIDECAST. Tx 24578. 81/09/14-20 Lyon (France)
4. Conférence internationale pour l'étude et la mise en valeur du patrimoine 81/09/06-12 Roma (Italy)
International Institute of Space Law. Colloquium: Legal implications of economic activities in space: legal status of artificial space objects; legal implications of space transportation systems; institutional arrangements for space activities. P. 80-100. C: 35.

32 IAF Congress of AIDAA. Via Po, 50. 1-00 1 99 Roma. Italy
South Pacific Commission 2: Regional conference on popula Jority with IAF congress. 81/09/14-22 Noumea (New Caledonia) South Pacific Commission. 2. Regional conference on population problems Dr E Mecu Salato. Anse Vata, Noumea (BP D5), Noumea Cedex. New Caledonia. C. southpacom. T. 26 20 00. SI/09/07-09 Düsseldorf (Germany FR) International Energy Agency. Working Party on Coal Technology. Inter-81/09/14-25 Wien (Austria) United Nations / International Organization of Supreme Audit Institutions. Kohlenwissenschaftliche UN/INTOSAl Interregional seminar on government auditing: a) Concepts of audit, b) Audit of tax receipts: c) Audit of government development financial institutions: d) Audit of performance in public enterprises. P:50-. C: 33-. (2491) Bergbau-Forschung GmbH, attn : Dr I Romey. Franz-Fischer-Weg 61, D-4300 Essen 13, Germany FR (A3375/A2329) Dr Tassilo Broesigke, Dampfschiffstr 2, A-1030 Vienna. Austria 81/09/07-12 Warszawa (Poland)
International Society for Horticultural Science, Section Vegetables, Symposium on the use of fertilizers in intensive vegetable production under covers.

Association for Medical Education in Europe, Annual conference: Selection of Medical Educatio 81/09/08-10 Banbury(UK) British Library. International conference on online information in public libraries 81/09/16-22 Tokyo (Japan)
Postal Telegraph and Telephone International. 24. World congress: L'impact des changements technologiques et les droits syndicaux. P. 700-. C. 90-. British Library, R&DDept, Sheraton House. Great Chapel St London W1V4BH, 70ème anniversaire de l'IPTT 81/09/17-18 Grenoble (France)
Standing Conference of Rectors and Vice-Chancellors of the European
Standing Conference Lintegration de fétudiant étranger P. 70C. 20-20.
C. 20-20.
GA3289)
Prof Paul Lerry, Vice-Président tie la CRE, Université des Sciences Sociales de
Grenoble B P 47X. F-38040 Genoble Cedox. France 81/09/08-11 Caracas (Venezuela) International Chamber of Commerce. 4. Conference sur les transports mari-times: Le development des flottes marchandes dans les pays en développement. (A1490) Carl-Henrik Winqwist. 38 Cours Albert I&pa. F-75008 Paris, France. T. 261 85 97. C. incomerc. Tx 650770. 81/09/21-24 Conthey (Switzerland) International Society for Horticultural Science. Section Ornamental Plants Symposium or afficial light in horticulture. A Rest: Station fédérale de Rech Agron de Foughéres. CH-1964 Conthey. Switzerland 81/09/08-11 Laxenburg (Austria)
European Fédération of Chemical Engineering. 14. European symposium
-CHEM CONTROL 81: Computerized control and operation of chemical plants. CHEM CONTROL 81, c/o Verein Osterreichischer Chamiker. Eschenbachgasse 9. A-1010 Wien. Austria 81/09/21-23 Lisboa (Portugal)
International Social Security Association / Institute National da Seguros
Portugal. 11. Colloque international de prévention des risques professionnels 81/09/08-10 Roma (Italy) International Fund for Agricultural Development. 13. Session Executive belement et des travaux publics. (A2468) Institute Nacional de Seguros. Avenue S da Octubre. 17. P-1034 Lisboa Codex Portugal Board. P: 35-. C 35-. (B1721) Christian Will, Secretary of IFAD. Via del Serafico 107. 1-00 142 Roma. Italy 1/09/10 Lille (France) Intomational Weightiffling Fédération Annual congress P: 100-. C. 50-. Ex. (A2809) Intomational Weightiffling Fédération Annual congress P: 100-. C. 50-. Ex. (A2809) (A2809) International Council of French-Speaking Radio and Television. Conference Fédération française haltérophile et culturista, ch de lf Beauvalle,F-i3090 spéciale biennale: La radio et la télévision française haltérophile et culturista, ch de lf Beauvalle,F-i3090 (A7500) - (A7500) -81/09/10 Lille (France) Intornational Weightlifting Fédération Annual congress P: 100-. C. 50-. Ex. CIRTEF, Case Postale 234. CH-1211 GENEVE 8, Suisss 81/09/24-26 Nairobi (Kenya)
World Intellectual Property Organization Traite concernant la protection du symbole olymiqua- conférence diplomatique.
(A3635)
Dr. A Bogach. 32 chemin des Colombettes. CH-1211 Genéve 20. Switzerland T3 46 30 O. C. OMPI. Ts CMPI. 2 2 376.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 1/1981 Of

1109/96-1001 Geneva (Switzerland)

(N)

81/10-Port Ville (-)

South Pacific Commission 21 South Pacific conférence
(A3260)

Dr E Macu Salato, Anse Vata, Noumea (BP 05), Noumea Cedex, New Caledonia.

Geneva: Switzerland 81/09/36-10/01 Geneva (Switzerland)
Association des polynologues de langue Française, meeting. (-) 81/09/ - Bed Berleburg (Germany FR)
International conference on multiply handicapped blind persons
Deutsches Tabbindenzentrum. Albert-Schweitzer-Mort 27, O-3000 Hannover
71, Fed Rep of Germany 1961 / 11 NOVEMBER 81/11/02-06 Noumea (New Caledonia) South Pacific Commission. Regional technical meeting on rural employment. 81/09/- Heteingfors (Finland)

1/109/- Heteingfors (Finland) 81/11/02-06 San Jose (Costa Rica)
Certral America and Caribbean Area Endocrine Association. 1. Congress
Dr Baudillo Mora M. ACEDYN, Apartado Postal 548, Collegio de Medicos. San
Jose. Costa Rica 81/09/ - Sydney (Australia) International Society for Horticultural Science, Section Ornamental Plants. Symposium on propagation or ornamental plants. (A2488) W F Walker, 5 Primrose Place, Sandy Bay, Hobart, Tasmania 7005. Australia Dr W U Von Hentig, Inst für Zierpflanzenbau. Postfach 1160, D-6222 Geisen-heim Germany ER 81/11/06-08 Calver (UK)
World Association of Methodist Radio Amateurs and Clubs. Annual conference weekend: Christian friendship and fellowship. P. 50- C: 3. (A3471)
Leonard D Colley. Micasa. 13 Ferry Road, Wawne in Hull H 81/09' - Tübingen (Germany FR)
Hexrose conference on modern and fossil dinoflagelistes
Dr H Gocht Institut und Museum für Geologie und Palaontologie, Sigwartstrasse
10, D-7400 Tübingen, Germany FR 81/11/10-16 Manila (Philippines) World Meteorogical Organization. Typhoon Committee. 14. Session. (A3556)
D.A. Davies, 4.1 av Giuseppo-Motta. CH-1211 Genève 20. Switzerland. T. 34.64
00. C. Meteomoro 1981 / 10 OCTOBER 81/11/16-22 Carthagene (Colombia)
World Association of Travel Agencies. General assembly. P. 150., C: 50. Ex.

(B5043)
Jean-Claude Bessudo, WATA-AVIATUR. Avenids 1, No 4-62 P 0 B 3445-833. Bogota. Colombia 81/10/01-03 Lugano (Switzerland)
European Alherosderois Group / Giovanni Lorenzini Foundation. Congress:
Lipoproteins and coronary attensoderosis. (A0588/B3000)
C Fragiacomo, Ospedale Besta Verging. CH-8850 Mendrisio, Switzerland 81/10/05-08 Monte-Carlo (Monaco) (N)
Comité Arctique. 1. International conference on the discovery and history of the boreal polar region. 81/11/16-24 Geneva (Switzerland)
World Intellectual Property Organization. Organes directeurs. Assemblée
génerale, conference et comité de coordination.
(A3635)
Or A Bogsch. 32 Johnin des Colombettes. CH-1211 Genève 20. Switzerland.
7. 34 63 00. C. OMPI, Tr. OMPI, 223 76. Congrès international da Rome 181, 16. bd de Suisse, MC-Monte-Carto. Principauté de Monaco 81/11/16-19 Mexico (Mexico) International Gymnastic Federation. General assembly. P: 300-. C: 60-. 81/10/12-16 Lisboa (Portugal)
United Nations Economic Commission for Europe, 2. Seminar on construction in seismin regions. (64176)
JStanovnik. Palais das Nations CH-1211 Genève 10 Switzerland T. 34 60.11;
31.02.11.C. Unations Geneva. Tx 18:96:96. (A2094)
Federacion Mexicana de Gimnasia. Prof J J Zalce de la Pena, Puerta 9 Ciudad Deportiva, Magdalena Mixhuca. Mexico, Mexico. 81/11/17-20 London (UK) Institution of Electrical Engineers. Conference on railways in the electronic 81/IO/12-16 Rio de Janeiro (Brazil) Inter-American Press Association. General Assembly. James B Canal, 2911 NW 39th Street Miami FL 33142, USA. T. (305) 634 2465. age
IEE Conference Department. Savoy Place, London WC2R OBL, UK 81/10/15 Praha (Czechoslovakia)
Women's International Democratic Federation. 3. Congress. (A3438)
Fanny Edelman, 13 Unter den Linden, 108 Berlin. German DR. T. 20.11.17. C. fede inflem. 81/11/21-27 Colombo (Sri Lanka) International Council of Voluntary Agencies. General conference: The role of voluntary agencies in promoting a new world community. P: 150-. C: 75-. Ex. (A 17 &) c/o Sri Lanka Foundation Institute, 100 Independence Square, P O Box J203, Colombo, Sri Lanka 81/10/13-30 Mexico (Mexico )
World Meteorogical Organization. Commission for Instruments and Methods
of Observation. 8 Session.
D A Dévies, 41 av Giuseppe-Mona, CH-1211 Genève 20. Switzerland. T. 34 64
00. C Meteomond. 81/11/23-27 Bangalore (India)
Asian Pacific Weed Science Society S. Conference.
(-)
c/o South Pacific Commission, POB D 5, Nournea Cedex, New Caledonia 81/10/19621 -(Cannes) European Association for Industrial Marketing Research. Annual conference:
The European chemical industry in 1990 P; 300- C; 20- (A4425)
D B Drage. Room 14-5th Floor, Motley House. Regent Street London W 1R 5AB, UK /11/23-25 Barcelona (Spain)
Societat Catalane de Ciències Fisiques. Quimiquas I Matemátiques, Chemical
section. 2. International congress on analytical techniques in environmental 81/10/19621 -(France) chemistry
Congress n Analytical Techniques in Environmental Chemistry, Expoquimia,
Plaza do Espana, Barcelona 4, Spain European Association for Industrial Marketing Research. Annual conference:
The European chemical industry in 1990 P: 300- C: 20D 8 Orage, Room 14-5th Roor. Modley House, Regent Street London W 1R 548, UK 81/11/26-27 Barcelona (Spain)
Societal Catalans de Ciències Fisiques. Quimiques i Matematiques. Chemical Section. Workshop on the chemistry and analysis of hydrocarbons in the environment. Congress on Analytical Techniques in Environmental Chemistry, ExpoquiMIA, Plaze de Espans, Barcelona 4, Spalin held in conjunction with the 2nd international congress on analytical techniques in environmental rhamiture. 81/10/20-22 Antwerpen (Belgium)
European Federation of Chemical Engineering / Koninklijke Vlaamse Ingenieurweeringing-Gemostorap Milleutechnologie. 2. International symposium Matlerials and energy from refusa:
(A0725)
KVIV. Ingerieurhais, Jan van Fijanjičklasin 58, B-2000 Antwerpen. Belgium 81/f0/23-24 Madrid (Spain)
International Union of Drivers of Long-Distance Lorries and Similar
Vehicles. Championnat international des chauffeurs routiers. P. 150-. C: 16-.
Ex. (A2713)
Jean-Claude Pechin. 7 rue de l'isty, F-75008 Paris, France. T. 387 61 68-387
37 66. 81/11/30-12/03 London (UK)
Institution of Electrical Engineers. Conference on thyristor and variable static 81/10- Dublin (Ircland) International Cerebral Palsy Society. International seminar on planning better learning for children with neurological impairment 6a Nettnerhall Gardens. London NW3 SRN, UK. T. 794.9761. equipment for AC and DC transmission
IEE Conference Department, Savoy Place, London WC2R OBL. UK 81/11/30-12/07 New Delhi (India) International Union for the Protection of Literary and Artistic Works. Comité executiff Session extraordinaire 81/10' - Lyon (France)
Cub of Dakar Industrial meeting: French Industrial cooperation with Africa P:
150- C: 16-,
Mohammed Tiekoura Diawara, Ministra de Plantification. Abidjan. Nory Coast. International Union for the Protection of Literary and Artistic Works. Comité executif. Session extraordinaire. (A2670)

Dr Arpad Bogsch, 32 Chemin des Colombettes. Place des Nations, Case Postale 18, CH-1217 Genève 20. Switzerland. T. (022) 34 66 00. C WIPO 81/11/- Aosta (Italy)
World Centre for Information on Bilingual Education. 3. Rencontre l'angue et
...
(62 660) violacia: Citie'. CMIEB, c/o Présidence du Conseil regional. 1-11100 Aosta. Italy

81/11, - Havana (Cuba) World Meteorogical Organization. Regional Association IV (North and Central America). 8. Session. (A3556)

S2/04/05-07 London (UK)

D A Davies. 41 av Guseppe-Motta CH- 1211 Genève 2O, Switzerland. 7, 34 64
Institution of Chemical Engineers, London / DECHÉMA. Frankfurt / American Institute of Chemical Engineers. New York / European Federation of Chemical Engineering, Jubillee symposium

[A0728]
Institution of Chemical Engineers. New York / European Federation of Chemical Engineering, Jubillee symposium

[A0728]
Institution of Chemical Engineers. 165-171 Rallway Terrace. Rughy CV2 1 3HO.

UK

B1/12/07-11 Port Moresby (New Guinea)
South Pacific Commission. Regional conference on social effects of alcoholism. (A3 2 60) 82/04/13-17 Allanta GA (USA)
Dr E Macu Salalo. Anse Vats. Noumea (8P D5). Noumea Cedex. Now Caledonia
Association for Childhood Education International. Annual study conference
C. southpecom. T. 26 20 00.

81/127 - Caracas (Venezuela)
United Nations Educational Scientific and Cultural Organization / national Federation of Library Associations and Institutions / Latin A can Regional Centre for Book Development / Institute Autonome Bibliotea and Research Libraries. Meeting on public library: Diagnostic and developlment planning for public library in Latin America and the Carribean. P:100-. C:

20-. (A3383/A1945/AO145/A4171)
Instituto Autonomo Bibliotoca Nacional y de Servicios de Bibliotecas, Calls
Paris, Edif Macanao. 3er Piso. Las Mercedes, Caracas. Venezuela

1981 / MONTH NOT DETERMINED

.1/ -/ - Odense (Demnark)
European Rallway Wagon Pod. Maeting.

(A) 2028
European Rallway Wagon Pod. Maeting.

(A) 2028

(A) 2020

(A) 2

81/-/- Toulouse (France)
International Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on Tx 79 248.

R Michel, Centre d'études et de recherche de Toulouse, BP 4025, Toulouse, Cedex, France.

81/ V - - (Germany FR)
International Union of Theoretical and Applied Mechanic». Symposium on threedimensional thrublent boundary layers
Prof H H Femholz, Hermann-Fottinger-Institut für Thermo- und Fluiddynamik

20/503-07 Buenos Aires (Argentine)
Paramentan Highway Congesses, Congress: Highway development, design.
maintenanca. Tartfür csafety, P. 200-200.
(A2082)
Direction Nacional de Visided, Av Maipù. 3, Buenos Aires, Argentina

Technische Universitat Strasse des 17 Juni, 135. D- 1000 Berlin 12. Germany t of E Krause, Aerodynamisches Institut. Technische Hoehschule. Aachen, BRD
Berlin or Aachen: Location of meeting not determined

1982

1982/01 JANUARY

82/01/05-77 New Delhi (India) International Federation of Automatic Control. Symposium on theory and <sup>82</sup> applications of digital control. (A1862)

Dr A K Sinha. Dept of Electrical Engineering, Indian Institute of Technology- New Delhi: 110029 India

82/01/- Roma (Italy)
International Fund for Agricultural Development. 5. Session Governing council. P.700. C. 1345.

(B. 1721 )
Christian Will, Secretary of IFAD, Via del Serafico 107, 1-00 142 Roma, Italy

1982/03 MARCH

zusir4-19 Charleston (USA) Inter-American Priess Association, Midyear meeting. (A. 1094) Sveriges Fzstighetstgareforbund. Birger Jartsgatan, 39. S-111' Stockholm 45. James B. Carel, 2911 WW 36th Street Maimi FL 33142, USA, T. (305) 634 Sweden

82/03/-(1st Qtr)-(UK)
International Federation for Housing and Planning. Symposium on the role
dimatology in uban and regional planning.
JH Léons 43 Wassenssrseweg. Den Haag, Netherlands. T. 24 45 57. C.
Hiller C. (A1826)
T Nejet Vezirogiu. PO Box 248266. Coral Gables. FL 33124, USA.
IFHP.

81/12/01-10 Geneva (Switzerland)
International Labour Organisation, 3. Reunion technique Tripartite pour lindus1/2/01-10 Geneva (Switzerland)
International Labour Organisation, 3. Reunion technique Tripartite pour lindus1/2/01-10 Geneva (Switzerland)
International Federation of Automatic Control, symposium on control principles and techniques in polient management.

(A 1881)
International Federation of Automatic Control, symposium on control principles and techniques in polient management.

(A 1881)
International Federation of Automatic Control, symposium on control principles and techniques in polient management.

(A 1881)
International Federation of Automatic Control, symposium on control principles and techniques in polient management.

(A 1881)
International Federation of Automatic Control, symposium on control principles and techniques in polient management.

(A 1881)
International Federation of Automatic Control, symposium on control principles and techniques in polient management.

(A 1881)
International Federation of Automatic Control, symposium on control principles and techniques in polient management.

(A 1881)
International Federation of Automatic Control, symposium on control principles and techniques in polient management.

(A 1881)
International Federation of Automatic Control, symposium on control principles and techniques in polient management.

(A 1881)

(B3658) Alberta L Meyer, 3615 Wisconsin Avenue NW. Washington. DC 20016. USA. T. (202) 363 6963.

81/12/15-17 Roma (Italy)
International Fund for Agricultural Development. 14. Session (8/172)
Social P. 35. C. 35.
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christian Will, Secretary of If AD. Via del Serafico 107, H00142 Roma, Italy
Christ

nter-metri 82/04/20-23 Wien (Austria) Imerica 82/04/20-23 Wien (Austria) International Association against Noise. 12. Congress Successes and progno sis against noise. (A1171) Oesterreichischer Arbeitsting für Lärmbekämpfung, Stubenning I. A-1012 Wien, Austria

82/04/ - Budapest (Hungary)
Scientific Society of Mechanical Engineers, Budapest. 7. international meeting
al exhibition on sealing technology

.
Scientific Society of Mechanical Engineers, P O Box 451, H-1372 Budapest Hungary

International Federation of Automatic Control. Symposium on components and instruments for distributed control systems. (A1862)

(A3062)
Dirección Nacional de Vialidad, Av Maipù. 3, Buenos Aires, Argentina

82/05/03-07 Paris (France.)

United Nations Educational Scientific and Cultural Organization / International Federation of Ultrary Associations and Institutions. International congress on the universal availability of publications.

(A3383/A1 945)

Amadou-Mantar MBow, Place de Fontenoy. F-75700 Paris, France. T. 577 16
10. C. Uhesco.

82/05/24-26 Wien (Austria)
International Centre of Research and Information on Public and Cooperative
Economy. Congress: L'économie publique, sociale et coopérative, fondement
indispensable de l'économie moderne, P. 1000- C: 20Arbeitgemeinschaft der osterreichischen Gemeinmwirtschaft, Vogelsanggasse
36. A-1050 Wien, Austria

32.05/25-27 Antwerpen (Belgium)
European Federation of Chemical Engineering. Working Party on Use of
Computers in Chemical Engineering / Koninklijke Vlaamse Ingénieurs ver enigma Antwerp 15 European symposium: CHEMCOMP 1982- Chemical process
analysis and design using computers.

(A0725)
CHEMCOMP-32, c/o KVIV. Jan Van Rijswijcklaan 58, B-2000 Antwerp, Bel-

82/06/02-06 Stockholm (Sweden) International Union of Landed Property Owners, Bisannuel congress: Real Estate property, P: 500-, C: 28- Ex. (A2731)

82/06/13-17 Los Angeles CA (USA) International Association for Hydrogen Energy. 4. World conference.

206/19-23 Asibong (Denmark)
Sandinarian Association of Research Librarians Meeting for research Librarian in Nordic countries discussing various problems of common interest P. 200-C S
BENT Legensen, Librarian. Asiborg Universitetabibliotek, Postboks 8200. DK-9220 Asibong Det DenmarK 82/06/19-23 Aall

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 1/1981 69

```
82/08/21-25 Tokyo (Japan)
International Association of Laryngectomees World congress of laryngec
International Association of Laryngectomees World congress of laryngec
International Association of Laryngectomees World congress of laryngec
International Conference on aerobiology
Interna
                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   1982 / 09 SEPTEMBER
        52/06/29-07/02 Youlouse (France)
nternational Federation of Automatic Control. 3. Symposium on control of
listributed nagameter systems
                                                                                                                                                                                                                                         82/09/15-16 Birmingham (UK)
European Federation of Chemical Engineering / Institution of Chemical Engineers, Midands Branch. Symposium 'DESIGN 82'.
S A Gregory, I H D, University of Aston in Birmingham, Gosta Green, Birmingham,
           (A1862)
Dr. J. P. Barbary. Laboratoire d'Automatiques or d'Analyse des Systèmes du CNRS,
7, avenue du Colonel Roche. F-31400 Toulouse, France
                                                                                                                                                                                                                                                  West Midlands B4 7ET, UK
   82/06/2. Montreal (Canada)
Classification Society - Psychonetric Society- Open professional meeting, P. 82/09/16-17 West Lafayette, IN (USA)
Classification Society - Psychonetric Society- Open professional meeting, P. 82/09/16-17 West Lafayette, IN (USA)
(B390) Intermational Federation of Automatic Control. Sympaium on computer Prof Pascale Rousseau, Université du Quebec à Montreal PO Box 8888, Suce A Montreal PQ H30 3P8. Canada

A Montreal PQ H30 3P8. Canada

G Latinipper, Technical Engineering Blog, Purdue University. We
                                                                                                                                                                                                                                               aided design of multivariable technological systems. (A1B62)
G G Leininger, Technical Engineering Bldg, Purdue University. West Lafayette,
Indiana 47907. USA
          2/06,* - Tallin (USSR)
International Federation of Automatic Control. 3. Workshop on distributed
computer control systems. (A 1862)
Acad B G Tamm, Head of Tallin Technical University, Ehitajate tee 5, Tallin
                                                                                                                                                                                                                                          82/09/20-24 Haraldskaer (Denmark)
International Federation for Housing and Planning. Seminar on the special
role of social housing in urgan revitalisation. (A1826)
J H Léons, 43 Wassenaarseweg, Den Haag, Netherlands. T. 24
  82/O6/ - (2nd Otr) Ottawa (Canada)
International Society for Animal Blood Group Research. Congress: Immunogénétique et polymorphisme* biochimiques des animaux de ferme.
       munogénétique et polymorphisme* biochimiques des animaux de ferme.

(A0850)

Dr G J Kray. Animal Diseases Res Institute (E). Health of Animal Branch.

Agriculture Canada, P O Box 11300. Postal Station H, Ottawa, Ont Canada
                                                                                                                                                                                                                                          82/09/27-10/01 Chicago IL (USA)
Inter-American Press Association. General assembly (A1094)
James B Cannel. 2911 NW 39th Street. Miami FL 33142. USA, T.(305) 634
                                                                                 1982/07 JULY
  82/07/12-16 Holderness NH (USA)
                                                                                                                                                                                                             (N)
                                                                                                                                                                                                                                              2465
  Gordon research conference on crystal growth
                                                                                                                                                                                                                                       82/09/ - Dublin (Ireland) (N)
Commission internationale de microflore du paléczolque / American Association of Strafigaphie Palynologists. Meeting on the palynology of the North
Atlantic margin.
  Dr E A Giess. IBM Thomas J Watson Research Center. PO Box 218, Yorktown
                                                                                                                                                                                                                                             Geoff Clayton of Ken Higgs. Trinity College. Dublin. Eire
82/07/18-23 Bergen (Norway)
International Organization of Good Templars. Congress. P. 2000- C: 30-40.
(A2324)

(A2324)

82/09/ - - (Turkey)
International Society of City and Regional Planners. Anual international
                                                                                                                                                                                                                congress: Habitat for all; what is the solution. P: 150-. C: 30-. Ex. (A2534)

(N) H Alatan, Ankara Nazim Plan Bürosu, Dedeman Ishani 4/2 Büklüm Sok. Kavak-liiklere. Ankara. Turkev
82/07/21-26 Mexico (Mexico)
4 Colloquium on paleobotany and palynology
      Boy Salas. Inst Mexicano de Petroleo, Av Cien Metros 152, Aptdo Postal 14-805, Mexico 14, D F
                                                                                                                                                                                                                                       82/09/ - (3rd Gtr) Brest (France)
Committee for European Marine Biological Symposia. 17. European marine
biology symposium.
(A0291)
Prof Otto Kinne, Biologische Anstalt helgoland, Palmaille 9, D-2000 Hamburg
62/07/25-31 Innsbruck (Austria)
World Union of Catholic Teachers. 11. Congress: L'enseignant catholique pour l'homme et ses relations dans le monde de ce temps. (A 3593)
                                                                                                                                                                                                                                  82/097 - (3rd Qtr) - (Switzerland)
International Federation of Grocers' Associations. Congress. P: 300-. C: 16-.
(A1925)
      Osvaldo Brivio. 16 Piazza San Calisto. 1-00153 Roma. Italv. T. 698 4786.
 82/07/26-30 Brighton (UK)
3. meeting: Ultrasound in medicine and biology. P: 1200-1500. Ex
4. Portram Mancions, Chiltern Street, London W1M 1LF, UK

A Blattner: Falkenplatz 1, CH-300 1 Berne: Switzerland. T. 23 76 46.
                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         1982 / 10 OCTOBER
                                                                                                                                                                                                                                      82/10/07-11 Lausanne (Switzerland)
 82/08/01-09 Moskya (LISSR)
                                                                                                                                                                                                                                     International Society of Penal Military Law and Law of War. 9 International
 International Union for Quaternary Research / Academy of Sciences of the
       USSR. 11. Congress. Ex.

(A2663) congress: Forces armées et développements du droit de la guerre. P-200-. C:

Dr. Ismail P. Kartashov, Geological Institute, USSR Academy of Sciences, Pyz-
hewley J. Moskev 190917. USSR.
                                                                                                                                                                                                         50-, (A2562)

Brigadier FI Barras. Office de l'Auditeur en chef, Amthausgasse, 4. CH-3003

Bern. Switzerland
 82/08/05-11 Montreal (Canada)
3. North American paleortologieal convention (NAPC-III)
Collin Steam, Dept of Geological Sciences. McGill University, 3150 University si
Montreal, H3A 2A7. Canada
Colin Steam. Dept of Geological Sciences. McGill University, 3150 University at Montreal, 1743 247. Canada Suntreal, 1744 247. Ca
 82/08/22-26 Toronto (Canada)
International Association for the Scientific Study of Mental Deficiency 6
Coragess
(A1232)
St. Downsview, Ontario M3J IP3, Canada
                                                                                                                                                                                                                                         82/10/11-14- (USA)
International Federation of Automatic Control. 2. symposium on safety of
  82/08/24-28 Buenos Aires (Argentina)

5. Latinamerican congress on child psychiatry and allied professions. P: 800-
Congresos Internacionales SA, Moreno 584. Piso 9. Buenos Aires. Argentina
                                                                                                                                                                                                                                              computer control systems (SAFECOMP).
(A1662)
RW Yunker, PPG Industries Corp. One Gateway Center, Pittsburgh, PA 15222,
USA
lication of meeting not determined
  82/08/24-26 Sydney (Australia) (N)
Institution of Engineers. Australia. 10. Australasian conference on chemical engineering -CHEMECA 82
        Conference Manager, Institution of Engineers. Australia. 11 National Circuit
Barran ACT 2600. Australia
                                                                                                                                                                                                                                       82/10/13-15 London (UK)
American Institute of Chemical Engineers. New York / DECHEMA, Frankfurt / Institution of Chemical Engineers. Rugby. UK/ European Federation of Chemical Engineering. Joint symposium: Chemical engineering contributions to energy saving and production. (A0726)
Institution of Chemical Engineers, 165-171 Railway Terrace. Rug by CV21 3HQ.
  82/08/24-31 - (Sri Lanka)
United Nations University. Inttrut univers.taire d'étude* du développement 6
Network meeting (82488)
UN University Protect, c/o UNIYAR, Palais des Nations, CH- 12 11 Geneva 10,
```

2/10/25-29 Pacific Grove CA (USA)
International Strabismological Association / American Association of Pédiathe Ophthalmology and Strabismus. Meeting; Strabismus and affect disorders.
P. 500 - C; 20 - Ex. (8687?)

Quadrennial meeting of ISA combined with annual meeting of AAPO

82/10/36-28 Galtanburg MO (USA) International Federation of Automatic Control / International Federation (or Information Processing. 4 Conference on manufacturing technology,	1983 /07 JULY
(Δ1R62/Δ1828)	83/07/02-06 Stockholm (Sweden) World Federation of Hemophilia 15 Congress (A3523)
James Albus, Automatio Technology Mechanical Process Div National Bureau of Standards. Washington, DC 20234. USA	World Federation of Hemophilia 15 Congress (A3523) SCB, Jakobs Torg 3,5-11152. Stockholm, Sweden
82/10/-Genoa (Italy) International Federation for Information Processing / International Feder- ation of Automatic Control. International symposium on ship operation auto-	1983/08 AUGUST
ation of Automatic Control. International symposium on ship operation automaton ISSOA 82. (A1828/A1 862)	83/08/15-28 Hamburg (Germany FR)
mation ISSOA 82. (A1828/A1 862)  J Viiestra, NV Philips Gloeilampenfabrieken Corporate Development COB, Building VO 1-2-4. NL-5600 MO Eindhoven. Netherlands	83/08/15-28 Hamburg (Germany FR) International Association for the Physical Sciences of the Ocean Scientifical assembly: Physical oceanography. P. 400-, C: 30 Ex. (A1223) Or E C Lafond Lafond Oceanic Consultants, P O Box 7325, Sun Diego, CA
82/10/ - Montreux (Switzerland) International Union of Drivers of Long-Distance Lorries and Similar	92 107, USA
	83/08/ - Oslo (Norway)
Jean-Cleude Péchin, 7 rue de l'Isly. F-75008 Paris, France. T. 387 61 68-387 37 66.	Committee for European Marine Biological Symposia. 18. European marine biology symposium. (A0291)
	Prof Otto Kinne, Biologische Anstalt Halgoland Palmaille 9 D-2000 Hamburg 9. Germany FR. T. 38 16 01.
1983	1983/ 10 OCTOBER
1983 / 03 MARCH	83/10/08-22 Sydney (Australia)
83/037-(1st Qtr) La Habana (Cuba)	83/10/08-22 Sydney (Australia) Permanent International Association of Road Congresses. World road congress: Road technology. P. 2000-, C: 50 Ex. (A31 12) C: C: Halton: Secretary Commonwealth dept of Transport. PO Box 367 Cabana City ACT 260 1. Australia
Intergovernmental Burkeau for Informatics. 2. Conférence sur les stratégies et	City ACT 200 T. Australia
les politiques de l'informatique (SPIN). (A 1645) 23. Viale Civilta del Lavoro, 1-00144 Roma. Italy	1983/ 11 NOVEMBER
1983/05 MAY	83/11/07-12 Manila (Philippines) International Pédiatrie Association. 17. International congress of pédiatrics. P: 5000 C:91-Ex. (A2336)
83/05/- Napoli (Italy)	Dr. Perla Santos-Ocampo, President, 17 International Congress of Pediatrics P.
International Association of Papyrologists. 17. International congress: Développements récents et prospective de la papyrologie littéraire et documentaire,	O Box EA 100. Ermita, Manila, Philippines
P: 300-, C: 20-, Ex. (A1 323) Prof M Gigante, Via G D'Auria 3, 1-80129 Napoli. Italy	1983 / MONTH NOT DETERMINED 83/-/- Amsterdam (Netherlands)
83/05/ (USA)	
International Federation of Automatic Control. Symposium on control aspects of prostethics and orthoptics.	International Society of City and Regional Planners. Annual international congress: Tools of planning. P: 150 C: 30 EX. (A2534). D. I. H. Siebos. Wassenaarsewey 43. Den Haag. Netherlands. T. (070) 24: 35.
(A 186 2) H R Weed. BioMed Engr Cerner, Ohio State University, 2015 Neil Avenue, Columbus. Ohio 432 10. USA	96. 83/-/ - Lima (Peru)
location of meeting not determined in Ohio	(
4002/06 ILINE	Inter-American Press Association. Meeting. (A1094)
1983/06 JUNE	Inter-American Press Association. Meeting. (A1094)  James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miaml FL 33142, USA. T. (305) 634
1983/06 JUNE 83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Denio-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific pagers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology. P.	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634
1983/06 JUNE 83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Denio-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific pagers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology. P.	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634
1983/06 JUNE 83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Denio-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific pagers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology. P.	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  837 -/ - Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (Al 509) CO - Alexander W Mecara. Dect of Community Health. University of British
1983/06 JUNE  83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Denio-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific papers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P. 400-800, C.20C.	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  837 -/ - Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General assembly. Or Alexander W Macara, Dept of Community Health, University of Bristol, Canryge Hall, Whiteledies Road. Bristol BSB 2PR. UK. T. Bristol 38262.  837 -/ - Manile (Philippines)  (N)
1983/06 JUNE  83/06/16-24 Utracht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Raddiology, 6. Congress: Scientific, page subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P. 400-800 C-20-Ex. (8885) Prof J van Akan. School of Dentistry, Sorbonnelsan 16, NL-3508 TB Utracht, The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA)	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  337 -/- Lisbon (Portugal)  Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (A4 509)  Or Alexander W Macara, Dept of Community Health, University of Bristol, Carrynge Hall, Whiteladies Road. Bristol BSS 2PR. UK. T. Bristol 38262.
1983/06 JUNE  83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific papers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P. 406-800, C.20. Sci.	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  837 -/ - Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General assembly. Or Alexander W Macara, Dept of Community Health, University of Bristol, Carryage Hall, Whiteleadies Road. Bristol BSS 2PR. UK T. Bristol 38262.  837 -/ - Manila (Philippines) (N) Fancisco S Tartuico, Central Office, Don Mariano Marcos Avenue, Ouezon City.
1983/06 JUNE  83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific pepers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P: 400-800. C:20 Ex.  **The I van Association Scientific pepers on Scientific pepers on Scientific people. C:20 Ex.  **The I van Association Scientific Scienti	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  837 -/ - Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Carryage Hall, Whiteladies Road. Bristol BS8 2PR. UK. T Bristol 38262.  837 -/ - Manila (Philippines)  (N) Carryage ST Tartuloo, Central Office, Don Mariano Marcos Avenue, Ouszon City. Philippines
1983/06 JUNE  83/06/16-24 Utracht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Raddology, 6. Congress: Scientific, apage subjects in the field of dento-maxillo-facial-raddology, P. 400-800. C.20 Ex. Prof J van Akan. School of Dentistry, Sorbonnelsan 16, NL-3508 TB Utracht. The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual convention: Humanitarian service P. 25000. C. 423/96 WIBURI L Wilson, York and Cermak Roads. Oak Brook, IL 6052 L USA, T. 966 1700. C. Lonsinth Tx 02 53345.  83/06/22-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual international convention: Humanitarian service. P-30000- C. 150.  30000. C. 150.    A23/96	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  837 -I - Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Schools of Public Health. University of Bristol. Carryers Hall, Whiteleades Road. Bristol BSS 2PR. U.K T. Bristol 38262.  837 - J. Manila (Philippines) Congress Tartulco, Central Office, Don Mariano Marcos Avenue, Ouezon City. Philippines
1983/06 JUNE  83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific papers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P. Prof J van Aken, School of Dentistry, Sorbonnelaan 18, NL-3508 TB Utrecht, The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International, Annual convention: Humanitarian service P: 25000- C- (2038) Wilburn L Wilson, York and Cermak Roads, Oak Brook, IL 6052 I, USA, T. 986 1700. C. Lionsint Tx 02 53345.	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  337 -/ - Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (Af 509) Or Alexander W Macara, Dept of Community Health, University of Bristol, Carryage Hall, Whiteladies Road. Bristol BS8 2PR. UK. T. Bristol 38262.  337 -/ - Manila (Philippines)  (N) Congress Fancisco ST artuico, Central Office, Don Mariano Marcos Avenue, Ouezon City. Philippines  33 -/ - Nassau FL (Bahamas) Inter-American Press Association, Meeting, James B Canal, 29 11 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634  2465.
1983/06 JUNE  83/06/16-24 Utracht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific papers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P. 400-800. C.20 Ex. Prof J van Aken. School of Dentistry, Sorbonnelaan 16, NL-3508 TB Utrecht, The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual convention: Humanitarian service P: 25000 C- 150 Wilburn L Wilson, York and Cermak Roads, Oak Brook, IL 6052 I. USA, T. 986 1700. C. Lonaird Tr. 62 93346.  83/06/22-25 Honolulu HI (USA) Lions international. Annual international convention: Humanitarian service, P-30000 C- 160  90000. C. 150  162969  90000. C. 150  162969  90000. C. 150  162969	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  837 /- Liabon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Canyley (AP 509) Or Alexander W Macara. Dept of Community Health. University of Bristol. Carryrege Hall. Whiteleadies Road. Bristol BS8 2PR. UK. T Bristol 38362.  837 /- Nanila (Philippines) (N) Congress Fancisco STartuico, Central Office, Don Mariano Marcos Avenue, Ouezon City. Philippines  837 /- Nassau FL (Bahamas) Inter-American Press Association. Meeting. James 8 Canel. 29 17 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634  2465.  837 /- Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P. 300- (A2318)
1983/06 JUNE  83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific papers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P. Prof J van Aken, School of Dentistry, Sorbonnelaan 18, NL-3508 TB Utrecht, The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International, Annual convention: Humanitarian service P: 25000- C- (2038) Wilburn L Wilson, York and Cermak Roads, Oak Brook, IL 6052 I, USA, T. 986 1700. C. Lionsint Tx 02 53345.	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  837 -/ - Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General assembly. Canyloge Half, Whiteladies Road. Bristol BS8 2PR. UK. T Bristol 38262.  837 -/ Manila (Philippines) Canyloge Half, Whiteladies Road. Bristol BS8 2PR. UK. T Bristol 38262.  (N) Canyloge Half, Whiteladies Road. Bristol BS8 2PR. UK. T Bristol 38262.  837 -/ Manila (Philippines) Canyloge Half, Whiteladies Road. Bristol BS8 2PR. UK. T Bristol 38262.  (N) Canyloge Half, Whiteladies Road. Bristol BS8 2PR. UK. T Bristol 38262.  837 -/ Manila (Philippines)  (N) James S Canal, 29 11 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634  2465.  837 -/ Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P.
1983/06 JUNE  83/06/16-24 Utracht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific pagers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P. 400-800, C.20 Ex. Prof J van Aken. School of Dentistry, Sorbonnelaan 16, NL-3508 TB Utrecht. The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual convention: Humanitarian service P: 25000 C- 150 Wilburn L Wilson, York and Cermak Roads. Oak Brook, IL 6052 I. USA, T. 986 1700. C. Lonarid Tr. 02 53345.  83/06/22-25 Honolulu HI (USA) Lions international. Annual international convention: Humanitarian service, P-30000 C- 160  30000. C: 150  Milburn L Wilson, York and Cermak Roads, Oak Brook, IL 6052 I. USA, T. 986 1700. C. Lonarid Tr. 02 53345.  83/06/26-07/02 Leningrafd (USSR) European Legue Against Rheumatism. 10. Congress. Prof vs. Nassonova. Institute of Rheumatology, Pstrovka 25 Moscow, USSR	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  337 -f. Liston (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (Af 509) Or Alexander W Macara. Dept of Community Health. University of Bristol. Carnyrage Hall. Whiteleades Road. Bristol BS8 2PR. U.K T. Bristol 38262.  837 -f. Manila (Philippines) (N) Corgress Orgress 137 -f. Manila (Philippines) (N) Philippines 337 -f. Massau FL (Bahamas) Inter-American Press Association. Meeting. James B Canal. 29 11 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634 2465.  837 -f. Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P. 200- Prof V Collado Bertomeu, Trinitarios 3. Valencia 3, Spain (A2318)
1983/06 JUNE  83/06/15-24 Utracht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific pepars on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P: 400-800, C:20 Ex. Prof J van Aken. School of Dentistry, Sorbonnelaan 16, NL-3508 TB Utracht. The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual convention: Humanitarian service P: 25000 C- 150	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  337 -f. Liston (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (Af 509) Or Alexander W Macara. Dept of Community Health. University of Bristol. Carnyrage Hall. Whiteleades Road. Bristol BS8 2PR. U.K T. Bristol 38262.  837 -f. Manila (Philippines) (N) Corgress Orgress 137 -f. Manila (Philippines) (N) Philippines 337 -f. Massau FL (Bahamas) Inter-American Press Association. Meeting. James B Canal. 29 11 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634 2465.  837 -f. Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P. 200- Prof V Collado Bertomeu, Trinitarios 3. Valencia 3, Spain (A2318)
1983/06 JUNE  83/06/18-24 Ultrecht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific papers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P. 400-800. C: 20 Ex. Prof J van Aken. School of Dentistry, Sorbonnelaan 16, NL-3508 TB Utrecht, The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International, Annual convention: Humanitarian service P: 25000. C. 42339; C. 42339. C. 42339	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  337 -f. Liston (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (Af 509) Or Alexander W Macara. Dept of Community Health, University of Bristol. Carnyreg Hall, Whiteledies Road. Bristol BS8 2PR. UK. T. Bristol 38262.  837 -f. Manila (Philippines)  (N) Corgress Orgress Francisco S Tartuico, Central Office, Don Mariano Marcos Avenue, Ouezon City. Philippines 337 -f. Nassau FL (Bahamas) Inter-American Press Association. Meeting. James 8 Canal, 29 11 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634 2465.  837 -f. Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P. 200- Prof V Collado Bertomeu, Trinitarios 3. Valencia 3, Spain
1983/06 JUNE  83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific peapers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P: 400-800. C:20 Ex. Prof J van Aken. School of Dentistry, Sorbonnelaan 16, NL-3508 TB Utrecht, The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International: Annual convention: Humanitarian service P: 25000 C- (A23/9) William J. Wilson. York and Cermak Roads. Oak Brook, IL 6052 J. USA: 7, 986  83/06/22-25 Honolulu HI (USA) Lions International: Annual international convention: Humanitarian service. P: 30000 C: 150 S0000. C: Lonaint Tr. O2 53345. S006/26-07/02 Leningrad (USSR) European League Against Preumatism. 10. Congress. Fird vi Massonova. Institute of Rheumationgy. Patrovika 25 Moscow. USSR S0067-Beograd (Yugoslavia) S0067-Beograd (Yugoslavia) S0067-Beograd (Yugoslavia) S0067-Beograd (Yugoslavia) S0067-New York (USA) S0067-S007-S007-S007-S007-S007-S007-S007	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  337 -f. Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (AF 506) Or Alexander W Mecara. Dept of Community Health, University of Bristol. Carnyrage Hall, Whiteleades Road. Bristol BSB 2PR. UK. T. Bristol 38262.  837 -f. Manila (Phillippines) (N) Congress Fanciaco T artiuco, Central Office, Don Mariano Mercos Avenue, Ouezon City. Fhilippines 1837 -f. Nassau FL (Bahamas) Inter-American Press Association. Meeting. James 8 Canal. 29 11 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634 2465.  837 -f. Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P. Prof V Collado Bertomeu, Trinitarios 3. Valencie 3, Spain  1984
1983/06 JUNE  83/06/15-24 Utracht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific pepers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P. 400-800, C.20 Ex. Prof J van Aken. School of Dentistry, Sorbonnelsan 16, NL-3508 TB Utracht. The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual convention: Humanitarian service P: 25000 C- 1500 L. Wilbout, Maxillo Community, Sorbonnelsan 16, NL-508 L USA, T. 986 1700. C. Lonsind Tx 02 53345.  83/06/22-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual international convention: Humanitarian service. P-30000 C- 1500	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  337 -f. Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (Af 509) Or Alexander W Mecara. Dept of Community Health. University of Bristol. Carnyrage Hall, Whiteleades Road. Bristol BSS 2PR. UK. T. Bristol 38262.  837 -f. Manila (Philippines) (N) Congress Paracusco Tarituco, Central Office, Don Mariano Marcos Avenue, Ouezon City. Philippines 1837 -f. Nassau FL (Bahamas) Inter-American Press Association. Meeting. James 8 Canal. 29 11 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634 2465.  837 -f. Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P. Prof V Collado Bertorneu, Trinitarios 3. Valencie 3, Spain
1983/06 JUNE  83/06/16-24 Utracht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Raddiology, 6. Congress: Scientific pagess on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P. 400-800 C-20 Ex. Prof J van Aken. School of Dentistry, Sorbonnelsan 16, NL-3508 TB Utracht. The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual convention: Humanitarian service P. 25000 C- 150- (A2396) Wilburn L Wilson, York and Cermak Roads. Oak Brook, IL 6052 L USA, T. 966 1700. C. Lonsinth Tx 02 53345.  83/06/22-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual international convention: Humanitarian service, P-30000 C- 150  93/000. C. 150  93/000. C. 150  93/000. C. 150  103/000. C. Lonsinth Tx 02 53345.  83/06/28-07/02 Leningrad (USSR) Lions International Convention: Humanitarian service, P-30000 C- 150  93/000. C. 150  93/000. C. 150  93/000. C. Lonsinth Tx 02 53345.  83/06/28-07/02 Leningrad (USSR) Lions International Convention on Ungent Surgery, 6. World congress. Prof vs Nassonova. Institute of Rheumatology, Pstrovka 25 Moscow, USSR  83/06/3- Reograd (Yugoslavia) International Committee on Urgent Surgery, 6. World congress. Prof vs Parkins, Coordinated Scortce Lab, University of Blinois, Urbana. Blinois 1807. USA. 83/06/3- Warszawa (Poland)	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  337. /- Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Carryage Hall, Whiteledies Road. Bristol BSS 2PR. UK. T. Bristol 38262.  337. /- Manila (Philippines) Carryage Hall, Whiteledies Road. Bristol BSS 2PR. UK. T. Bristol 38262.  (N) Carryage Hall, Whiteledies Road. Bristol BSS 2PR. UK. T. Bristol 38262.  (N) Farnosco S Tartutico, Central Office, Don Mariano Marcos Avenue, Ouezon City. Philippines  147 Nassau FL (Bahamas) Inter-American Press Association. Meeting, James 8 Canel. 29 17 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634  2465.  331. /- Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P. 300- Prof V Colledo Bertomeu, Trinstance 3. Valencia 3, Spain  1984  1984  1984  1984  1986  19
1983/06 JUNE  83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific peapers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P: 400-800, C: 20 Ex. Prof. J van Alexa. School of Dentistry, Sorbonnelsan 16, NL-3508 TB Utrecht, The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International Annual convention: Humanitarian service P: 25000 C- (A2396) William J. William J	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  337 -f. Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (A 506) Or. Alexander W Macara. Dept of Community Health, University of Bristol. Carnyrage Hall, Whiteleides Road. Bristol BS8 2PR. UK. T. Bristol 38262.  337 -f. Manila (Philippines) (N) Corgress Farcizoo STarhuco, Central Office. Don Mariano Marcos Avenue, Ouezon City. Philippines 137 -f. Nassau FL (Bahamas) Inter-American Press Association. Meeting. James 8 Canal, 29 11 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634 2465.  337 -f. Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P: 300. Prof V Collado Bertomeu, Trinitarios 3. Valencia 3. Spain  1984  1984  1984  1984  1984/06 JUNE
1983/06 JUNE  83/06/16-24 Utracht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Raddiology, 6. Congress: Scientific pages on subjects in the field of dento-maxillo-facial-raddiology, P. 400-800 C-20 Ex. Prof J van Aken. School of Dentistry, Sorbonnelsan 16, NL-3508 TB Utracht. The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual convention: Humanitarian service P. 25000 C- 150 Wiburn L Wilson, York and Cermak Roads. Oak Brook, IL 6052 L USA. T. 966 1700. C. Lonsinth Tx 02 53345.  83/06/22-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual international convention: Humanitarian service. P-30000 C- 150 90000. C: 150 [A2306] Wilburn L Wilson, York and Cermak Roads. Oak Brook, IL 6052 L USA. T. 966 1700. C. Lonsinth Tx 02 53345.  83/06/22-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual international convention: Humanitarian service. P-30000 C- 150 90000. C: 150 [A2306] Wilburn L Wilson, York and Cermak Roads, Oak Brook, IL 6052 L USA. T. 966 1700. C. Lonsinth Tx 02 53345.  83/06/2-0-7/02 Leningrad (USSR) Luropean League Against Rheumatism. 10. Congress. Prof vs Nassonova. Institute of Rheumatology, Patrovka 25 Moscow, USSR  83/06/2-Reory tx (USA) International Federation of Automatic Control / International Federation of National Research Societies Conference on dynamic modeling and control of national economies. Prof W Parkins, Coordinated Scortce Lab, University of Blinois, Urbana. Bilinois 1907, USA.  83/06/2-Warszawa (Poland) International Federation of Automatic Control 3. Symposium on large scale systems theory and applications. (A) 1682) Research Constitute, ut	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  837 -/ - Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (AF 506) Or Alexander W Macara. Dept of Community Health, University of Bristol. Carryinge Hall, Whiteleades Road. Bristol BS8 2PR. UK. T. Bristol 38262.  837 -/ - Manila (Philippines) Carpyinge Hall, Whiteleades Road. Bristol BS8 2PR. UK. T. Bristol 38262.  837 -/ - Manila (Philippines) Carpyinge Hall, Whiteleades Road. Bristol BS8 2PR. UK. T. Bristol 38262.  837 -/ - Nassau FL (Bahamas) Inter-American Press Association. Meeting James 8 Canal. 29 11 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634  2468.  837 -/ - Stalamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P-300- Prof V Collado Bertomeu, Trinstantos 3. Valencia 3. Spain  1984  198
1983/06 JUNE  83/06/18-24 Utrecht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific peapers on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P: 400-800, C: 20 Ex. Prof J van Aeen. School of Dentistry, Sorbonnelsan 16, NL-3508 TB Utrecht, The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual convention: Humanitarian service P: 25000 C- (A2396) William J. Wilson, York and Cermak Roads. Oak Brook, IL 6052 L USA: 7, 986 1700. C. Lonsinti Tx 02 53345.  83/06/26-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual international convention: Humanitarian service. P: 30000 150	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 634  2465.  337 -/- Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General Association of Public Health in the European Region. 8. General Association of Alexander W Mecara, Dept of Community Health, University of Bristol. Carryinge Hall, Whiteledies Road. Bristol BSS 2PR. UK. T. Bristol 38262.  337 -/- Manila (Philippines)  (N) Congress Fancisco S Tartuico, Central Office, Don Mariano Marcos Avenue, Ouezon City. Philippines  347 -/- Naissau FL (Baharmas) Inter-American Press A Sociolation. Meeting. (A. 1004) 2465 -/- Canal Carrying Association. Meeting. (A. 1004) 2465 -/- Canal Carrying Association. Meeting. (A. 1004) 2465 -/- Canal Carrying Association. Meeting. (A. 1004) 257 -/- Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P. 300- 267 -/- Prof V Collado Bertomeu, Trinitarios 3. Valencia 3, Spain  1984  1984 19
1983/06 JUNE  83/06/15-24 Utracht (Netherlands) International Association of Dento-Maxillo-Facial Radiology, 6. Congress: Scientific pepars on subjects in the field of dento-maxillo-facial-radiology, P: 400-800, C: 20 Ex. Prof. J van Aken. School of Dentistry, Sorbonnelsan 16, NL-3508 TB Utracht. The Netherlands  83/06/21-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual convention: Humanitarian service P: 25000 C- 159 (A2396) William To 1508 Annual convention: Humanitarian service P: 25000 C- 159 (A2396) William To 1508 Annual international convention: Humanitarian service P: 30000 C- 159 (A2396) 83/06/22-25 Honolulu HI (USA) Lions International. Annual international convention: Humanitarian service P: 30000 C- 159 30000. C: 159 300	James B Canel. 2911 NW 39th Street, Miami FL 33142, USA. T. (305) 834  2465.  337 /- Lisbon (Portugal) Association of Schools of Public Health in the European Region. 8. General (A. 509) Or Alexander W Mecara. Dept of Community Health. University of Bristol. Carnyrae Hall, Whiteledies Road. Bristol BS8 2PR. UK. T. Bristol 38262.  337 /- Manila (Philippines) (N) Congress.  337 /- Massau FL (Bahamas) Inter-American Press Association. Meeting. James 6 Canal. 29 11 NW 39th Street, Miami FL 33 142, USA. T. (305) 634  2465.  337 /- Salamanca (Spain) International Organization (or the Study of the Old Testament. Congress. P. 300- Prof V Collado Bertomeu, Trinitarios 3. Valencia 3, Spain  1984  1984  1984  1984  1984  1984  1984  1986  1986  1986  1986  1986  1986  1986  1986  1987  1988  1986  1986  1987  1988  2086  2087  2088  2087  2088  2087  2088  2087  2088  2087  2088

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 1/1981 71

### 1984 / 07 JULY

## International Society of Endocrinology 7. meeting. C: 43-, International Society of Endocrinology 8. meeting. C: 43-, Fernand Labrie M. D., Lab d'Endocrinologie Moléculaire. Centre Hospitaller Univ Level. 2706 blvd Laurier. Sto-Foy, PO GTV 4G2. Canada

## 84/07/ - Reykjavik (Iceland) International Organization of Good Templar.. Culture conference. P 300-

## International Organization. 500. C: 20-. Niait Thorarinsson. Postfach 971. Reykjavik, Iceland

## 84/07/ - Toronto (Canada) International Association for Hydrogen Energy. 5. World conference.

### (A4531) T Nejat Veziroglu, PO Box 248266. Coral Cables. FL 33124. USA.

64/07/- Warszawa (Poland)
Rehabilitation International 4, World congress
Norman Acton. 432 Park Avenue South, New York. NY 10016, USA. T. (212)
679 6520.

### 1984 / 08 AUGUST

# 84/08/26-09/01 Minneapolis MN (USA) Transplantation Society, 10. Congress. P. 1 500-. Transplantation Society, 14m Salmer Président. Primate Center TNO. 151, Large Réleiveg, IN. –2298 GJ Rijawijk. The Netherlands. Dr. J S. Nigarian. Univ of Minnesota. Minneapolis. MM 55455, USA

# International Association of Astaurugg, - , , 451) A Stellan Karlsson, Simontorp, S-270 35 Blentarp, Swede

84/09/- (3rd Qtr) Plymouth (UK)
Committee for European Marine Biological Symposia. 19. European marine biology symposium. (A0291) Prof Otto Kinne, Biologische Anstalt Helgoland. Palmaille 9, D-2000 Hamburg 9, Germany FR. 7. 38 f 601.

### 1984 / MONTH NOT DETERMINED

34/ -/ - Los Angeles CA (USA) Inter-American Press Association. General assembly. (A1094) James B Canel. 291 1 NW 39th Street Miami FL 33J42, USA. T. (305) 634 2465.

84/-/--(- )
International Textile Garment and Leather Workers' Federation. 4. World
congress. P. 350-, C. 45-.
(A2829)
Charles Ford 8 rue Joseph Stevens, B-1000 Bruxelles. Belgium. T, 512 26 06
-51228 33. CWDR/MTPX.
Location of meeting not determined

1985

### 1986 / MONTH NOT DETERMINED

86/-/—(Belgium)
Permanent International Association of Navigation Congresses. Congress.

(A3111)
Henri Vandervelden, Résidence Palace, Quartier Jordeens 1er étage, rue de 18
Loi 155, 8-1040 Bruxelles, Belgium. T. 733 96 70 Ext 21 27, 2176. 21 77.

SS -1 -- (UK) International Federation of Associations of Anatomists. Quinquennial con-gress: Disciplines anatomiques. P. 2000 - C 40 - Ex. (A164) Prof Defmas, Laboraroire d'Anatomie. 45 rue des Saints-Peres F-75270 Paris.

### 72 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 1/1981

# **How to** make sure your London meeting is a real success

London is now the world's conference centre and with good reason. Not just because it's so easy to get to, but because it offers so much of interest an entertainment, and such a variety of facilities.

But to get the best out of it you need to know your way around. And that is where the London Convention Bureau comes in LCB was set up as an Agency of the London Tourist Board to give free, impartial advice on venues and services, transport, costs, aids for delegates and public relations.

We are as happy to help over a meeting involvin ten people as with an international congress of thousands, and one of our European representative will be glad to call on you without obligation. Our handbook 'Convention London' is a good way of starting to find your way about London, and will explain our services in detail. Phone your nearest British Tourist Authority office or send the coupon for your free copy.

# London Convention Bureau

To: London Convention Bureau 26 Grosvenor Gardens, London SWIW ODU, England.

Please send me a free copy of "Convention Londor" I would like a call from one of your representatives

Phone

